

“Quand la Chine s’éveillera, le monde tremblera”

Napoléon BONAPARTE



**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DES RELATIONS
INTERNATIONALES**

**L'IMPACT ECONOMIQUE ET POLITIQUE
DE LA CROISSANCE CHINOISE AU
NIVEAU MONDIAL**

Şekip Erdem ÇAPANOĞLU

745920

Directeur de recherche: Yrd.Doç.Dr. Selcan SERDAROĞLU

Memoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

SEPTEMBRE, 2005

TABLES DES MATIERES

TABLES DES MATIERES	i
ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : LA PERIODE DE MAO ZEDUNG ET LA RUPTURE EFFECTUEE PAR DENG ZIAOPING.....	5
Chapitre I - La période 1950-1957	5
Section I - La logique de la reforme agraire et de la collectivisation	6
Section II - Le 1er Plan Quinquennal : des résultats mitigés.....	9
Sous-section I - Résultats de la Réforme et de la Collectivisation	9
Sous-section II - Résultat du Plan Quinquennal.....	11
Chapitre II - La période 1957-1966	12
Section I - Formation de deux groupes à caractère instable.....	12
Section II -La déstalinisation et la recherche d'une nouvelle donne avec l'idée de libéralisation	14
Section III - La Campagne des « Cent Fleurs » : début et échec de la libéralisation sociale	16
Section IV - Le 2 nd Plan Quinquennal et le Grand Bond en avant	17
Section V - Seconde lutte pour le pouvoir : la Révolution Culturelle.....	20
Sous-section I - La mobilisation des masses d'étudiant et bouleversement du régime.....	20
Sous-section II - Accélération de la Révolution Culturelle et prise du Pouvoir par Mao.....	21
Sous-section III - Conséquence de la Révolution Culturelle sur l'économie de la Chine	22
Chapitre III - L'impact des événements internationaux sur la politique étrangère et l'économie de la Chine jusqu'en 1978	23
Section I - Une politique étrangère et de développement économique instable.....	24
Sous-section I - L'héritage de la politique internationale entre 1950 et 1960	24
Sous-section II - Isolation de la Chine et la paranoïa d'être encerclé par des ennemis.....	26
Section II - Les années 70 : une réconciliation entre besoins économiques et politique étrangère	28
Sous-section I- Le décollage économique du Japon et des NPI : effet de rattrapage.....	28
Sous-section II - Le changement de la politique étrangère : rapprochement de la Chine avec le Bloc de l'Ouest	32

DEUXIEME PARTIE : LA PRISE DU POUVOIR PAR DENG XIAOPING ET
LE POLITIQUE ECONOMIQUE DE MODERNISATION ENTAME PAR LA
RPC

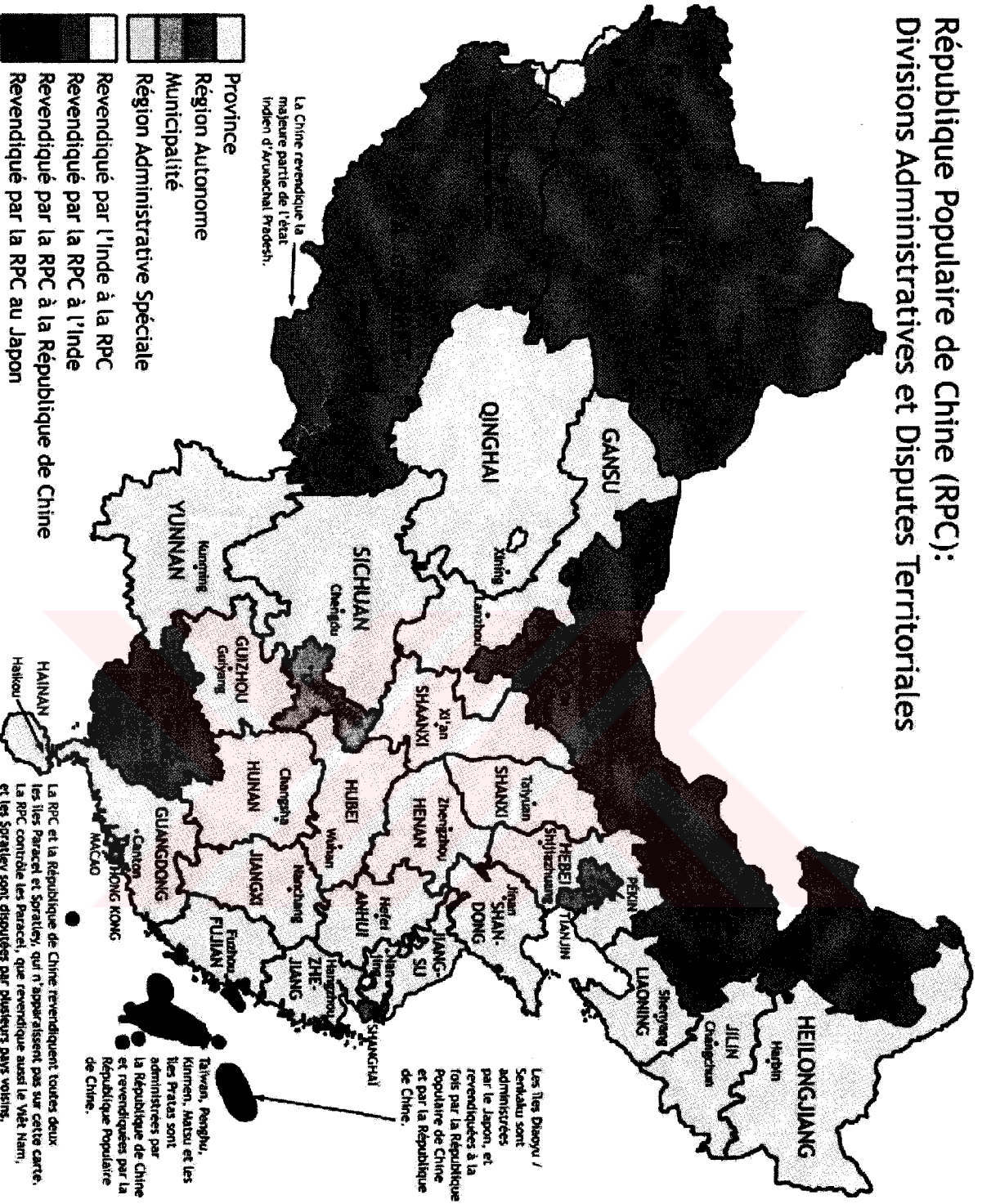
RPC	36
Chapitre I - Quel modèle de développement économique pour la Chine ?	37
Section I - Quelques données sectorielles de l'économie chinoise en 198037	
Sous-section I - Le secteur agricole.....	38
Sous-section II - Le secteur industriel.....	39
Sous-section III - Le secteur des services	41
Section II - Les principales théories de l'économie politique internationale	42
Sous-section I - Le modèle libéral ou le système américain du capitalisme orienté par le marché.....	43
Sous-section II - Le système du Japon : Capitalisme d'Etat de développement.....	45
Sous-section III - Le système allemand : modèle corporatif.....	49
Chapitre II- La croissance chinoise : un modèle japonais qui doit s'adapter 51	
Section I - Volonté de libéralisation économique grâce à l'ouverture contrôlée	52
Sous-section I - Les avantages de départ de la RPC pour l'ouverture économique.....	52
Sous-section II - La stratégie suivie par l'Etat dans l'ouverture progressive de l'économie chinoise.....	54
Section II- La nature des IDE attirés en RPC	60
Sous-section I - Les 3 formes d'implantations effectuées en Chine et leur pays d'origine	61
Sous-section II - Les principaux secteurs attracteur des IDE.....	65
TROISIEME PARTIE : L'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE CHINOISE ET EFFET DE COMMERCE CHINOIS SUR L'ECONOMIE MONDIALE.....	68
Chapitre I- Le commerce de la Chine : locomotif ou monstre dévastateur ? 68	
Section I - L'impact du commerce sur les matières premières	69
Sous-section I - Hausse de prix mondiaux de matières premières	69
Sous-section II - Le secteur de l'agriculture	72
Sous-section III - Le secteur de l'énergie et des métaux.....	73
Section II - L'impact de la Chine sur l'évolution des flux commerciaux..	76
Sous-section I - Structure des exportations chinoises.....	76
Sous-section II - La structure des importations chinoises	79

Chapitre II - Les défis de l'intégration de la Chine au système mondial : crash ou atterrissage en douceur ?.....	81
Section I- L'intégration de la Chine à l'OMC : risques et avantages pour la Chine ?.....	82
Sous-section I - Volonté d'adhésion de la Chine à l'OMC : pourquoi ?	82
Sous-section II - Conséquences probables à court et long terme.....	83
Section II- Clauses de l'OMC, différence du traité sino-américain et impact pour les autres pays	87
Sous-section I - Le secteur agricole.....	87
Sous-section II - Les produits manufacturés.....	87
Sous-section III - Les services	88
Sous-section IV - L'impact pour les autres pays	89
Section III - Les nouveaux défis de la Chine au XXI ^{ème} siècle	91
Sous-section I - Disparité régionale et risque d'un déséquilibre sociale	91
Sous-section II - Problème de pollution et de développement durable	91
CONCLUSION.....	93
LES ANNEXES.....	97
BIBLIOGRAPHIE.....	107

ABREVIATIONS

APL	Armée Populaire de Libération
EPI	Economie Politique Internationale
FED	Banque Centrale des Etats-Unis
IDE	Investissement Direct Etranger
MCECE	Ministère du Commerce Etranger et de Coopération Economique
NPI	Nouveau Pays Industrialisés
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unis
PCC	Parti Communiste de Chine
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RPC	République Populaire de Chine
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
CEUC	Commission des Etats-Unis sur le Commerce
ZDET	Zones de Développement Economique et Technologique
ZES	Zones Economique Spéciales

République Populaire de Chine (RPC): Divisions Administratives et Disputes Territoriales



INTRODUCTION

La Chine est l'un des plus spectaculaires pays du monde surtout en raison de sa population. En effet, avec les quelques 1 milliard 300 millions d'habitants et en raison d'une croissance économique fulgurante depuis le début des années 80, les répercussions directes de ce pays sur l'économie mondiale se font de plus en plus sentir.

Pour mieux comprendre cet impact, il faudrait pouvoir esquisser le niveau de développement de ce pays. Pour ce faire nous devons, sans entrer dans le détail, jeter, tout d'abord, un coup d'oeil sur l'histoire contemporaine de la Chine afin de pouvoir discerner les grands axes d'évolution de ce pays.

L'histoire de la Chine étant très ancienne (puisque les historiens connaissent, plus ou moins bien, les nombreuses dynasties et Royaumes ayant régnés dans cette région depuis le XX^e siècle av-jc), nous allons ici nous contenter de présenter les grands traits de l'évolution politique depuis le début du XX^e siècle, les luttes pour l'emprise du pouvoir qui se sont finalisées par la proclamation de la République Populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949 par le Parti Communiste Chinois (PCC) et ses grands axes de manoeuvre jusqu'à nos jours.

La proclamation de la République en Chine fut assez tourmentée. La Chine, dès le début du XX^e siècle, fut ravagé par de nombreuses guerres civiles. Tout d'abord, face à la résistance de jeunes fonctionnaires, officiers et étudiants, inspirés par les idées réformistes de *Sun Yat-Sen* et suite à une révolte militaire, le dernier Empereur (*Puyi* de la Dynastie des *Quing*) a dû abdiquer en faveur du Guomindang: Parti Nationaliste fondé par *Sun Yat-Sen*. Cependant la présidence de *Sun Yat-Sen* ne fut pas longue et il fut obligé de céder sa place en faveur de *Yuan SHIKAI*, seigneur qui possédait entre ses mains la plus puissante force militaire parmi les autres seigneurs, et qui cherchait à devenir l'Empereur du pays. A sa mort en 1916, il laissa un système chaotique de batailles entre les seigneurs ou chefs militaires provinciaux : cette période est nommée l'ère de « Seigneurs de Guerre ».

Suite à la Révolution Bolchevique en Russie et son influence en Chine, le PCC fut crée en 1921.

Dans ce climat chaotique, *Sun Yat-Sen* s'allia avec le PCC dans l'optique de réunifier la Chine. Ce premier front uni entre le *Guomindang* et le PCC continua jusqu'à la mort de *Sun Yat-Sen* en 1925. *Chiang Kai-Shek*, un des lieutenants et beau-frère de *Sun Yat-Sen*, prend le contrôle du *Guomindang* en 1927, réussit à contrôler l'essentiel de la Chine du sud et du Centre et obtient ainsi l'allégeance des seigneurs du nord. Le pouvoir étant ainsi reconquis, *Chiang Kai-Shek* se retourne cette fois contre le Parti Communiste de Chine avec lequel les divergences politiques commencent à ce faire de plus en plus sentir. La rupture entre les deux partis survint suite au massacre des syndiqués communistes le 12 avril 1927 et la proclamation du gouvernement nationaliste le 18 avril de la même année. Ces événements entraînèrent le soulèvement des garnisons communistes formés essentiellement de paysans et la fondation de l'Armée de Libération Populaire (ALP).

La guerre entre les deux groupes commença tout d'abord au Sud de la Chine. Cependant, suite à de nombreuses défaites, les communistes sont chassés et entreprennent une « Longue Marche » d'à peu près 12.000 Km en 1934-1935 depuis *Jiangxi* vers le Nord-ouest à *Shaanxi*. De plus, cette « Longue Marche » devient le symbole d'une résistance acharnée et héroïque puisqu'elle se retourne aussi contre les japonais qui avaient envahi la Mandchourie en 1932 et dont l'armée du *Guomindang* était resté sans réaction face à cette invasion. Le peuple chinois comprendra et soutiendra de plus en plus le PCC dans sa volonté de repousser les japonais qui traitaient les chinois comme des « sous hommes ».

Suite à l'invasion du Nord-Est de Shanghai par le Japon en 1937, le Second Front Uni entre le *Guomindang* et le PCC fut proclamé. La popularité de l'ALP atteint un tel niveau qu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale et la défaite du Japon, le PCC comptait environ 1 million de membres et contrôlait une population de plus de 90 millions d'habitants dans les campagnes du Nord-Est.

La guerre civile entre l'armée du gouvernement nationaliste, soutenu par les Etats-Unis d'Amérique (soucieux de l'expansion communiste) et les forces communistes reprit en 1947.

Il ne faudra pas plus de deux ans pour que les troupes communistes s'emparent du contrôle de l'ensemble des villes du Sud.

En 1949, la quasi totalité du pays est sous le contrôle du PCC, *Chiang Kai-Shek* fuit en Taiwan où il forme la République de Chine. *Mao Zedong* proclame, quant à lui, la République Populaire de Chine (RPC) sur le continent chinois.

Les événements qui entraînèrent à la formation de la RPC furent donc douloureux et nous donnent déjà des idées sur les problèmes que la RPC devra surmonter du point de vue économique et au niveau international. Sur le plan international la carte présentée à la page v nous donne une idée de l'ampleur des contentieux entre la RPC et ses voisins.

Pour ne pas nous éloigner trop du sujet qui consiste à essayer de comprendre l'impact de l'économie de la RPC au niveau mondial, nous nous contenterons de jeter un coup d'œil sur les politiques de croissances et de développements économique menées pendant la « dictature » de *Mao Zedong* de 1949 jusqu'à sa mort en 1976.

Cependant, compte tenu d'un côté, de l'échec de cette période et, de l'autre, de la décennie « Glorieuse » des années 90, où la RPC note des taux de croissance économique fulgurante, nous serons dans l'obligation d'analyser le processus de « rattrapage » économique entamé, conjointement avec la période de Démaoïsation, dès le début des années 80. Ceci revient à faire une analyse des stratégies suivies lors des réformes qui consistaient en l'ouverture de l'économie chinoise aux investissements étrangers. « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera » cette prophétie de Napoléon Premier commençait-elle à se réaliser ? En effet, est ce que la croissance de la Chine serait source de tensions pour les marchés où la Chine se substituera, ou deviendra elle une locomotive entraînant avec elle les autres économies ?

Finalement, l'insertion de la RPC au système mondial sera un débat traité en dernière partie pour comprendre les avantages et les risques tant pour la Chine que pour l'évolution du système mondiale.

Nous essayerons de tirer des conclusions sur le potentiel de la Chine à influencer les marchés mondiaux, si ceci constitue une preuve de sa capacité à être ou devenir une superpuissance et si la RPC possèdent de telles ambitions.



PREMIERE PARTIE : LA PERIODE DE MAO ZEDUNG ET LA RUPTURE EFFECTUEE PAR DENG ZIAOPING

Cette étude n'a pas pour objectif de faire un résumé des événements historiques de la République Populaire de Chine (RPC), cependant il est clair que l'arrivée au pouvoir de Deng XIAOPING en 1978 marque un bref tournant dans l'évolution économique et politique de la Chine.

En effet, pour mieux comprendre cette rupture nous allons tous d'abord essayer de comprendre la logique des politiques mise en place avant Deng et leurs effets au niveau de la nation. Pour ce faire, nous allons analyser la période de Mao ZEDUNG en 3 parties.

Nous verrons tout d'abord la période 1950-1956 qui se caractérise par la reprise du modèle soviétique et la volonté d'administrer l'économie et la société. Ensuite, la période 1956-1966 qui commence par le rejet du modèle soviétique dont les résultats sont désastreux et entraîne la formation des premières grandes factions contre Mao. Finalement, la période 1966-1976 qui se caractérise par la fameuse « Révolution Culturelle » dont les résultats au sein de la société furent une catastrophe.

Chapitre I - La période 1950-1957

Après la proclamation de la RPC en 1949, grâce à l'autorité de Mao ZEDUNG, le Parti Communiste de Chine (PCC) donnait une image unifiée dans sa direction. La direction à cette période consistait en un « repli sur les bases continentales » afin de renforcer le contrôle du pouvoir central et de garantir l'intégrité de la nation nouvellement unifiée¹.

Sur le plan international, l'intégration de la RPC au bloc socialiste avait été réalisé par un traité signé le 14 février 1950. Cette intégration avait été d'autant plus rapide puisque les dirigeants chinois, voyant l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) la seule expérience de révolution socialiste ayant survécu, avaient accepté l'alignement de leur politique interne et externe avec celle-ci sans poser trop de questions.

¹ M-C Bergère, **La Chine de 1949 à nos jours**, Paris, Armand Colin, 2000, p.13

D'autant plus qu'avec le début de la guerre froide, les différents pays socialistes avaient été obligés de se consolider entre eux contre le bloc de l'Ouest, ce qui leur empêchait de mettre en place des politiques extérieures variées. L'affirmation « la troisième voie n'existe pas » de Mao ZEDUNG résume bien cette situation². Cependant un certain nombre de problèmes persistaient.

Section I - La logique de la réforme agraire et de la collectivisation

La réforme agraire de 1950 répondait à une envie de consolider le pouvoir du gouvernement central en emportant la satisfaction de la classe paysanne.

Dès 1933, Mao ZEDUNG avait déjà distingué dans son texte qui s'intitule « Comment déterminer l'appartenance de classe à la campagne »³ les quatre classes du secteur rural⁴ :

- Tout d'abord les propriétaires fonciers qui ne vivaient pas dans leur terre mais qui la louaient aux fermiers et gagnaient une rente.
- Ensuite les paysans riches qui exploitaient une partie de leurs terres et qui louaient le reste pour recevoir une rente.
- Puis les paysans moyens qui possédaient juste assez de terre pour subvenir à leur propre besoin.
- Enfin les paysans pauvres qui ne possédaient pas de terre et qui étaient obligés de travailler auprès des paysans riches en ne gagnant que le strict minimum pour subvenir à leurs besoins. Bref, les propriétaires fonciers et paysans riches qui constituaient respectivement 4 et 6 % de la population rurale, possédaient 70 % de toutes les terres cultivées. Les paysans moyens (20 % de la population rurale) et pauvres (70 % de la population rurale) possédaient 30 % des terres⁵.

² *ibid.*

³ *ibid.* p. 31

⁴ *ibid.* p. 32

⁵ J-E Vidal, *Où va la Chine*, Paris, Editions Sociales, 1967, p.30

Ce système agraire hiérarchisé était donc incompatible avec le système socialiste et devait être changé en premier lieu. Contrairement à la Russie au lendemain de la Révolution Bolchevik de 1917 où les paysans s'étaient insurgés contre les grands propriétaires pour s'emparer de leurs biens, en RPC c'est le gouvernement qui avait pris l'initiative de nationaliser et de redistribuer les terres aux paysans. Les nationalisations avaient porté sur l'ensemble des terres des propriétaires fonciers et des terres loués par les paysans riches soit 46 millions d'hectares qui représentaient environ la moitié de la superficie cultivée⁶. La redistribution de cette surface cultivable c'était faite proportionnellement au nombre d'enfants entre les quelques 50 millions de familles.

En revanche, le résultat était médiocre puisqu'en moyenne chaque famille obtenait 1 hectare de terre ; alors que le même chiffre était, à titre indicatif, de 15 hectares par famille pour la France⁷.

Comme nous l'avions dit ultérieurement, cette opération qui, en assujettissant la masse paysanne au PCC avait plus d'ambition politique et sociale qu'économique, avait entraîné une fragmentation très poussée de l'exploitation agricole, avait entraîné à son tour une diminution de la production agricole. C'est pourquoi la collectivisation devait répondre aux besoins économiques du secteur rural.

Afin de remédier à l'extrême morcellement des terres cultivables et plus important encore, afin de réussir à dégager un surplus agricole suffisant pour s'attaquer à la révolution industrielle (comme chez leur « camarade » soviétique), un plan de collectivisation avait été préparé en novembre 1953⁸.

L'idée de collectivisation était au début une idée assez modérée ; elle se fondait sur l'adhésion volontaire des paysans à ce que l'on appelait « équipes d'entraide » formé dans la plupart des villages. Ces équipes formées par les cadres locaux de la région rassemblaient les paysans pauvres et moyens qui acceptaient de travailler ensemble.

⁶ *ibid*, p. 31

⁷ **La Chine : encyclopédie par l'image**, Paris, Librairie Hachette, 1958, p. 46

⁸ M-C Bergère, *op-cit.* p. 49

Lorsque plusieurs équipes se réunissaient, nous obtenions des Coopératives de Production Agricole de type inférieur, ou dit autrement, semi socialiste qui représentaient environ entre 20 et 50 familles. A un stade supérieur, nous aurions les coopératives de type supérieur où la propriété privée n'existerait plus. Ici, les outils de production, les terres et les récoltes seraient collectifs. Cette organisation comptera entre 100 et 200 familles.

Après la vente du surplus de grains à l'Etat dans les proportions et prix administré par celui-ci, la redistribution de la production était faite par les cadres entre les paysans en fonction du travail et de l'apport initial en terres et outillages.

Cependant ce nouveau système de collectivisation allait donner naissance à un tout nouveau problème, celui de la comptabilisation et de la gestion des récoltes qui nécessitaient la formation de cadre capable de gérer un tel système. Le problème de coordination entre le rythme de croissance du nombre des cadres et le rythme de collectivisation allait entraîner le début d'une course à la bureaucratisation qui pendant une trentaine d'année caractérisera la société rurale en Chine⁹.

Nous avons dit ultérieurement que la collectivisation avait pour objectif d'être modérée ; cependant 2 ans plus tard, en printemps 1956, la formation de Coopératives de Production Agricole, qui étaient tous de type inférieur, représentait 15 % du nombre de la population rurale¹⁰.

Ainsi, Mao ZEDUNG dans son discours du 31 juillet 1955 sur « Le problème de la coopération agricole » préconisait l'accélération de la collectivisation.

Selon lui, les paysans qui n'avaient plus aucuns soucis de paiements aux propriétaires fonciers consumaient beaucoup plus que leurs besoins, ce qui augmentait les gâchis. Donc, afin d'éviter les gâchis, il préconisait l'accélération de la collectivisation pour augmenter le contrôle sur les récoltes et permettre une utilisation plus rationnelle des ressources. Plus important encore, sans contrôle de l'Etat, la distribution des terres effectuée lors de la réforme agricole risquait de concentrer à nouveau les terres et de former à nouveaux des grands paysans.

Même si des oppositions se faisait sentir sur le rythme de collectivisation, à cette période la personnalité de Mao ZEDUNG était dominante.

⁹ ibid.

¹⁰ ibid. p. 50

Il était le « Chef historique de la Révolution et le Président garant du Régime »¹¹ et ses idées ne pouvaient être remises en cause.

Section II - Le 1er Plan Quinquennal : des résultats mitigés

En 1957, la Chine avait obtenu les premiers résultats du 1^{er} Plan Quinquennal qui étaient suivies des résultats de la collectivisation. Au niveau interne, les résultats étaient discutables et les mécontentements dus au retard économique accumulé commençaient à se faire sentir sur le plan politique et social. Alors que sur la scène internationale, la mort de Staline et la dénonciation de ses politiques par KHROUCHTHCEV semblaient avoir un effet déstabilisateur en Chine. Quelles en étaient les raisons?

Sous-section I - Résultats de la Réforme et de la Collectivisation

La réforme agraire de 1950 et la collectivisation accélérée de 1955 n'avaient pas eu de résultats trop significatifs. Ajouté à cela la mobilisation des ressources pour le 1^{er} Plan Quinquennal en 1953 dont l'objectif était de développer le secteur industriel¹² avait entraîné un déséquilibre économique, des goulots d'étranglement, et un malaise social. En effet, la RPC suivait l'exemple de l'URSS. Cependant, une chose dont ne disposait pas la RPC comme l'URSS était de vastes réserves en terres arables qui leur permettaient de dégager un important surplus agricole. L'URSS pouvait donc sacrifier une partie de son agriculture au profit de son industrie. Mais la même chose avait eut des effets néfastes sur le continent chinois. Certes, vers la fin de l'année 1956, 90% des paysans avaient adhéré dans des grandes coopératives de type socialiste et la production agricole avait bien augmenté de 3,5 % annuellement entre 1952 et 1957, cependant sa part dans le Produit Intérieur Brut (PIB) était passée de 46 à 38,6 %.

¹¹ *ibid.* p. 61

¹² Le plan quinquennal ne prévoyait que 6740 millions de yuan au total entre les années 1953-1957, soit 7,6 % du total des investissements, dans le secteur agricole. Voir Annexe 1.

Déjà que la production initiale n'était pas trop importante, devant la faiblesse de la production, des problèmes de ravitaillements s'étaient fait sentir. La direction centrale face à la crise alimentaire de l'hiver 1954-1955 s'était trouvée dans l'obligation de faire des prélèvements réduisant au minimum vital la consommation paysanne, afin de ravitailler les régions sinistrées (surtout les régions du sud du bas Yangzi qui étaient inondés) par les effets climatologiques¹³.

De plus, l'accroissement naturel qui était de 2% par an rendait la croissance agricole insuffisante et semblait être vue comme un danger avenir par la direction qui avait adopté une politique de contrôle des naissances. En effet, le niveau de consommation en 1957 stagnait au niveau de la moyenne d'avant guerre qui était de l'ordre de 215 kilogrammes de grains brut par habitant pour une année¹⁴.

La situation des paysans qui ne vivaient que d'un strict minimum vital et les prélèvements effectués par le gouvernement pour ravitailler les régions sinistrées avaient entraîné une vague d'exode rural. Selon les chiffres officiels la population urbaine était passée entre 1949 et 1957 de 57 à 89 millions¹⁵.

Mao ZEDUNG, devant l'échec de la réforme agricole avait mis en place en janvier 1956 le Plan de douze ans. La stratégie de ce plan consistait premièrement, en l'augmentation de la superficie cultivée en défrichant de nouvelles terres et en étendant le système d'irrigation, puis en l'augmentation de la productivité grâce à l'utilisation d'engrais à la pratique de semis serrés et de labours profonds¹⁶. L'objectif à atteindre était une augmentation de la production 150 % entre 1956 et 1967¹⁷.

La réussite de ce plan dépendait de la mobilisation de la masse de main d'œuvre qui se trouvait donc à 90% sous le contrôle des structures collectives.

¹³ *ibid.* p. 53

¹⁴ *ibid.*

¹⁵ *ibid.* p. 55

¹⁶ C'est-à-dire d'enfouir plus profondément les couches superficielles avec ce qui les recouvre afin de retourner la terre avec de la terre beaucoup plus fertile.

¹⁷ M-C Bergère, *op-cit.*, p. 61

Ce plan avait, pour la première fois, attiré la réticence de hauts dirigeants et, le 4 avril 1956 « un circulaire conjoint du Comité Central et du Conseil des Affaires d'Etat appelaient les comités du Parti, les bureaux gouvernementaux et les cadres des coopératives à la prudence et à la raison »¹⁸.

Le développement du secteur agricole était une condition, *sine qua non*, pour dégager un surplus alimentaire suffisant pour nourrir la population et aussi dégager une épargne et une main d'œuvre suffisantes pour développer le secteur industriel. Les résultats obtenus dans l'agriculture n'étaient pas suffisants pour attaquer une réforme dans le secteur industriel, et pourtant c'est ce qui avait été fait avec le Premier Plan Quinquennal.

Sous-section II - Résultat du Plan Quinquennal

Certes à l'ombre de l'échec dans le secteur agricole, le 1^{er} Plan Quinquennal avait obtenu de bons résultats : alors que le taux de croissance du PNB entre 1953 et 1957 était de 9 % la part du secteur industriel dans le PNB était passée de 29 à 37,9 % avec une augmentation moyenne d'environ 25 % chaque année¹⁹. Cependant ici aussi, la croissance ne profite que l'industrie lourde. En effet, la priorité accordée à l'industrie lourde avait condamné l'industrie légère de transformation à forte densité de main de d'oeuvre. Par exemple la production des filatures de coton n'avait augmenté que de 5,2 % par an et celle de l'huilerie de 2,3%²⁰. Or, dans l'industrie lourde, la croissance était obtenue surtout grâce à des investissements modernes dans les équipements perfectionnés qui réduisaient donc la création de nouveaux emplois.

Le plan apparaissait donc comme un succès au niveau macroéconomique, mais l'augmentation insuffisante de la production agricole et une émancipation de l'industrie lourde qui ne profitait pas à la population chinoise posait le problème de crise économique et sociale.

¹⁸ *ibid.*

¹⁹ M. Menguy, **L'Economie de la Chine Populaire**, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, p. 24

²⁰ M-C Bergère, *op-cit.*, p. 52

La remise en question du modèle soviétique après la mort de Staline en 1956 sera une source pour remettre en question les pratiques de Mao ZEDUNG et aura un effet accélérateur du fractionnement à l'intérieur du PCC.

Chapitre II - La période 1957-1966

C'est donc suite aux résultats obtenus des trois politiques qui étaient la réforme agraire, la collectivisation et le 1^{er} plan quinquennal qu'une fragmentation au sein du PCC avait commencé à se faire entendre.

Suivant la nature des problèmes, de la façon dont elles étaient abordées et des solutions prescrites ; deux groupes à caractère instable s'étaient formés : c'est-à-dire dont l'appartenance des politiciens à l'un ou l'autre des deux groupes n'était pas rigide mais flexible et pouvait changer du jour au lendemain ou suivant la question traitée.

Section I - Formation de deux groupes à caractère instable

Le 1^{er} groupe dit « radical » se rassemblait autour de Mao ZEDUNG. C'était en majorité les dirigeants chargés de l'organisation du PCC comme Liu SHAOQUI, Deng XIAOPING et Peng ZHEN. Ces personnes s'étaient regroupées autour de Mao dans l'idée de limiter le contrôle excessif du Parti et les pratiques incontrôlées des cadres vis-à-vis des résistants dans les régions rurales pour accélérer la collectivisation, ce qui avaient entraîné le mécontentement de la classe paysanne²¹.

Cependant ce groupe n'était pas trop homogène. En effet, lorsque Deng ZIHUI, le principal architecte de la politique agricole du régime, décida, avec l'accord de Liu SHAOQUI et Deng XIAOPING, de dissoudre en 1956 quelques 20.000 coopératives formés trop hâtivement, Mao ZEDUNG préconisait l'accélération de la collectivisation avec le « Plan de douze ans ».

²¹ En effet nous ne pouvons pas donner un ordre de grandeur de la résistance mais les témoignages montrent qu'il y aurait eut des exécutions de grande ampleur contre les résistants dans le cheptel porcin, J-E Vidal, op-cit., p.36

Donc le premier paramètre source de litige, au sein du premier groupe était donc la vitesse de la collectivisation.

Le second paramètre source de litige était la solution à mettre en place pour augmenter la productivité agricole. Selon Lui SHAOQUI, il suffirait de moderniser la production afin d'augmenter la productivité de ce secteur. Concernant le rôle politique des dirigeants, il faudrait éduquer les cadres qui étaient incompetents dans le domaine de construction économique. Ici, les solutions apportées par Mao et Deng XIAOPING divergeaient de celles de Lui SHAOQUI. Selon Mao ZEDUNG, il faudrait non pas éduquer mais éliminer le bureaucratisme. Concernant le système de production agricole, Mao ZEDUNG avait fait revers et dénonçait le modèle stalinien qui préconisait le sacrifice du secteur agricole au profit de l'industrie lourde. Selon Mao, l'erreur effectuée entre 1950-1956 venait de l'incompatibilité des programmes de développement entre les différents secteurs de production²². Même si ces trois personnages se retrouvaient donc dans le même groupe, critiquant la lenteur des réformes effectuées par le comité exécutif du Parti, ils se distinguaient de part les solutions apportées : la collectivisation devant s'accélérer pour l'un, la modération du rythme de collectivisation et la modernisation des outils de production pour l'autre.

Le second groupe se formait des responsables de la gestion économique : le premier ministre Zhou ENLAI et les vices premiers ministres Chen YUN, Deng ZIHUI, Li FUCHON, Bo YIBO, Li XIANNIAN. Ce groupe qui s'était opposé au groupe radical était nommé, par définition, la faction modérée. Ces membres préconisaient une collectivisation lente mais garantie avec la formation de cadres capables de gérer cette collectivisation.

A ces deux paramètres internes venait s'ajouter un troisième de nature externe qui était la mort de Staline et les conséquences de la remise en cause de ses politiques.

²² M-C Bergère, op-cit., p. 62

Section II - La déstalinisation et la recherche d'une nouvelle donne avec l'idée de libéralisation

Avec la mort de Staline en 1956, le camp socialiste était tourmenté par des vagues d'agitations, surtout après le XX^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'URSS (février 1956). Les dirigeants de la RPC étaient confrontés à de nouveaux problèmes.

En effet, fort jusqu'à cette date des politiques économique menées conformément au modèle soviétique, personne n'osait jusqu'alors critiquer le gouvernement. Or l'attaque faite par Nikita KHROUCHTCHEV sur la personnalité et politiques de Staline était selon la RPC trop poussé. En effet, comme en URSS de STALINE, l'effet de l'adoration de la personnalité de Mao était très important sur la population en Chine. La remise en cause de la personnalité de STALINE pouvait donc engendrer un effet néfaste sur le culte de Mao, contre qui les premières controverses commençaient à se faire sentir²³.

Mao ZEDUNG, voyant la montée en pouvoir de la faction adverse, jeta dans son discours du 2 mai 1956 l'idée d'une libéralisation sociale. En effet juste après la Révolution et la proclamation de la République en 1949, la politique directrice était un repli sur son propre territoire afin de consolider l'unité du pays et un contrôle dans tous les secteurs d'activités pour réaliser la transformation idéologique et former la nation d'*Homo Nuevo*

Ce qui était remis en question, c'était que ce changement idéologique ne pouvait pas être immédiat et que le développement du pays au niveau économique exigeait la collaboration des intellectuels (comme les chercheurs, écrivains, scientifiques, étudiants) et de toutes les autres classes sociales.

Donc, pour les radicaux comme pour les modérés, la libéralisation sociale représentait avant tout la volonté de signer la paix avec les éléments de l'ancienne société.

²³ J. Reston, "Expose of Stalin is said to imperil Khrushchev rol", New York Times, 27 juin 1956, pp. 1-2

Pour Mao ZEDUNG, c'était bien plus encore puisque face à l'appareil bureaucratique qui devenait de plus en plus puissante cette politique pourrait être un contre poids.

Les dirigeants chinois se préoccupaient du degré de libéralisation et tentaient d'évaluer les effets d'un éventuel excès de liberté en suivant avec crainte les émeutes qui étaient survenues en Pologne et en Hongrie²⁴.

Mao ZEDUNG était intervenu encore une fois le 27 février 1957 afin de démontrer théoriquement qu'une libéralisation en Chine n'aurait pas de conséquence destructrice comme ailleurs. Selon Mao, les oppositions qui s'étaient établies au sein de la société après la Révolution socialiste n'étaient pas des oppositions « antagonistes » qui opposeraient comme par exemple le prolétariat à la bourgeoisie, le camps socialiste aux pays capitalistes ou les peuples colonisés à l'impérialisme. L'élimination de ce type d'opposition nécessiterait l'emploi de la force. Pour Mao, les mécontentements qui s'étaient développés au sein du peuple étaient de types « non antagonistes » et devaient donc être résolues sans avoir recours à la force. Pour ce faire, il fallait libérer la société en lui permettant d'adresser des critiques au pouvoir central.

D'autant plus que Mao ZEDUNG pensant que la société, ayant historiquement l'habitude d'un système administré, avait bien internalisé les transformations opérées depuis 1949.

Donc, si mécontentements existaient, c'était bien en raison des déviations survenues dans la direction « subjectivisme, dogmatisme et bureaucratisme »²⁵ c'est-à-dire le comportements des dirigeants politiques et cadres locaux inadaptés aux circonstances qui entraînaient le mécontentement du peuple: en effet, les dirigeants et cadres locaux donnaient des objectifs et directifs sans voir ou comprendre s'ils étaient applicables ou non. C'était donc le style de direction du PCC qui devait être corrigé et ceci grâce à une libéralisation des droits sociaux.

²⁴M-C Bergère, op-cit., p. 65

²⁵ ibid. p. 67

Section III - La Campagne des « Cent Fleurs » : début et échec de la libéralisation sociale

L'époque des « Cent Fleurs » caractérisait donc cette libéralisation sociale où la société avait trouvé, à partir de 1957, le moyen d'exprimer son mécontentement contre les dirigeants. L'expression « Cent Fleurs » caractérise d'une part le nombre assez important des intellectuels qui sont stigmatisés par des fleurs qui présente une connotation positive.

Ainsi le gouvernement insiste sur le fait qu'il voit les intellectuels comme des fleurs qui doivent s'épanouir sur toute la nation²⁶.

Nous avons déjà vu que dans les régions rurales les résultats de la collectivisation démotivaient les paysans qui ne vivaient que d'un minimum vital. Cependant ce malaise ne menaçait pas le régime. En effet, la réforme agraire et la politique de collectivisation avaient été faites pour rompre un autre système qui défavorisait encore plus les paysans.

Cependant en ville, la réforme des salaires de 1956, qui favorisait encore plus les cadres privilégiés et ouvriers qualifiés au détriment des ouvriers les moins qualifiés, entraînait la montée des protestations qui devenaient de plus en plus dangereuse : l'indiscipline au travail, le ralentissement des cadences de travail, absences ou retards, manque d'entretien des machines et équipements etc.²⁷.

Concernant le système d'éducation, l'insuffisance du personnel et des équipements poussaient une partie des élèves à arrêter leur enseignement secondaire ou supérieur pour devenir des « paysans éduqués » comme l'affirmait Liu SHAOQUI dans son discours en province en 1957. Les jeunes se plaignaient donc des pressions idéologiques et d'incompatibilité entre leur enseignement et les emplois qu'ils se voyaient obligés de pratiquer²⁸.

Très vite la libération s'était retournée en un thème de discussion avec la formation de groupes officiels. L'Université de Pékin entre en effervescence²⁹ : « Société des Cent Fleurs », « Tribune de libre discussion » étaient les premiers clubs de discussion dont l'objectif principal étaient de remettre en cause le système de l'Etat.

²⁶ « Campagne des Cent Fleurs », web : <http://fr.wikipedia.org/>

²⁷ *ibid.* p. 69

²⁸ *ibid.*

²⁹ *ibid.* p. 71

Les journaux réclamaient la liberté de presse, les jeunes écrivains et intellectuels n'ayant pas fait l'expérience des années 1940 - où chaque tentative de libéralisation était suivie de répression – avaient le courage d'attaquer la bureaucratie.

Face à ces critiques, le PCC était intervenu de la même manière en montant une campagne adverse contre les libéraux.

L'idée centrale de cette campagne était que les libéraux voulaient générer une guerre entre les classes sociales. Désormais, les critiques ne pouvaient être fait que si elles ne compromettaient pas l'unité du pays et la direction du Parti.

Les prôneurs d'une libéralisation sociale comme Mao ZEDUNG, Liu SHAOQUI avaient compris qu'ils ne pourraient pas compter sur l'élite intellectuelle pour obtenir leur soutien au système de développement planifié. Ils devaient donc trouver une autre solution.

Section IV - Le 2nd Plan Quinquennal et le Grand Bond en avant

Mao et Liu SHAOQUI avaient partagé la même idée d'un développement accéléré qui se concrétisa par la relance du Plan de douze ans déjà rejeté en 1956.

Selon Mao et Liu, lors du 1^{er} Plan Quinquennal, la tentative de mobilisation de masse de la population rurale avait échoué en raison de la concentration excessive de l'administration économique.

Comme Nikita KHROUCHTCHEV qui remettait en question la planification stalinienne, Mao et Liu préconisaient une décentralisation administrative et une délégation de certains pouvoirs aux autorités provinciales. Ainsi, d'une part les planificateurs du centre s'affaibliraient et de l'autre la société rurale serait motivée.

Cependant cette tentative de grand bon se solda encore une fois pas une crise économique : pourquoi ?

Le tableau ci-dessous montre bien l'évolution de la production de céréales qui, après les années noires entre 1959 et 1964, atteint finalement en 1965 son niveau d'avant le grand bon en avant.

Tableau 1 : Evolution de la production de céréales de 1952 à 1965 (en millions de tonnes)

ANNEES	PRODUCTION	ANNEES	PRODUCTION
1957	164	1960	144
1957	195	1961	148
1958	200	1962	160
1959	170	1965	195

Source : M-C Bergère, **La Chine de 1949 à nos jours**, Paris, Armand Colin, 2000, p.101

Ces résultats traduisent une pénurie au niveau de la nation entre les années 57-59. Ceci avait entraîné encore une fois une vague de migration vers les villes. Le nombre de paysans avait diminué de 192 millions à 151 millions entre 1957 et 1958.

Les raisons de cette crise seraient d'une part les intempéries qui avaient affecté 1/3 des terres cultivables ; mais selon Liu SHAOQUI « les hommes seraient à 70 % responsable du malheur »³⁰.

En effet, le système décentralisé ne marchait pas car les responsables locaux, face aux mauvaises récoltes qui les empêchaient d'atteindre les objectifs de production, avaient faussé les résultats. Informé que très tardivement des mauvaises récoltes, le gouvernement central avait du mal à assumer ses fonctions de redistribution entre les régions.

Les résultats fournis étant trompeur et trop optimistes, le gouvernement central, qui cherchait à remédier aux problèmes, se trouvait obligé d'augmenter les quantités de livraison qu'il était sensé recevoir afin d'aider les régions sinistrées.

Au niveau démographique, le nombre de mort entre 1959 et 1962 était évalué entre 16 et 28 millions selon les experts occidentaux et entre 10 et 15 millions selon les sources officielles chinoises³¹. Ces chiffres nous montrent bien que le coût humain de la mauvaise organisation du secteur agricole avait été très élevé, et que l'agriculture avait encore une fois été sacrifiée au profit de l'industrie.

En effet, au niveau industriel, les chiffres étaient beaucoup plus impressionnants que ceux du 1^{er} Plan Quinquennal.

³⁰ *ibid.* p. 102

³¹ F. Lemoine, **La nouvelle économie chinoise**, Paris, La Découverte, 1994, p. 12

Le secteur le plus bénéficiaire de l'allocation des ressources et des investissements était encore une fois l'industrie lourde et surtout l'industrie métallurgique où la production d'acier passe de 5,35 à 18 millions de tonnes entre 1957 et 1960, soit une augmentation de 236 %.

Cette augmentation n'étant cependant pas trop seine puisque une forte allocation des ressources permettant une telle augmentation privait les investissements des autres secteurs. Ce surinvestissement était du à un manque de coordination entre les différents secteurs de l'économie³² généré par une décentralisation extrême³³.

Cette seconde tentative de « bond en avant » après 1953 voué à l'échec entraîna la perte de confiance des dirigeants et des intellectuels envers Mao ZEDUNG qui avait gardé des ambitions démesurées. Pour éviter une semblable aventure, les dirigeants du parti s'étaient retournés contre Mao qui avait du abandonner son poste de Chef d'Etat au profit de Liu SHAOQUI en mars 1959³⁴.

Dès 1961, les responsables de l'économie avaient mis en place une stratégie de réajustement de l'économie. La priorité était redonnée à l'agriculture et environ 20 millions de travailleurs sans emplois avaient été renvoyés des villes vers les régions rurales. Cette mobilisation de masse devait s'accompagner de motivation afin de pouvoir augmenter la production. Pour ce faire, certains anciens pratiques ont été réintroduit dans le système : les paysans pouvaient à nouveau se réserver 20 % de leur production et vendre ce surplus dans un marché local librement, les 80 % de la production seraient vendues obligatoirement à l'Etat aux prix d'achat fixés par le gouvernement. Aussi, le contrôle des cadres sur les paysans avait été affaibli, les coopératives de types supérieurs avaient laissé leur place aux équipes ce qui engendraient une décentralisation de quelques niveaux de l'unité de production.

³² Par exemple des millions de tonnes d'acier n'avaient pas pu être utilisé à cause d'une production qui ne répondait pas à la demande: ce que l'on pouvait appeler "goulot d'étranglement" du à une incompatibilité entre l'offre et de la demande intra-sectoriel. M. Menguy, op-cit. p. 51

³³ ibid. p. 104

³⁴ S. Leys, **Les habits neufs du Président Mao**, Paris, Le Livre de Poche, 1989, p. 37

L'ensemble de ces pratiques était, en brève, à l'encontre des principes dite maoïstes³⁵.

Section V - Seconde lutte pour le pouvoir : la Révolution Culturelle

Nous avons vu que l'échec des politiques dans le secteur agricole et la famine de années 1957-1960 avaient été assez importants pour entraîner l'ensemble du pays dans une crise.

Augmenter la production agricole s'imposait comme une priorité de la politique de réajustement de l'économie. La production agricole avait atteint en 1965 son niveau de 1960³⁶. Cependant, la préoccupation majeure de Mao ZEDUNG était à cette période de retrouver son autorité.

Sous-section I - La mobilisation des masses d'étudiant et bouleversement du régime

De 1965 à 1967, lorsque l'attaque contre l'ordre établi avait été déclenché par une déclaration faite à la presse, Mao visait les intellectuels et les dirigeants opposés à son idéologie³⁷. Mao refusait le nouvel ordre établi qu'il accusait d'être un « révisionnisme » et prônait pour un retour à l'ancien système. Ce débat, initialement idéologique (entre maoïstes et révisionnistes) avait éclaté comme une bombe avec l'insurrection des étudiants de l'Université de Pékin. La mobilisation progressait très rapidement parmi les jeunes qui n'avaient pas encore vécu de représailles, et qui voyait Mao, non pas comme le responsable des échecs politiques, mais toujours comme un idole ayant sauvé la patrie du joug japonais. Mao avait enfin réussi à mobiliser les masses pour pouvoir continuer sa « Révolution » coupé par les dirigeant du PCC faisant parti de la faction adverse qu'il accusait d'être « Révisionnistes ».

³⁵ M-C. Bergère, op-cit., p.109

³⁶ F. Lemoine, op-cit. p. 12

³⁷ M-C Bergère, op-cit. pp. 120-121

Cette mobilisation des jeunes avait été nommé « Garde Rouge » et leur rôle étaient de purifier la société, c'est-à-dire, chasser les « mauvais » et protéger les « bons » : termes à significations très large et quelque peu confus.

Effectivement, dans un climat chaotique personne ne savait qui était le bon ou le mauvais. Très vite, des factions avaient commencé à apparaître au sein des Gardes Rouges. Certaines factions n'acceptaient que les fils d'ouvrier, de paysans pauvres, de cadres ou soldats révolutionnaires³⁸. Presque immédiatement, des querelles idéologiques et politiques s'étaient développées entre les factions. Selon les groupes d'intérêts qu'ils avaient à défendre, leurs comportements variaient vis-à-vis des enseignants, des cadres, des équipes de travail. Plus confus encore, chaque faction se réclamait défendre les idées de Mao ZEDUNG.

Ces émeutes avaient continués jusqu'en 1967. Les villes étaient bouleversées, la direction du Parti s'était affaiblie. Les Gardes Rouges faisaient bien attention en ville de prendre en premier lieu le contrôle des bâtiments du Parti³⁹. Or dans les régions rurales les paysans n'avaient pas laissé toucher leurs droits acquis grâce au programme de réajustement. A Lan-tcheou, 5000 paysans avaient battu jusqu'au sang environ 120 gardes rouges venus de Pékin⁴⁰.

Sous-section II - Accélération de la Révolution Culturelle et prise du Pouvoir par Mao

Mao ZEDUNG, face aux fractionnements des jeunes, avait décidé d'accélérer la Révolution entamé en extrapolant cette formation à la classe ouvrière. Dans les grandes villes comme Shanghai, les ouvriers s'étaient déjà révolté, mais sans aucunes unités : il fallait donc les introduire dans la masse révolutionnaire.

Cependant, la classe ouvrière aussi s'était fractionné en 2 groupes : les ouvriers élites et les sous ouvriers. Le nouveau système accordait des avantages aux ouvriers « élites » du secteur public.

³⁸ *ibid.* p. 124

³⁹ J-E Vidal, *op-cit.*, pp. 144-156

⁴⁰ *ibid.* p. 148

Ils étaient protégés (avec une garantie du travail) et avec un salaire relativement élevé par rapport aux sous ouvriers qui travaillaient à bas salaire dans les régions rurales les plus pauvres⁴¹.

Mao avait compris qu'il ne pourrait plus compter sur cette masse qui avait tendance monter l'anarchie. Les émeutes et le désordre à Shanghai étaient tels que ceux-ci avaient posé, pour la première fois, des problèmes de ravitaillement de la ville et une vague de grève jamais vu jusqu'alors. Mao ZEDUNG avait fait appel à l'Armée Populaire de Libération (APL) pour mettre fin à l'anarchie et mettre de l'ordre dans le pays. L'armée n'hésitait pas à utiliser la force pour réprimer les insurrections et finalement, en 1968, toutes les provinces, municipalités et régions autonomes de la RPC étaient enfin dotées de Comités révolutionnaires⁴².

Mao ZEDUNG était fort et glorieux de pouvoir reprendre le contrôle du pays et d'avoir pu éliminer ses adversaires. Cependant au niveau économique, cette période fut assez mitigée.

Sous-section III - Conséquence de la Révolution Culturelle sur l'économie de la Chine

La Révolution Culturelle ayant ravagée les villes, le secteur le plus touché fut l'industrie. Une chute de 15 à 20 % dans la production industrielle avait été noté entre 1966 et 1967. La production charbonnière avait diminué de 20 à 25 % de 1966 à 1967, passant de 240 millions à 170-190 millions de tonnes. La production pétrolière avait baissé de 13 millions de tonnes en 1966 à 11 millions en 1967 (soit une diminution de 18 %), La production d'acier serait passée de 13 millions de tonnes à 9 millions entre 1966 et 1967 (soit une diminution de 45 %)⁴³.

Au niveau du commerce international, même si à cette période le volume des échanges était assez faible (de l'ordre de 4 milliards de US. dollars), ces échanges étaient très sensibles à la production nationale et avaient diminué successivement de 12 % entre 1966 et 1967 et de 10 % entre 1967 et 1968.

⁴¹ M-C Bergère, op-cit. p. 127

⁴² S. Leys, op-cit. p.234

⁴³ M. Menguy, op-cit., pp. 54-55

Alors que les exportations avaient fléchi de 15 à 20 % entre 1967 et 1968 par rapport à l'année précédente, les importations surtout d'acier avaient connu un boom passant de 191 millions de US. dollars en 1966 à 261 millions de US. dollars en 1967 (ce qui correspond à une augmentation de 37 %). Ceci avait contribué à la détérioration de la balance commerciale de la Chine qui avait connu pour la première fois une balance déficitaire à cette période⁴⁴.

Concernant le secteur rural, la Révolution avait eu peu d'effets sur la production agricole. Les luttes idéologiques entre les groupes s'étant fait dans les villes, avaient épargné les régions rurales et n'avaient eut aucuns effets marquant sur les paysans.

La nouvelle forme d'organisation entre 1961-1965 qui redonnait des droits aux paysans pour l'appropriation d'une partie des récoltes afin de motiver les agriculteurs avait permis de soutenir la production agricole⁴⁵.

Il serait intéressant de noter ici les conséquences relativement faibles d'une crise ayant pour origine les villes et le secteur industriel sur le secteur agricole, alors qu'une crise ayant pour origine la région rurale et le secteur agricole pouvait se propager sur tout le pays en provoquant des goulots d'étranglement⁴⁶ à chaque niveau de l'économie.

D'un autre côté, il serait intéressant de voir l'impact sur l'économie chinoise des évolutions au niveau international. Surtout à partir de 1960, de nombreux événements étaient survenus sur le plan international : quelles ont été leurs conséquences sur le plan économique du pays ?

Chapitre III - L'impact des événements internationaux sur la politique étrangère et l'économie de la Chine jusqu'en 1978

Ce qui caractérise cette période, c'est que la RPC était très sensible aux évolutions des événements internationaux.

⁴⁴ *ibid.*

⁴⁵ *ibid.*

⁴⁶ Goulots d'étranglement au sens où les villes ne peuvent pas être ravitaillé et les produits agricoles qui représentent la matière première de certains secteurs industriels ne peuvent pas être fournis.

La vision théorique du socialisme où le monde était ennemi paralysait la RPC dans ses relations diplomatiques avec les pays étrangers. Bien sûr, cette vision du monde avait des répercussions sur l'économie nationale du pays.

Section I - Une politique étrangère et de développement économique instable

Un pays avec une économie ouverte sous-entend avant tout que ce pays possède de bonnes relations politiques avec d'autres pays.

Jusqu'en 1978, nous pouvons dire que l'économie chinoise était fermée⁴⁷ car ses relations avec les autres pays du monde n'avaient jamais été très stables. Instabilité politique sous-entend bien sûr aussi une instabilité économique. Les politiciens, en voyant le monde comme un ennemi, avait plongé la RPC dans une paranoïa qui se solda sur le plan économique par des désastres. La section qui suit, va être une analyse politique et économique de ce désastre.

Sous-section I - L'héritage de la politique internationale entre 1950 et 1960

Après sa proclamation, la RPC avait pour seul objectif de s'isoler sur son continent afin de se remettre des guerres et de renforcer le nouveau régime. Sur le plan international, un traité d'alliance et d'assistance mutuelle avait été signé avec l'URSS pour répondre à leur besoin idéologique et de défense géopolitique. De fait défensif, cette nature géopolitique venait du cadre de la guerre froide dont le bloc URSS - RPC s'opposait contre le bloc Etats-Unis d'Amérique – Japon. Cette opposition se remarque dans l'action de Washington qui avait forcé le Japon à reconnaître le régime de Taïpeh (qui est le gouvernement de Taïwan que la RPC ne reconnaît pas)⁴⁸.

⁴⁷ En effet, une économie peut être classé d'ouverte si la part de ses exportation dans son PIB est supérieur à 10%. Or, dans l'annexe 2 vous pouvez distinguer que la part des exportations de la RPC dans son PIB varie entre 3 et 4,5% entre 1970-1978.

⁴⁸ J-M Bouissou, "Le Japon et la Chine: amour, haine et géostratégie", **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/1996, p. 317

Malgré la solidarité au sein du bloc socialiste, la RPC avait donné l'image d'un pays pacifiste lors de la Conférence de Genève, tenu entre les deux blocs rivaux, du 26 avril au 21 juillet 1954 dans le but d'apporter la paix à l'Indochine⁴⁹.

Deux mois avant cette conférence, en avril 1954, le traité sino-indien réglait le problème des frontières : l'Inde accepte la souveraineté chinoise sur le Tibet. Quelques semaines plus tard, la Chine donnait une garantie de « non agression » aux 5 pays d'Asie méridionale qui sont l'Inde, la Birmanie, le Ceylan, l'Indonésie et le Pakistan. Cette garantie donnée lors de la réunion à Colombo avait mi les bases d'une coexistence pacifique au niveau régional⁵⁰. Ensuite, lors de la Conférence de Bandung qui avait lieu en avril 1955, la Chine représenté par Zhou Enlai, confirmait bien encore une fois leur volonté de ne plus être sujet de confrontation des grandes puissances.

Les paroles de Mao ZEDUNG, qui avait affirmé en 1949 qu'« une troisième voie n'existait pas » était donc caduc car prédominait maintenant l'idée du « tiers monde » représentant les anciens pays colonisés et nouvellement indépendant, qui étaient de facto pauvres et voulaient se développer sans contraintes des superpuissances. La Conférence de Bandung avait bien montré la volonté de la Chine de ne pas devenir le satellite de l'URSS et de jouer sur le plan mondial pour être une puissance à part.

Le refus de la RPC de devenir membre du Pacte de Varsovie signé en mai 1955 et qui avait pour objectif de défendre les pays d'Europe de l'Est de l'URSS montrait bien que la Chine avait pris conscience que ses intérêts ne coïncidaient pas forcément avec ceux du camp socialiste de l'Europe orientale : la RPC voulait donc aussi une zone d'influence à part en Asie.

Avec la mort de Staline en 1956, l'équilibre des puissances entre les deux blocs commençait à prendre une tout autre forme. En effet, l'URSS avait changé de stratégie vis-à-vis des Etats-Unis.

⁴⁹ L'Indochine est la région qui est composé du Vietnam, du Laos et du Cambodge mais aussi de la partie qui reste entre la Chine et l'Inde, composé de la Birmanie, la Thaïlande et de la Malaisie. La conférence de Genève avait réuni la RPC, le Laos, le Cambodge, l'Angleterre, la France, l'URSS, les Etats-Unis et le Vietnam du Nord et du Sud dans le but de régler la question sur le Vietnam. Finalement, le 17^{ème} parallèle avait été accepté comme frontière entre la République Démocratique du Vietnam « communiste » et le Vietnam du Sud pro-occidentale.

⁵⁰ M-C Bergère, op-cit., p.87

L'idée de coexistence pacifique était cette fois reprise par l'URSS pour éviter une guerre nucléaire avec le bloc occidentale.

L'idée de « Coexistence Pacifique » entre ces 2 Etats avait été accusé par la Chine d'être une tactique pour exporter le risque d'une guerre nucléaire aux autres pays qui seront obligé de se consolider encore plus au leader du bloc⁵¹.

Désormais les événements se précipitaient, la Chine refusait tous les contrôles sur d'éventuelles livraisons d'armes malgré le traité de 1957 sur la « technologie moderne de défense nationale ».

Quant à l'URSS, Krouchtchev se rendait aux Etats-Unis du 15 au 27 septembre 1959 pour rencontrer le président Eisenhower et acceptait de parler au siège de l'Organisation des Nations Unis (ONU) où la Chine était représentée par Taiwan. Cet événement avait mis les relations sino-soviétiques dans une voie de dégradation irréversible⁵².

Ainsi vers la fin des années 50, le monde entier était entré dans une ère de détente excepté la Chine pour qui les Etats-Unis et l'URSS étaient désormais autant ennemi l'un que l'autre.

De plus, sur le plan économique, les effets néfastes du « Grand Bond en avant » se faisaient de plus en plus sentir.

Sous-section II - Isolation de la Chine et la paranoïa d'être encerclé par des ennemis

Au début des années 1960, faible de part son économie, la Chine se sentait encerclé par le bloque capitaliste mais aussi par l'URSS. En effet, durant ces années, les questions territoriales entre l'URSS et la Chine allaient reprendre une place importante dans les relations. La Chine remettait en cause toute la ligne frontalière avec l'URSS. A l'intérieur, l'idée de remettre de l'ordre dans le système avec la Révolution Culturelle avait bouleversé encore plus la société.

⁵¹ F. Joyaux, **La politique extérieure de la Chine Populaire**, Paris, presses universitaires de France, 1993, pp. 10-11

⁵² *ibid.* p.12

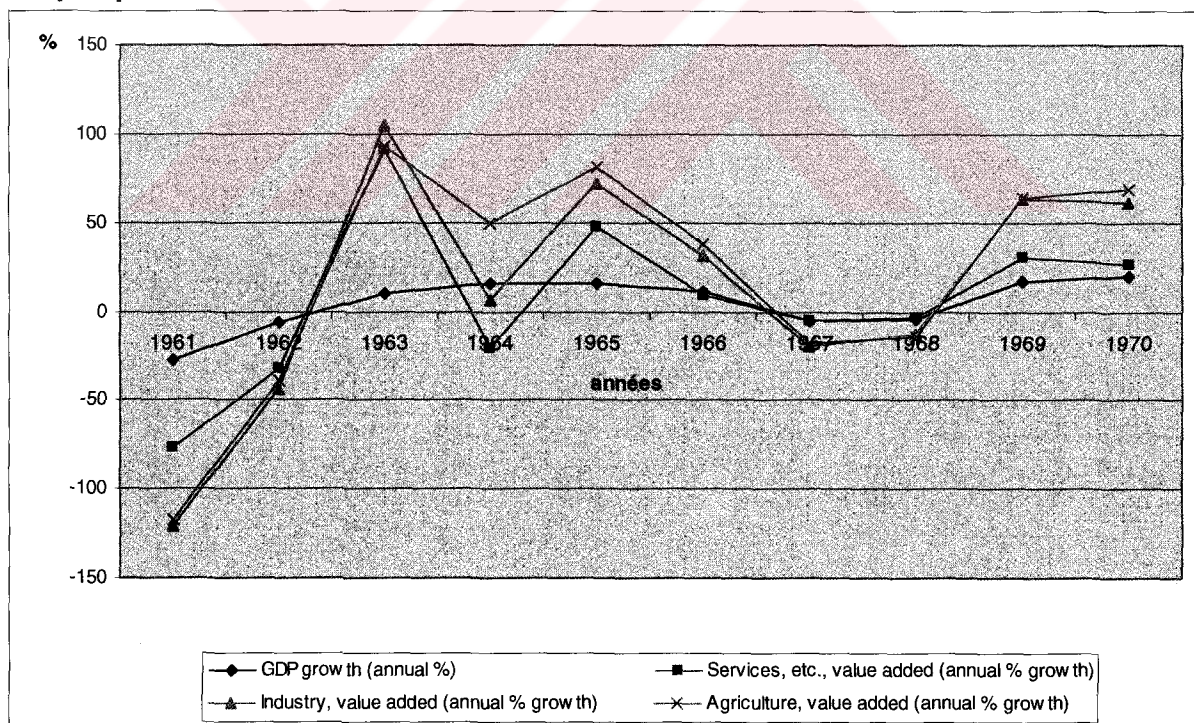
En effet, nous avons dit que dès 1965 l'intervention de l'armée avait coupé le trouble sociale mais avait augmenté son rôle et son poids dans le pays. Mao qui avait retrouvé son pouvoir et dont l'objectif était de développer le pays à travers la mobilisation de la masse populaire avait plongé la Chine dans une autarcie jusque dans les années 70⁵³. Durant ces années, le volume commercial de la Chine avait atteint les chiffres les plus bas depuis 1949⁵⁴.

La paranoïa des dirigeants qui avaient surestimé la possibilité d'une guerre à leur frontière avait biaisé la politique de développement national.

Les conséquences de cette politique autarcique se noteront dans les taux de croissance enregistré.

Durant toute la décennie la croissance moyenne du PIB avait été d'environ 4,3 % mais cette croissance avait été discontinu et même coupé par des crises.

Graphique 1 : TAUX DE CROISSANCE ENTRE 1961-1971



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

⁵³ M C. Ross, "China's International Economique Behaviour", in T W. Robinson and D. Shambaugh, **Chinese Foreign Policy: Theory and Practice**, New York, Oxford University Press, 1994, p. 441

⁵⁴ *ibid.* p. 436

Le graphique 1 montre bien le mouvement pendulaire de la croissance entre 1961-1971 et les raisons de la discontinuité dans les trois secteurs principaux.

En effet au début des années 60 la RPC vit une forte crise avec une chute du PIB de 27% ce qui montre l'effet chaotique de la Révolution Culturelle. La croissance reprend à partir de 1963 avec un taux de croissance positif pendant trois ans. Mais en 1967 la croissance est à nouveau négative durant deux ans. Ce graphique montre que la volonté d'autosuffisance avait provoqué des goulots d'étranglement qui tous les 2-3 ans s'était révélé par des chutes brutales dans les taux de croissance dans les secteurs agricole, industriel et du service.

Ce fait est dû à la politique de développement entre 1964-1971 qui consistait à accumuler un haut niveau d'investissement orienté dans les régions internes du pays. Le but de cette stratégie étant que ces régions puissent survivre lors d'un conflit⁵⁵.

Section II - Les années 70 : une réconciliation entre besoins économiques et politique étrangère

Les années 70, même si elles sont marquées par des guerres (comme celle du Vietnam), avaient été les années où la Chine avait pris conscience de la nécessité de moderniser son économie. Ceci, surtout en raison des exemples tels que le Japon et les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) qui réalisaient leur décollage économique.

Sous-section I- Le décollage économique du Japon et des NPI : effet de rattrapage

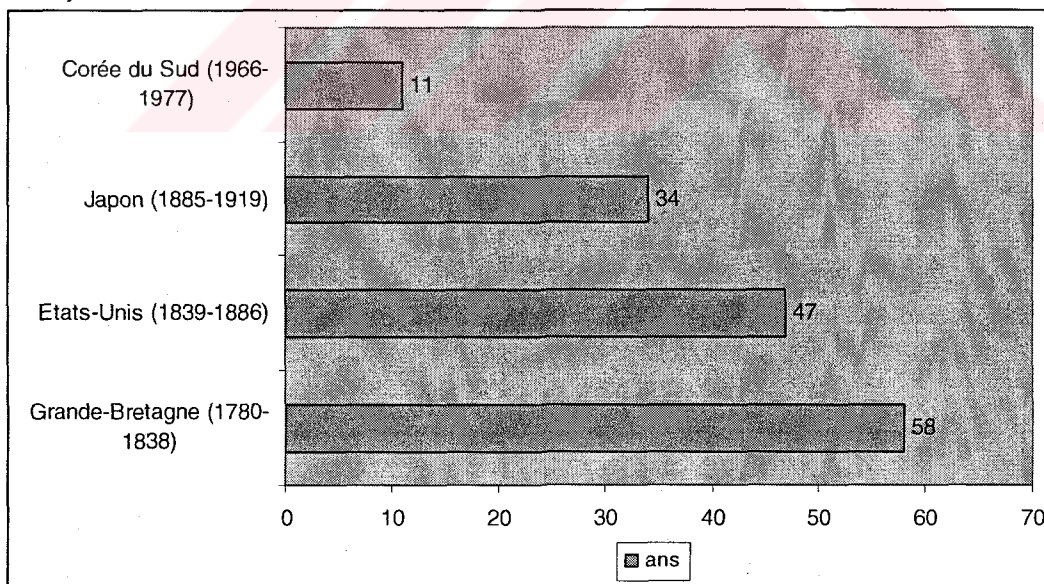
L'effet de rattrapage est une notion assez importante du fait qu'elle sera une source pour le changement des politiques en RPC.

⁵⁵ En effet, la stratégie de la Chine consiste à être toujours prêt à la guerre, surtout contre l'URSS qu'elle voit comme un ennemi voulant l'endiguer. La politique économique à cette date est donc de ravitailler les régions proches de l'URSS contre une éventuelle guerre. B. Naughton, "The Foreign Policy Implications of China's Development Strategy, in T. W. Robinson and D. Shambaugh, **Chinese Foreign Policy: Theory and Practice**, New York, Oxford University Press, 1994, p. 49

L'effet de rattrapage sous entend tout d'abord l'idée d'un pays qui est retardataire dans le cycle de croissance et qui bénéficie d'effets d'imitation des pays leaders et de diffusion des techniques de production et d'organisation des pays leader.

Une caractéristique de cet effet est que le rattrapage économique se fait de plus en plus rapidement au moment du décollage économique. En effet, la Grande-Bretagne est le premier pays à réaliser son décollage économique au début du XIX^e siècle avec la Révolution Industrielle. Suivie des Etats-Unis qui à la fin du XIX^e siècle devient le leader mondiale puis se démultiplie au cours des deux guerres mondiale avec des techniques de production nouvelles (taylorisme et fordisme). Après la Seconde Guerre Mondiale, le Japon avait du mal à retrouver son niveau de production d'avant guerre. Le Japon aura développé une stratégie de croissance variée pour augmenter sa production. Pour mesurer ce fait, nous allons comparer le temps qu'il a fallu aux quatre pays de niveau différent pour doubler leur PNB au moment de leur décollage économique.

Graphique 2 : Les effets de rattrapage (périodes de doublement du PNB)



Source : F. Teulon, Problèmes économiques contemporains, Hachette, 2001, p. 21

Nous pouvons dire que la situation du Japon est différente des autres pays asiatique dans le sens où le décollage de celui-ci avait commencé vers la fin du XIX^e siècle avec l'ère Meiji. Le processus de croissance n'est donc pas la même dans tous les pays de l'Asie, il est à plusieurs vitesses.

L'expression « Haute Route »⁵⁶ désigne la voie que doit suivre un pays pour pouvoir casser le cercle vicieux de pauvreté à savoir accumuler une croissance de plus de 10% pendant un certain temps pour pouvoir s'équiper de nouveau matériel, se transformer pour les utiliser et ainsi rattraper les Etats industrialisé. « Si l'on n'atteint pas +10 % par an sur le PIB dans un pays pauvre, la résorption des masses inemployées n'est pas assez pour avoir une portée sociale et politique, pour susciter dans la population un sentiment général de progrès... ».

En ce qui concerne la RPC, nous n'allons pas retourner aux raisons évoquées ultérieurement, mais le taux de croissance moyen enregistré est de l'ordre de 2,4 % entre 1960-1970 et de 4,5 % entre 1970-1980⁵⁷.

Alors que pour le Japon ces chiffres avaient été respectivement de 10,4 % et de 5.5%⁵⁸. La chute du taux de croissance du Japon dans les années 70 peut être expliqué par le fait qu'étant déjà un pays industrialisé, ce pays avait rattraper les pays occidentaux qui à cette période des « trente glorieuse » enregistrat des taux de croissance de l'ordre de 3-4 %.

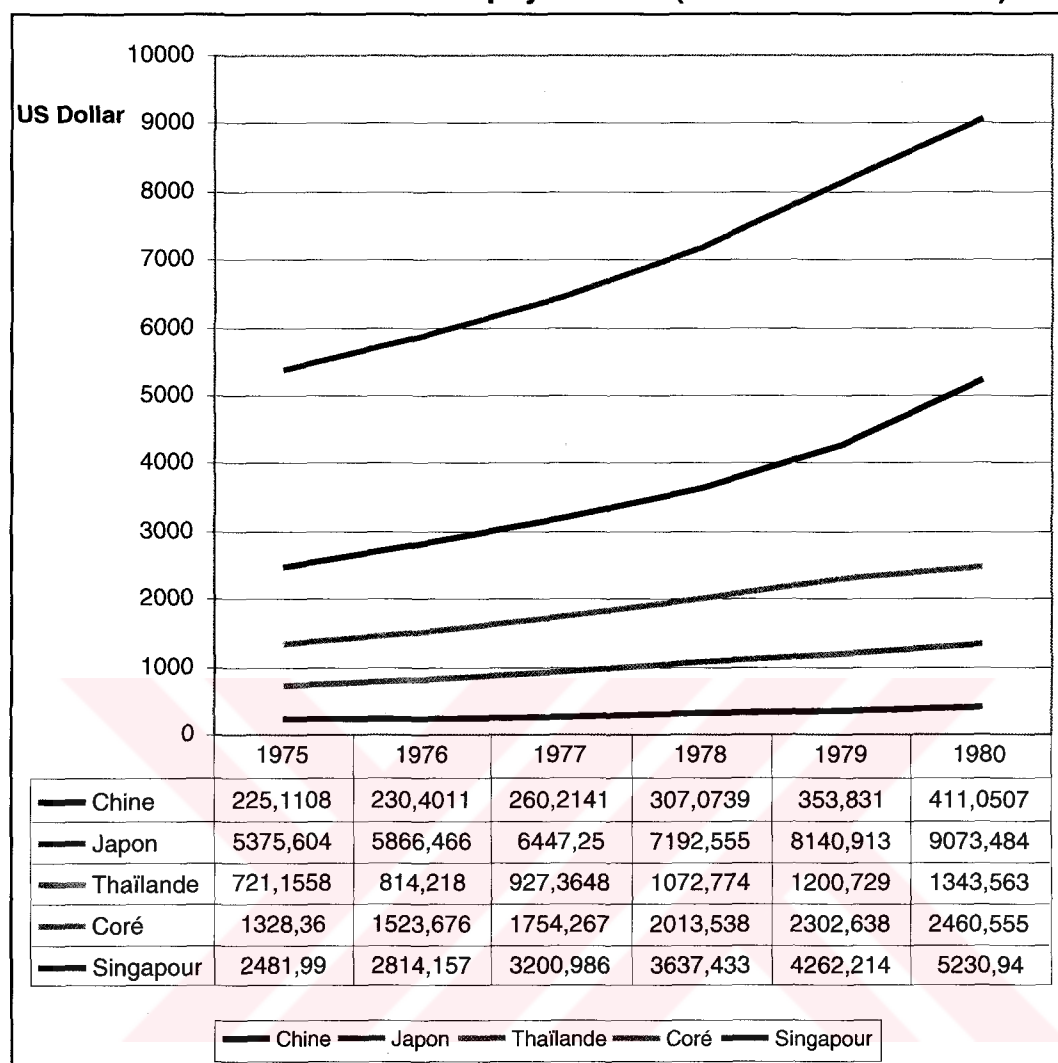
Quant aux NPI comme la Corée, Thaïlande et Singapour, les taux de croissance enregistré dans les années 70 sont de l'ordre de 10 %. Donc, nous pouvons dire que dans les années 70 le rythme du mouvement économique était varié en Asie. Les NPI connaissaient le taux de croissance du Japon des années 60, ce qui avaient entamé leur décollage économique et le Japon avec un niveau de développement déjà élevé. La différence de ce niveau économique peut être constaté dans le graphique suivant ou nous pouvons voir le niveau du revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat entre les années 75-80.

⁵⁶ J-P Paulet - I Mor, **L'Asie et la croissance**, Paris, ellipses, 1996, p. 9

⁵⁷ The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

⁵⁸ *ibid.*

Graphique 3 : Evolution du pouvoir d'achat réel de la population en Chine et les autres pays d'Asie (en US dollar courant)



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Le graphique 3 nous donne plusieurs informations, à savoir, en tout premier lieu la croissance à plusieurs vitesses apparaît très nettement. Ici, le critère de rattrapage exprimé par la vitesse de dédoublement du pouvoir d'achat est faussé. En effet, durant cette période, la RPC multiplie par 1,82 son PIB/habitant, le Japon par 1,6, la Thaïlande par 1,86, la Coré par 1,85, et le Singapour par 2,1. Mais ceci ne veut pas dire qu'elle bénéficie d'un effet de rattrapage car son niveau de PIB/habitant est beaucoup trop faible comparé aux autres pays, et l'écart entre le revenu des chinois et la population des autres pays continue à augmenter en valeur absolue : l'écart de revenu d'un chinois comparé à un japonais est passé de 5150 US dollar en 1975 à 8662 US dollar en 1980.

Soit l'écart du revenu d'un chinois s'est creusé de 68,2 % par rapport au revenu d'un japonais en l'espace de 5 ans.

C'était donc ce cercle vicieux que la RPC n'arrivait pas à casser et que les autorités chinoises avaient voulu mettre fin. C'est pour cela qu'à partir des années 70, les intérêts économiques avaient commencé à prendre le dessus sur les pensées idéologiques et la politique étrangère devenait l'outil pour réaliser les ambitions économiques.

Sous-section II - Le changement de la politique étrangère : rapprochement de la Chine avec le Bloc de l'Ouest

Les années 70 avaient été les années où l'effet de Mao ZEDUNG commençait relativement à disparaître. En effet les raisons en sont plusieurs à savoir les 3 plus importantes sont d'origines intérieur, économique et de politique extérieur.

A- Les évolutions internes

Concernant la politique intérieure, c'est surtout une contre offense à l'égard de la Révolution Culturelle qui s'était fait sentir au sein des dirigeants comme le Premier Ministre, Zhou ENLAI, pour qui les violences infligées à d'anciens collègues étaient un scandale. De plus, Zhou ENLAI voyait une faute dans l'utilisation de la force militaire qui s'était divisé dans les querelles interne alors que le danger de l'URSS se faisait sentir très vivement à cette période⁵⁹.

Petit à petit, Zhou ENLAI retourne la situation et reconstitue l'équilibre de l'appareil d'Etat : il diminue la proportion des dirigeants militaires dans les directions régionales afin de diminuer la force politique de l'armée. Entre 1971 et 1973, la part des dirigeants militaires dans les provinces passait de 57 à 47 %⁶⁰. De plus, les anciens dirigeants du Parti épurés lors de la Révolution Culturelle avaient été restitués.

⁵⁹ J-L. Domenach et P. Richer, **La Chine de 1971 à nos jours**, Tome 2, Paris, Editions du Seuil, 1995, pp.363-365

⁶⁰ *ibid.*

Le symbole le plus important de cette restauration était le retour de Deng XIAOPING lui-même ancien secrétaire général du PCC, au poste de vice-premier ministre et d'adjoint à Zhou ENLAI en avril 1973. Au niveau social, l'assouplissement se renforce avec l'ouverture des universités ravagées lors de la Révolution, l'augmentation des plus bas salaires dans les villes. L'envoi des jeunes diplômés à la campagne est maintenu mais l'accueil de ces jeunes sont améliorés⁶¹. Donc, avec l'arrivée au pouvoir de Zhou ENLAI, un climat plus modéré avait été créé susceptible de renouer les relations de la RPC avec le monde.

B- Les dangers d'origines externes

Nous avons dit que, tout au long des années 60, la Chine voyait comme ennemi aussi bien le bloc de l'Ouest avec comme leader les Etats-Unis mais aussi l'URSS comme révisionniste sur le plan idéologique. La politique de coexistence pacifique⁶² qui se développait entre ces deux Superpuissances marginalisait la RPC qui ressentait un danger de toute part. Ajoutez à cela, l'échec des négociations engagés en octobre 1969 entre la Chine et l'URSS dans le but de régler le problème des frontières. Après les incidents de l'Oussouri⁶³, en 1969, l'URSS avait regroupé près du quart de ses forces militaires (c'est-à-dire 46 divisions) et ne cessait d'améliorer qualitativement ses équipements⁶⁴. Face à ce danger la RPC avait envoyé aux frontières nord et nord-ouest près de 1,5 millions de soldats avec des équipements plus médiocres que ceux des russes⁶⁵.

⁶¹ *ibid.*, p. 366

⁶² Il ne faut pas oublier que les années 60 sont les années de détentes entre les deux superpuissances. Ceux-ci prennent conscience qu'une guerre nucléaire sera un jeu à somme nul, c'est à dire qu'ils seront tous les deux perdants. c'est pourquoi ils décident de s'entendre sur la non utilisation des armes nucléaires.

⁶³ Les revendications de la Chine pour la rectification de ses frontières dataient bien avant du régime communiste. Elles dataient, en fait, des premiers signes de nationalisme au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Ce qui donne l'importance aux incidents de l'Oussourri, c'est qu'ils sont faibles d'amplitudes mais nombreux sur les 5.000 km de frontières : la plus longue frontière du monde entre deux pays. En 1969, le 2 mars éclate l'incident de Nijinikhailouka, sur l'Oussourri, fait plusieurs morts et passe comme information à la presse (jusqu'alors les incidents de faibles importances étaient cachés).

R. Guillain, **Les grandes étapes du conflit sino-soviétique**, Le Monde, 5 mars 1969, *internet* : <http://www.cartage.org.lb/fr/themes/Geohis/Histoires/chroniques/pardate/>

⁶⁴ M-C. Bergère, *op-cit.*, p.242

⁶⁵ *ibid.*

De plus, dans la « Doctrine Nixon », le Président affirmait dès 1969 sa volonté de « dégager les Etats-Unis de certaines responsabilités militaires directes en Extrême-Orient » comme en Indochine, en Corée du Sud et même en Taiwan⁶⁶. Donc, le danger « Impériale » des Etats-Unis diminuait dans la région.

Or, l'URSS préconisait simultanément avec la « Doctrine Brejnev » de créer un système de sécurité collective avec la garantie soviétique en Asie. Pour la RPC ceci revenait à substituer le danger américain par un danger encore plus fort que représentait, désormais, l'URSS⁶⁷.

Dans une telle conjoncture, il apparaissait très clairement que l'équilibre des puissances changeait dans la zone ; et qu'étant réaliste, la RPC devait impérativement changer sa politique étrangère. Pour ce faire, elle devait se rapprocher du bloc de l'Ouest, c'est-à-dire, des Etats-Unis afin de contrecarrer le danger d'être encerclé par l'URSS.

Les évolutions avaient été très rapides : L'arrivée de H. KISSINGER, Conseiller du Président Nixon pour les affaires de sécurité, à Pékin entre le 9 et 11 juillet 1971 pour annoncer la visite anticipé du Président NIXON du 21 au 28 février 1972, annonçaient au monde entier que les Etats-Unis reconnaissaient *de facto* la RPC et non plus la République de Chine (Taiwan). La RPC n'étant pas encore reconnue *de jure* ; les relations diplomatiques avec Taïpeh avaient été maintenues⁶⁸. Après le voyage de NIXON en RPC, le gouvernement japonais avait affirmé au parlement (à la Diète) qu'il considérait que «Taiwan faisait partie de la RPC »⁶⁹. Grâce à cette affirmation les relations entre la Chine et le Japon s'étaient quelque peu rétablies.

L'axe triangulaire Washington - Beijing – Tokyo était ainsi créé⁷⁰. Cet axe allait permettre par la suite de donner une vision à Deng ZIAOPING pour le développement économique de la Chine calqué sur le modèle japonais.

⁶⁶ F. Joyaux, op-cit., p.16

⁶⁷ ibid.

⁶⁸ ibid. p. 17

⁶⁹ ibid. p. 18

⁷⁰ D. Shambaugh, "Patterns of Interaction in Sino-American Relations", in T W. Robinson and D. Shambaugh, **Chinese Foreign Policy: Theory and Practice**, New York, Oxford University Press, 1994, p. 199

Donc si nous jetons un regard rétrospectif, il est clair que les événements ayant survécu dans les années 70 s'inscrivaient dans la logique des conséquences des événements antérieurs : l'échec des politiques de réforme agraire et de collectivisation des terres des années 50 avaient entraîné le début des désaccords politiques contre Mao ZEDONG. Pour contrecarrer ces oppositions et emporter l'accord des masses sociales, Mao avait préconisé la Campagne des Cents Fleurs. Cette campagne s'était soldée par un échec et l'affaiblissement du pouvoir politique de Mao. Les troubles internes empêchaient jusque là de trouver des solutions aux problèmes économiques de la RPC. Mao avait riposté par la Révolution Culturelle pour retrouver son pouvoir, mais le révisionnisme idéologique (remise en cause de STALINE et l'idée de Coexistence Pacifique avec les Etats-Unis) et la politique expansionniste de l'URSS après la mort de STALINE devenait une menace plus forte que le bloc de l'Ouest. Cette situation avait poussé la RPC à s'isoler du monde, ce qui avait eut des résultats encore plus désastreux sur le plan économique. La reprise du pouvoir par Zhou ENLAI en 1969 avait permis à une normalisation des affaires internes mais aussi externes grâce au rapprochement avec les Etats-Unis. Le retour su la scène politique de Deng XIAOPING en 1973 allait permettre de faire d'une paire deux coups : c'est-à-dire utiliser la réformation de la politique extérieure pour créer de bonne relations économique avec d'autres pays (comme le Japon) et ainsi procéder au développement économique de la RPC.

DEUXIEME PARTIE : LA PRISE DU POUVOIR PAR DENG XIAOPING ET LE POLITIQUE ECONOMIQUE DE MODERNISATION ENTAME PAR LA RPC

La montée en pouvoir de Deng XIAOPING avait été très rapide. Même si la Révolution Culturelle avait, dit-on, continué jusqu'à la mort de Mao ; ce vieil homme âgé de 80 ans (lorsque Deng avait accédé à ses fonctions de Vice-premier ministre) en 1973, avait perdu son énergie et sa passion pour la direction de son pays. La période 1973-1978 peut être assimilée à une période de transition où la RPC vivait une convalescence entre la fin de l'ère Maoïste et le début de l'ère de Deng XIAOPING⁷¹. Après une lutte pour le pouvoir entre Deng et les néo-maoïstes comme le premier ministre Hua GUOFENG⁷² et des hauts dirigeants du Parti comme Wang DONGXING ; Hua était devenu président en 1977, mais n'avait pas réussi à consolider son pouvoir.

En effet, Hua et ses alliés étaient des personnages qui avait joui de la Révolution Culturelle pour gagner du pouvoir contre d'autres dirigeants qui avaient été écartés par des purges. Donc leurs arrivés au pouvoir sous-entendaient la continuité de cette Révolution⁷³. Or ceci n'arrangeait pas les choses ; certains généraux de l'armée prônaient le retour du pragmatisme qui était symbolisé en la personne de Deng XIAOPING. Le peuple ne voulant pas un retour de la Révolution des années 60 manifestait soudainement des « mouvements démocratiques », Deng approuvait le « mouvement » dans son éloge du 24 novembre 1978 : « tu⁷⁴ es venu enfin, à la fois petit et grand. Tu es la volonté indestructible des 800 millions de gens »⁷⁵.

Finalement Deng avait remporté une victoire le 24 décembre 1978 où il devenait président et pouvait enfin commencer à essayer de trouver des solutions aux problèmes économiques du pays.

⁷⁰ J-L. Domenach et P. Richer, op-cit., pp. 378-380

⁷¹ Le premier ministre Zhou ENLAI était mort en janvier 1976 et avait été remplacé par Hua GUOFENG

⁷² M-C Bergère, op-cit., p. 162

⁷⁴ « tu » qui sous-entend les mouvements démocratiques

⁷⁴ J-L. Domenach et P. Richer, op-cit., p.413

Chapitre I - Quel modèle de développement économique pour la Chine ?

Deng XIAOPING se trouvait face à un problème de développement économique. Tout au long de la première partie, nous avons donné les raisons de ce sous développement auquel Deng devait remédier. Les remèdes classiques qui avaient pour source l'expérience soviétique n'avaient pas été une réussite. Deng avait besoin d'un modèle d'économie politique ayant fait ses preuves et pouvant être applicable à l'économie chinoise. La politique extérieure de bonne relation entraînait là en jeu puisque Deng allait trouver ce fameux modèle grâce à une visite au Japon. Lors de sa visite des usines Nissan en automne 1978, Deng s'exclamait « j'ai enfin compris ce que signifie la modernisation »⁷⁶.

Nous allons donc voir dans cette partie la situation économique de la Chine au début des années 80, les fondements théoriques des politiques de croissance économique ; notamment le modèle adopté par le Japon, qui apparaît être comme un exemple aux yeux de Deng XIAOPING.

Section I - Quelques données sectorielles de l'économie chinoise en 1980

Nous avons déjà donné quelques chiffres statistiques pour montrer les effets néfastes des politiques économiques des années 60 et 70 calqués sur le modèle soviétique. Nous allons maintenant, dans cette première sous partie, donner quelques indicateurs sur la situation macroéconomique de la Chine en 1980 en comparaison avec la situation macroéconomique des pays voisins.

Nous allons tout d'abord montrer la part des trois secteurs principaux dans le PIB en Chine, au Japon et au Thaïlande.

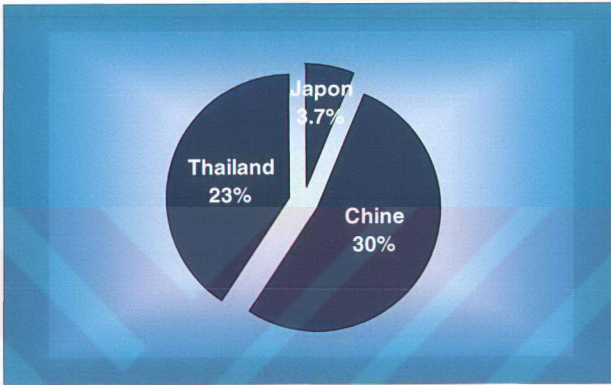
Ensuite nous essayerons de donner un indice de rendement de chaque secteur qui sera l'indice de développement du secteur.

⁷⁵ D. Camroux et J-L. Domenach, **L'Asie retrouvée**, Paris, Seuil, 1997, p. 260

Sous-section I - Le secteur agricole

Les parts du secteur agricole dans le PIB de la Chine, la Thaïlande et le Japon sont montrées dans le graphique 4.

Graphique 4 : La part du secteur agricole dans le PIB des trois pays en 1980



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Ce graphique montre bien que la part de l'agriculture dans le PIB en Chine était encore trop élevée, ce qui est témoin d'un niveau de productivité très bas puisque la population rurale en Chine est de l'ordre de 80 %) alors qu'elle est de 83% pour la Thaïlande et de 24% pour le Japon. Les chiffres des autres pays (surtout de la Thaïlande) montre bien que ces chiffres ne sont pas suffisants pour avoir une idée comparative du sous développement du secteur agricole de la Chine car les valeurs absolues de ce secteur ne sont pas fiables pour les comparer entre elles⁷⁷. Nous allons donc calculer un indice de rendement⁷⁸ qui nous montrera, la valeur produit dans le secteur agricole par un paysan tout au long de l'année et sera donc un indice du niveau de développement du secteur agricole.

⁷⁶ En effet, les différents ordres de grandeur de chaque pays, comme la Chine avec ses quelques 980 millions d'habitants en 1980 est une masse 8 fois plus importante que le Japon et 20 fois plus que la Thaïlande, qui nous empêche de faire une comparaison des valeurs absolues.

⁷⁸ L'indice de rendement a été calculé en divisant la valeur ajouté du secteur agricole par le nombre de population rurale en 1980.

Tableau 2 : L'indice de rendement du secteur agricole dans les trois pays en 1980 (en US Dollar courant / habitant)

	Agriculture
Japon	1392
Chine	72
Thaïlande	194

Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Le Tableau 2 montre bien le sous développement de la Chine par rapport au Japon. La productivité du Japon est 20 fois supérieure à celle de la Chine et 7 fois supérieur à celle de la Thaïlande. Donc, même si le secteur agricole en Chine représente une part importante dans le PIB, ce n'est pas en raison d'un niveau de production élevé mais de la nécessité de tenir un niveau d'emploi très élevé pour compenser la faiblesse de la productivité dans ce secteur.

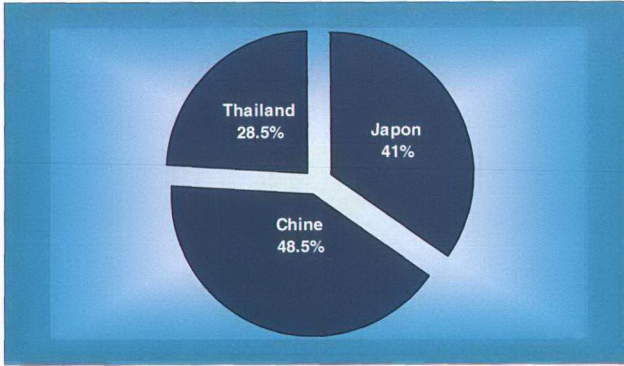
En effet, le secteur agricole avec une telle structure n'est pas en mesure de dégager le surplus de capital nécessaire pour réaliser une modernisation industrielle. D'un autre côté quels avaient été les effets des politiques antérieures favorisant l'industrie ?

Sous-section II- Le secteur industriel

Nous allons procéder à la même analyse pour le secteur industriel en donnant tout d'abord la part de la valeur ajoutée de ce secteur par rapport au PIB et donnant à titre comparatif un indice de rendement⁷⁹ par rapport aux deux autres pays de la région ayant des niveaux de développement différents.

⁷⁹ Comme pour le secteur agricole ici c'est la valeur ajoutée du secteur industriel divisé par la population urbaine.

Graphique 5 : La part du secteur industriel dans le PIB des trois pays en 1980



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Nous voyons ici que la moitié de l'activité économique de la Chine est entretenue par le secteur industriel. L'indice de rendement va nous permettre de faire une comparaison de la productivité de ce secteur par rapport au secteur agricole et le secteur industriel des autres pays.

Tableau 3 : L'indice de rendement du secteur industriel dans les trois pays en 1980 (en US Dollar courant / habitant)

	Industrie
Japon	4871
Chine	474
Thaïlande	1165

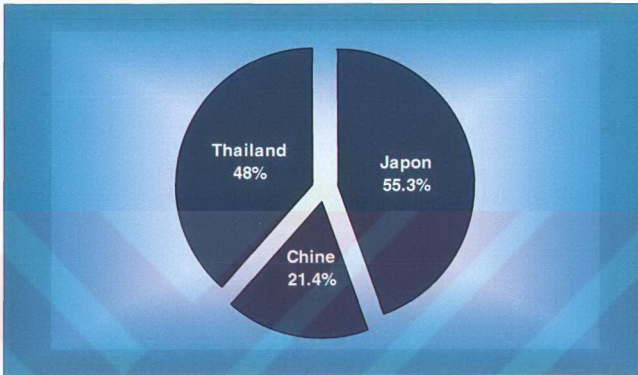
Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Nous voyons que la productivité du secteur industriel est 6.5 fois supérieure à celle du secteur agricole alors qu'au Japon ce coefficient est de 3.5 et en Thaïlande de 6. Donc nous pouvons dire que la Chine a un avantage comparatif dans le secteur industriel par rapport aux autres pays ce qui peut être expliqué par les politiques des années 60 et 70 favorisant l'industrie au détriment de l'agriculture.

Sous-section III - Le secteur des services

Concernant le secteur des services, la part de ce secteur dans le PIB des trois pays en 1980 est donnée ci-dessous.

Graphique 6 : La part du secteur des services dans le PIB des trois pays en 1980



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Nous voyons d'après ce graphique les services représentaient en Chine le secteur le moins développé avec une part de 21.4% du PIB en 1980 alors qu'il dégagé déjà au Japon et en Thaïlande la moitié de leur PIB ce qui est témoin de leur niveau de développement.

Le tableau des rendements va nous permettre de faire une comparaison du niveau de sous-développement de ce secteur en Chine ; mais aussi une comparaison entre les avantages relatifs de productivité entre les trois secteurs de la RPC.

Tableau 4 : L'indice de rendement du secteur des services dans les trois pays en 1980 (en US Dollar courant / habitant)

	Service
Japon	6575
Chine	210
Thaïlande	1955

Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online: <http://devdata.worldbank.org/>

Nous voyons très bien que le rendement de la Chine dans ce secteur était très arriéré. En 1980, le Japon était 31 fois plus productif que la Chine et 3.4 fois plus que la Thaïlande. En comparant les tableaux 2, 3 et 4 nous pouvons dire que le secteur le plus productif en RPC en 1980 était l'industrie et le secteur le moins productif restait l'agriculture. Le secteur le moins productif au Japon et en Thaïlande était aussi l'agriculture mais le plus développé était le secteur des services.

Finalement, la RPC en 1980 n'avait aucun avantage absolu dans ses trois secteurs principaux par rapport au Japon, pays déjà industrialisé à cette date, et la Thaïlande, pays en voie d'industrialisation. L'avantage comparatif de la Chine était dans son industrie qui avait reçu le plus d'investissement (conformément au programme de développement communiste qui favorisait l'industrie lourde) et qui donc avait été modernisé au détriment des autres secteurs.

Deng voyant cette faiblesse de rendement allait chercher le remède dans la modernisation afin d'augmenter la productivité dans les trois secteurs. Pour ce faire il devait choisir une politique économique adaptée à la RPC. A cette date, trois principaux pays avaient fait ces preuves avec leurs propres modèles d'économie politique. Quels sont-ils ?

Section II - Les principales théories de l'économie politique internationale

Nous pouvons dire que l'économie politique internationale (EPI), en tant que discipline, avait commencé à se faire entendre à partir des années 70. En effet, le phénomène de « mondialisation » qui débutait ces années là avait poussé les économistes et académiciens à penser sur l'avenir de ce phénomène, c'est-à-dire sur les avantages et inconvénients économiques de la mondialisation.

Ceci sous-entendait un vaste éventail de thèmes de recherche comme l'avenir des firmes multinationales, des relations Nord-sud (c'est-à-dire l'effet de la mondialisation sur les pays industrialisés et pays sous-développés), etc⁸⁰.

Bien sûr, ceci sous-entend aussi l'effet de ce phénomène sur la RPC qui s'apprêtait à se moderniser et la nature de ses relations avec le monde.

Pour essayer de comprendre cet effet, nous allons tout d'abord expliquer les trois principaux paradigmes dominants du système économique international. Il est important de noter que les trois principales théories d'économie politique ont été sources de nombreuses recherches, et que les noms de ces systèmes varient suivant le point de vue (économique ou politique par exemple) et les questions abordées par les chercheurs. Nous allons citer ici les noms des trois économies dominantes qui s'identifient avec les systèmes à savoir les Etats-Unis (à partir du XIX^{ème} siècle), l'Allemagne (reconstruite après la Seconde Guerre Mondiale) et le Japon (avec son élan des années 70).

Puis nous essayerons de voir lequel serait le plus approprié à la Chine dans l'élaboration d'une stratégie dans la voie de la modernisation, si bien sûr une voie royale existe !

Sous-section I - Le modèle libéral ou le système américain du capitalisme orienté par le marché

Pour comprendre les systèmes nous allons procéder à une analyse en trois parties. En premier lieu nous mettrons en évidence les hypothèses de départ admises par le système, ensuite nous essayerons de distinguer le rôle de l'Etat dans chacun des systèmes, enfin nous jetterons un coup d'œil sur le mode de fonctionnement et la gouvernance du secteur privé.

1- Les hypothèses de départ : Le modèle américain est calqué sur la théorie néoclassique où l'activité économique a pour but de maximiser le bénéfice des consommateurs (individus).

⁸⁰ G. Kébabdjian, **Les théories de l'économie politique internationale**, Paris, Editions du Seuil, 1999, p.10

Les entreprises eux sont motivées pour maximiser leurs profits⁸¹. C'est la loi de l'offre et de la demande qui régule le marché⁸², chaque individu est libre d'acheter le produit qu'il veut et au prix le plus bas, ceci suppose que les prix soient flexibles⁸³.

Quant à la distribution de ces bénéfices entre les individus, l'équité est en second plan ; ce qui diffère, nous allons le voir, des autres systèmes.

L'économie est en théorie ouverte à l'étranger et le système dominant le monde est celui-ci ; qui est représenté par la plus grande économie du monde c'est-à-dire les Etats-Unis.

2- Le rôle de l'Etat : Le rôle de l'Etat dans ce système n'est pas déterminé par la théorie néoclassique mais selon un système de partage des pouvoirs entre les branches judiciaire, exécutive et législative du gouvernement fédéral qui partage à son tour une partie de son pouvoir entre les 50 Etats Fédérés⁸⁴. L'intervention de l'Etat dans le secteur réel est minimisée⁸⁵.

La gestion du système financier est partagée entre le trésor, la Banque Centrale des Etats-Unis (FED) et plusieurs autres acteurs financiers⁸⁶. La politique monétaire est déterminée par la FED, alors que le congrès et le pouvoir exécutif sont responsables de la politique fiscale.

An niveau microéconomique, l'Etat est supposé entretenir un environnement neutre, c'est-à-dire de concurrence pure et parfaite et ne doit pas intervenir dans l'économie réelle. L'Etat a un rôle régulateur du système, qui est cependant source de tension entre : les conservateurs, qui sont pour une restriction du rôle de l'Etat dans l'économie et les libéraux, qui défendent le monopole de l'Etat dans certains secteurs d'activité et ne veulent pas que viennent s'introduire des hommes d'affaires privés⁸⁷.

⁸¹ R. Gilpin, **Global Political Economy: Understanding The International Economic Order**, New Jersey, Princeton University Press, 2001, p. 150

⁸² R. Gilpin, **The Political Economy of International Relations**, New Jersey, Princeton University Press, 1987, p. 29

⁸³ C. Sobry et J-C. Verez, **Eléments de Macroéconomie: Une approche empirique et dynamique**, Tours, Ellipses, 1996, p. 90

⁸⁴ R. Gilpin, 2001, op-cit. p. 153

⁸⁵ R. Gilpin, 1987, op-cit. p. 27

⁸⁶ R. Gilpin, 2001, *ibid.*

⁸⁷ *ibid.*

3 - Gouvernance du secteur privée : L'accumulation du capital pour réaliser le décollage industriel avait été réalisée vers la fin du XIX^e siècle avec la formation de partenariats privés qui avaient permis de concentrer le capital et avaient donné naissance aux grands groupes d'entreprises⁸⁸. Aujourd'hui, la loi antitrust est le système central qui régule le marché : elle a pour but d'éviter les concentrations de pouvoir entre les mains des dirigeants. Les plus importants actionnaires d'entreprises aux Etats-Unis ne possèdent qu' 1 ou 2% du stock.

Le principal moyen de financement des activités de production passe par l'ouverture des actions de l'entreprise à la bourse⁸⁹. En effet, la loi antitrust empêche la formation des grands partenariats entre les secteurs industriel et financier, ce qui est un obstacle comparé aux autres systèmes d'économie politique que nous allons voir ci-dessous.

Sous-section II - Le système du Japon : Capitalisme d'Etat de développement

Le Japon avait commencé sa modernisation avec la restauration de l'ère Meiji en 1868. L'objectif était de rendre le pays autosuffisant⁹⁰. L'économie était subordonnée aux objectifs sociaux et politiques. Les objectifs politiques étaient au dessus de tout besoin et sous entendait une armée forte et une industrie développée. Ces éléments nous rappellent un autre système que R. Gilpin nomme « nationaliste »⁹¹. Ce système présente donc des propriétés plutôt politique qu'économique comme dans le modèle « réaliste »⁹² où le rôle de l'Etat est central et fait face à un système politique anarchique.

1- Les hypothèses : Ce monde anarchique s'était soldé par la défaite du Japon après la Seconde Guerre Mondiale.

⁸⁸ ibid. p. 151

⁸⁹ Stock Exchange Market

⁹⁰ R. Gilpin, 1987, op-cit., p. 33

⁹¹ ibid., pp. 31-34

⁹² G. Kébabdjian, op-cit., p, 31

Le Japon avait abandonné sa politique militariste mais l'Etat avait continué à garder un rôle important dans l'élaboration des politiques économiques qui peut être appelé de « néomercantilisme »⁹³ :

L'objectif étant d'acquérir le même niveau de développement industriel et technologique que les pays industrialisés, l'Etat prend en charge l'aide, la régulation et la protection de certains secteurs stratégiques pour leur permettre de gagner une compétitivité au niveau international. Le réalisme ne connote donc plus la force militaire mais la force économique qui est mesurée par la compétitivité de l'économie⁹⁴.

Le système d'économie politique du Japon peut être nommé différemment, mais le nom qui semble être le plus approprié selon la littérature est le « Capitalisme d'Etat de Développement »⁹⁵.

- Ce système subordonne l'individu aux intérêts des grands groupes d'entreprises. Autant dans le système libéral les consommateurs avaient une place importante, autant dans le système du Japon les producteurs sont importants.
- Malgré l'existence d'une économie où la loi de la concurrence est valable comme dans le système libéral ; les japonais assimilent l'efficacité économique non pas à la concurrence mais à l'équilibre sociale et l'harmonie du peuple⁹⁶. Ceci remet en cause la rentabilité de l'économie où les entreprises sont poussées à embaucher plus que le nécessaire.

2- Le rôle de l'Etat : Après la Seconde Guerre Mondiale, l'Etat, nous l'avons dit, avait suivi une stratégie de protection pour développer la compétitivité des secteurs infantiles :

⁹³ R. Gilpin, 2001, op-cit., p. 157

⁹⁴ « La puissance est traditionnellement définie par ses moyens, c'est-à-dire par les ressources qui permettent d'imposer sa volonté à autrui (ou d'empêcher les autres de s'opposer à sa volonté) » G. Kébabdjian, op-cit., p. 33 Le Japon n'étant pas un pays riche en ressource naturelle doit obtenir cette puissance par d'autre moyen comme l'acquisition d'une compétitivité au niveau international.

⁹⁵ R. Gilpin, 2001, op-cit., p. 158

⁹⁶ ibid.

- L'Etat et le secteur privé n'étaient pas en conflit comme dans le système libéral du style américain mais en cohésion pour accroître le bien être de la société.
- Pour ce faire, l'Etat avait surtout encouragé la formation d'une force de travail à haut niveau d'éducation. Cet investissement de l'Etat sur l'éducation de la société nous permet de dire que les gouvernements d'après guerre avaient en quelques sortes créées les bases de la société d'aujourd'hui⁹⁷.
- L'Etat avait permis une industrialisation rapide grâce à l' « Institut de l'Epargne de la Poste »⁹⁸ qui grâce à un contrôle stricte du marché des capitaux après la Seconde Guerre Mondiale avait réussi à collecter un niveau d'épargne très important avec des taux d'intérêt très faibles.
- Le Ministère du Commerce et de l'Investissement du Japon pouvait donc accorder au secteur privé des crédits avec des taux d'intérêts très bas, ce qui permettait d'atteindre des taux d'investissements très élevés.
- La loi de compétition (antitrust) au Japon favorisait la formation de « Keiretsu » : concentration de la direction et formation de marché oligopolistique. Ce qui est très différent du système américain où la direction des grands groupes d'entreprises sont déconcentrés.

3 - Gouvernance du secteur privée : Nous allons analyser le système de gouvernance du secteur privée du modèle japonais en trois points essentiels qui sont :

- a) Les relations industrielles
- b) Le financement des entreprises
- c) L'organisation industrielle

a) Les relations industrielles sont caractérisées par un double marché d'emploi.

⁹⁷ ibid., p. 159

⁹⁸ "Japan's Postal savings Institution", ibid.

Les employés qui travaillaient dans les grands groupes comme Sony et Toyota avaient bénéficié d'un travail « à vie » et d'un salaire très élevé⁹⁹. L'avantage de ce système est que l'entreprise investit sur son employé qu'il pourrait ensuite faire travailler à vie sans risque de démission. Le désavantage vient en fait de la même raison où le recyclage des anciens employés par des jeunes n'est pas possible, d'autant plus que les travailleurs incompetents ne peuvent pas être licenciés.

b) Alors que dans le système américain le financement des activités de production se faisait grâce aux actionnaires et l'achat et vente des actions ; au Japon ce financement se faisait d'une part grâce aux bénéfices de l'entreprise mais aussi grâce aux banques appartenant aux entreprises et dont les dépôts d'épargne étaient sous garantie de l'Etat. Ce système augmente la crédibilité des banques et donc la confiance des agents aux banques.

c) Dans le système américain, les producteurs sont responsables envers leurs actionnaires, alors que dans le système japonais, l'entreprise est responsable face aux propriétaires de l'entreprise, les employés et les sociétés partenaires. Les entreprises américaines cherchent à maximiser leurs profits, alors que les producteurs japonais cherchent à maximiser leurs ventes et leur croissance, c'est-à-dire augmenter leur part du marché et former ainsi les Keiretsu (concentration de plusieurs entreprises pour former une corporation oligopolistique dans un secteur¹⁰⁰). Les Keiretsu sont au Japon le cœur du système industriel, car ce sont elles qui réussissent les progrès technologiques et contribuent à la croissance économique du pays. Nous allons enfin voir le troisième système qui est représenté par le modèle allemand.

⁹⁹ *ibid.*, p. 165

¹⁰⁰ *ibid.*, p. 165

Sous-section III - Le système allemand : modèle corporatif

Le modèle allemand présente des points communs avec le modèle américain et le modèle japonais mais reste tout de même très différent des deux.

1- Les hypothèses : L'Allemagne, comme le Japon, attache une importance primordiale à l'exportation, l'épargne nationale et l'investissement. D'un autre côté, l'Allemagne n'est pas tant interventionniste dans son économie que le Japon et laisse fonctionner le système économique avec une certaine liberté¹⁰¹.

En dehors du champs d'activité des Petites et Moyennes Entreprises (PME), nous pouvons dire que le secteur privé de l'Allemagne est assez oligopolistique ; ce qui ressemble au modèle japonais. C'est pourquoi nous pouvons nommer ce modèle de « corporatif » dans lequel il existe une coopération entre les grandes corporations (entreprises) et les grandes banques privées pour le financement des activités. De plus, cette version corporative du capitalisme, où les entrepreneurs, les employés organisés en syndicats et le gouvernement coopèrent pour la direction de l'économie politique, permet une meilleure gouvernance par la société des entreprises que le système décentralisé du modèle libéral¹⁰². En effet, ceci ressemble au modèle marxiste où, ce ne sont pas les individus mais les classes sociales qui sont les vrais acteurs de l'économie. Donc, les classes, étant rationnelles, agissent de manière à améliorer leurs intérêts. C'est-à-dire que la classe, ou « l'organisation (l'entreprise) qui les représente agit aussi rationnellement que possible dans le but d'améliorer leur situation », ce qui sous-entend un meilleur contrôle et une meilleur gouvernance¹⁰³.

¹⁰¹ *ibid.*, p. 168

¹⁰² *ibid.*, p. 169

¹⁰³ G. Kébabdjian, *op-cit.*, p. 26

2- Le rôle de l'Etat : Après la Seconde Guerre Mondiale, le rôle de l'Etat dans le succès économique avait été indirect. En effet, le système politique (qui ressemble au système fédéral des Etats-Unis) constitué du gouvernement fédéral et des Etats fédérés (Länder) avaient élaboré un environnement favorable pour le développement des entreprises privées.

Leurs réglementations consistaient à encourager un haut niveau d'épargne pour une accumulation rapide du capital favorisant la croissance économique pour les réparations de l'après guerre¹⁰⁴. Ceci ne pouvait se faire que grâce à un système de loi codifié très développé.

Le rôle central de l'économie politique de l'Allemagne appartenait à sa Banque Centrale la « Bundesbank » qui a permis d'avoir un environnement macroéconomique stable avec des taux d'intérêts très faibles permettant de garder une compétitivité de l'industrie allemande¹⁰⁵.

De part sa neutralité dans l'économie, nous pouvons affirmer que l'Allemagne ressemble beaucoup plus aux Etats-Unis par rapport au Japon.

3 - Gouvernance du secteur privé : La structure du secteur industriel ressemble à celle du Japon. Comparée aux Etats-Unis, l'organisation sociale est plus forte. Au niveau national, c'est la « Bundesverband der Deutschen Industrie » et la « Deutscher Industrie-und Handelstag » qui veillent pour les intérêts des hommes d'affaires¹⁰⁶. Pour les intérêts des employés, « IG. Metall » est beaucoup plus puissant que la Fédération américaine des Ouvriers (American Federation of Labor)¹⁰⁷.

Les PME en Allemagne, appelé Mittelstand, jouent un rôle assez important dans l'exportation et sont fournisseurs de produits intermédiaire dans les secteurs chimique et de pièce mécanique.

Le libre échange des actions des corporations au public représente un atout supplémentaire du système allemand, même si le niveau de cette pratique reste assez faible par rapport aux Etats-Unis.

¹⁰⁴ R. Gilpin, 2001, op-cit., p. 170

¹⁰⁵ ibid. p. 170

¹⁰⁶ ibid.

¹⁰⁷ ibid., p. 171

Le lien serré¹⁰⁸ entre les banques et les entreprises ressemble au Keiretsu du Japon (sans qu'il y ait un partenariat).

Le degré de liaison des banques avec le secteur industriel dépend selon Alexander Gerschenkron, du niveau d'industrialisation des Etats. En effet, selon Gerschenkron dans les Etats comme la Grande Bretagne et les Etats-Unis, qui ont réussi à s'industrialiser au début du XIX^{ème} siècle, les entrepreneurs ont bénéficié de l'accumulation initiale du capitale. Les pays comme l'Allemagne et le Japon où l'industrialisation s'était faite tardivement, le système financier était déjà développé et le capital était détenu entre les mains des grandes banques d'affaires¹⁰⁹.

Ceci nous donne déjà une idée sur l'éventuel type de financement des investissements et des relations entre le secteur financier et industriel pour la croissance économique de la RPC.

Ayant eu une petite idée des différents modèles d'économie politique, nous allons maintenant essayer de voir le modèle que la RPC va essayer d'adapter à son économie et ses conséquences.

Chapitre II - La croissance chinoise : un modèle japonais qui doit s'adapter

Parmi les exemples de modèle théorique susdits, Deng XIAOPING avait mis en place un programme de modernisation de l'économie semblable à celui du Japon dont il avait eu l'occasion de constater les résultats. Ce modèle reposait sur quatre composantes¹¹⁰ :

- le développement d'une économie de marché et d'un secteur privé
- la réforme du système fiscal
- la modernisation du système financier
- l'ouverture progressive vers l'extérieur

¹⁰⁸ Des représentants des banques et des corporations de chaque multinationales ont des sièges dans chacun des autres conseil d'administration en tant que superviseur.

¹⁰⁹ R. Gilpin, 2001, op-cit., pp. 172-173

¹¹⁰ C. DESTAIS, « Réformes structurelles et croissance économique en Chine », **Problèmes économiques**, n° : 2.500, 25 décembre 1996, p.7

Nous allons nous borner, dans cette partie, à analyser la volonté de formater un double système économique (secteur privé associé au système socialiste¹¹¹) à travers la politique d'ouverture de l'économie et ces effets sur la croissance économique de la Chine.

Section I - Volonté de libéralisation économique grâce à l'ouverture contrôlée

Dans son discours du 26 novembre 1979 faisant éloge d'une économie privée assujettie aux règles du socialisme, Deng affirmait « l'absurdité » de l'ancienne mentalité où « mieux valait être pauvre dans un système socialiste que d'être riche dans un système capitaliste »¹¹². Deng ajoutait aussi qu'il fallait offrir les conditions favorables pour le développement des forces productrices et que pour ce faire il fallait développer une économie de marché à l'intérieur du système socialiste. Ceci sous entend donc une cohabitation entre les entreprises d'Etats, les entreprises collectives et les entreprises à capitaux étrangers.

Selon Deng, la libération progressive était donc inévitable pour permettre l'enrichissement et que cet enrichissement n'était pas opposé à l'idéologie socialiste puisqu'il serait contrôlé. En 1981, il exclama qu'il «... faut ouvrir les fenêtres ; tant pis s'il entre des moustiques. Mais il faudra ensuite les chasser ».

A l'aube de l'ouverture économique, la RPC disposait déjà d'avantages pour accaparer le capital souhaité.

Sous-section I - Les avantages de départ de la RPC pour l'ouverture économique

Les avantages de départ représentent les avantages spécifiques propre à la RPC en tant que pays d'accueil source de motivation pour attirer les capitaux étrangers. Ceux-ci sont : la taille du marché, l'offre abondante de la main d'œuvre qui diminue les coûts de production et le rôle de la diaspora chinoise ou des chinois d'outre-mer.

¹¹¹ internet: <http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol2/text/b1370.html> , "We can develop a market economy under socialism", discours de Deng XIAOPING, 26 novembre 1979

¹¹² ibid.

A- La taille du marché

Selon les travaux empiriques, il existe une corrélation entre la taille du PIB d'un pays et sa capacité à attirer des IDE. De part sa population, la RPC est, le pays le plus peuplé au monde. Donc son potentiel de consommation en masse est par définition le plus important au monde.

De plus, l'effet de causalité entre le niveau du PIB et l'afflux d'IDE est supposé être réciproque : les IDE devraient être attirés par le marché potentiel énorme que la Chine doit offrir, et réciproquement ces IDE doivent contribuer à la croissance économique et à la prospérité des chinois.

Nous verrons par la suite que la taille du marché sera la motivation principale dans l'attraction d'IDE en provenance de l'Europe et des Etats-Unis destiné à la production pour le marché domestique ; alors que les IDE en provenance des chinois d'outre-mer avait d'autres sources de motivations.

B- L'offre abondante de la main d'œuvre

L'existence d'une main d'œuvre abondante et donc relativement moins coûteuse avait été un avantage dans l'attraction des IDE orientés à l'exportation. Face à l'augmentation du coût de travail dans leur propre région, les chinois d'outre-mer situé en extrême orient, avaient voulu profiter de ce type d'avantage pour diminuer leurs coûts de production destinée à l'exportation.

Ceci allait permettre à la RPC de devenir un compétiteur global important dans le secteur de manufacture en main d'oeuvre intensive¹¹³ et de devenir une plateforme d'exportation.

C- L'existence d'une diaspora chinoise importante

La diaspora chinoise est présente sur l'ensemble de cinq continents, mais elle est caractérisée par une forte concentration en extrême orient. Les 50 millions de chinois d'outre-mer résident en extrême orient sont partagés entre :

¹¹³ Nous verrons plus en détail les produits dans la section II.

- les pays où ils sont majoritaires : Taiwan (97% des 21 millions d'habitants), Hong-Kong (98% des 6,3 millions d'habitants), Macao (97% des 460 000 habitants) et Singapour (77% des 2,7 millions d'habitants).
- les pays où ils sont minoritaires : La population chinoise est respectivement de 30% en Malaisie, 10% en Thaïlande, 4% en Indonésie et 1% en Philippines.

Nous allons maintenant voir la stratégie suivie par le gouvernement pour l'ouverture contrôlée de l'économie.

Sous-section II - La stratégie suivie par l'Etat dans l'ouverture progressive de l'économie chinoise

La stratégie d'ouverture de la Chine consistait à établir des régions et zones pilotes fournissant des conditions favorables aux investisseurs étrangers. En effet, « (...) les Etats, dans la poursuite de leurs objectifs internes de politique économique ou de cohésion sociale, doivent prendre en compte la capacité des acteurs économiques (entreprises, mais aussi citoyens) à mettre en concurrence les territoires. Ce qui se traduit, dans de nombreux Etats, par des mesures de baisse de fiscalité pour attirer les entreprises et les capitaux »¹¹⁴.

Nous allons donc dans cette partie jeter un coup d'œil dans la politique de développement régional de la Chine et les politiques concernant la fiscalité.

A- Politique de développement régional

Nous pouvons citer au total quatre axes de développement régional, à savoir : la création des Zones Economiques Spéciales, les 14 villes côtières, les Zones de Développement Economique et Technologique et les 6 régions de développement économique.

¹¹⁴ « La firme mondiale : mythe et réalité », **Alternatives Economiques**, Paris, n°: 189, 2001, pp: 32-34

• *Les Zones Economique Spéciales (ZES)*

Dès 1980, quatre ZES avaient été créées dans l'objectif d'attirer des investissements étrangers dans un système de marché appelé socialiste. Suivant l'évolution des ZES, les résultats tirés de cette expérience allaient servir dans le processus d'ouverture d'autres régions.

Ces ZES sont : **Xiamen**, situé à l'ouest de Taïwan, **Zhuhai**, près de Macao, **Shantou** et **Shenzen** qui sont près de Hong-Kong. La proximité de ces zones à Macao, Hong- Kong et Taiwan, où la population chinoise est dominante reflète, la volonté du gouvernement de la RPC pour attirer les investisseurs d'origine chinois motivés pour les raisons citées ultérieurement.

Les caractéristiques de ces zones étaient qu'elles bénéficiaient d'une décentralisation administrative permettant une autonomie du plan central. Les autorités locales avaient obtenu une grande liberté de management de leurs zones. La politique spéciale la plus importante adoptée par les ZES était la réduction des taxes pour attirer les IDE. Alors que la taxe sur le revenu était de 33 % en générale sur le territoire chinois pour les entreprises étrangères, elle était de 15 % dans ces ZES dès 1980. D'autres rabais de prix avaient été mis en place comme pour les investissements de grande ampleur dont le montant dépassait 5 millions de US dollars, ou encore pour les investissements qui permettrait un transfert de technologie avancée. Les ZES offraient aussi des réductions des tarifs aux importations pour permettre aux entreprises étrangères d'importer les matières premières nécessaire à leur production.

Toutes ces mesures ont bien sûr eu des effets sur l'économie chinoise, nous allons voir lesquels.

Entre 1979-1983, les flux d'IDE entrant en Chine avaient remarquablement augmenté et se concentraient surtout dans les provinces de Guangdong et de Fujian¹¹⁵ qui recevaient 70% du total des IDE entrant en Chine.

Cependant le montant de ces IDE restait très modeste comparé aux chiffres internationaux, de l'ordre de 109 millions USD en 1979 et de 636 millions de USD en 1983¹¹⁶.

¹¹⁵ Guangdong et Fujian sont les provinces dont sont liées les ZES

La participation de l'île de Hainan comme la 5^{ème} et plus grande ZES en 1984 et des quatorze villes côtières avaient donné un nouvel essor aux IDE qui ont doublé par rapport à l'année précédente. Ensuite de 1984 jusqu'en 1988 le taux de croissance des IDE avait été de 38% par an. Au début des années 90, les ZES étaient devenues les villes les plus avancées de la RPC du point de vue technologique et du revenu par tête. Le montant de production destiné à l'exportation dans les ZES avait atteint 8 milliards de dollars en 1990 ; ce qui représentait 14 % du PIB de la Chine¹¹⁷.

Dès 1993, la Chine était devenu le second centre d'attraction des IDE après les Etats-Unis. Nous verrons la situation actuelle de la Chine dans le chapitre suivant, mais nous pouvons affirmer que l'utilisation de ZES avait bien fait ces preuves en répondant aux attentes de Deng XIAOPING et du peuple. La conception « un pays deux système »¹¹⁸ avec l'économie de marché lié au système socialiste marchait bien, et avait été un indice pour l'extension des réformes dans l'économie chinoise.

- *Les 14 villes côtières*

En 1984, Deng XIAOPING avait désigné 14 villes¹¹⁹ se situant au nord des ZES comme villes ouvertes. La caractéristique de ces villes était qu'elles avaient déjà la tradition du commerce extérieur grâce à leurs ports maritimes, et que c'était des villes industrielles disposant de réseaux de transportation dans les régions internes de la Chine développé qui favorisait l'accès aux marchés intérieurs.

Cependant il existe une disparité concernant les IDE attirés entre les villes. Shanghai, Tianjin et Dalian attiraient beaucoup plus d'IDE que les autres villes. Donc l'expansion économique et technologique s'était réalisée différemment.

¹¹⁶ G. Oyal, **Les investissements directs en Chine entre 1980-1998**, Istanbul, travail de fin d'étude, Université Galatasaray, 2001, p. 28

¹¹⁷ *ibid.*

¹¹⁸ Interprétation de l'"Héritage politique" de Deng Xiaoping - interview de Yan Jianqi, responsable du Centre d'Etudes de la Documentation du Comité central du PCC, *Internet* : <http://french.people.com.cn/>

¹¹⁹ Ces villes sont Beihai, Dalian, Fuzhou, Guangzhou, Lianyang, Nantong, Ningbo, Qingdao, Qinhuangdao, Shanghai, Tianjin, Wenzhou, Yantai et Zhanjiang.

- *Les Zones de Développement Economique et Technologique (ZDET)*

En 1984, pour soutenir la croissance économique et l'afflux de capitaux étrangers, le gouvernement avait décidé d'accorder à 13 régions côtières presque les mêmes droits économiques accordés aux ZES. Douze des quatorze villes côtières, à l'exception de Wenzhou et Beihai, faisait parti de ces ZDET. L'objectif était d'attirer les IDE à caractère technologique pour permettre d'augmenter la productivité et de faire des investissements à long terme. Ainsi les ZDET allait devenir les forces motrices de développement économique du pays.

Les effets ont été très positifs puisque la production industrielle de ces villes ont augmenté très vite¹²⁰. En 1990, la part des exportations des ZDET dans leur PIB était de l'ordre de 85 %¹²¹.

- *Les 6 régions de développement économique*

Afin d'accroître encore plus les flux étrangers, la Chine avait adopté, en 1985, la « stratégie de développement côtier » selon laquelle l'expansion de l'ouverture économique serai de plus en plus favorisé. Après les 14 villes côtières, 6 régions de développement économique dans les zones de delta avaient été déterminé : Delta de la Rivière des Perles, Fujian du sud, région de Delta de Xiamen, de Zhanghou et de Quanzhou, Delta du Yangzi, Shangdong, Beihaiwan et Liaodong. Chaque région possédait plus ou moins les mêmes avantages des quatorze villes côtières mais chaque delta attirait des investissements de différentes origines :

Le delta de Rivière de Yangzi était la destination préférée des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe grâce à une économie qui était relativement plus développée que les autres régions. Tandis que le delta de Rivière des Perles attirait les investisseurs de Hong Kong, de Macao et des pays de l'Asie du sud-est.

¹²⁰ Par exemple, la production industrielle de Shanghai et Beihai avait augmenté respectivement de 6,7 % et de 36% chaque année après 1984.

¹²¹ M. Karazlı, **Les déterminants des investissements directs en Chine**, Istanbul, travail de fin d'étude, Université Galatasaray, 2003, p. 20

Toutes ces régions citées ultérieurement montrent bien la volonté de Deng de casser le cercle vicieux de pauvreté (que la Chine n'arrivait pas à surmonter depuis son passé) avec l'aide des capitaux étrangers et le système de marché qui devrait permettre une meilleure allocation des nouvelles ressources (IDE).

Cependant, cette allocation pose un autre problème celui d'une répartition inégale des IDE et de ces bienfaits.

Le tableau 5 nous montre la répartition inégale des IDE selon les régions.

Tableau 5 : Répartition régionale des IDE en Chine (en %)

	Population en 1996	PIB en 1998	IDE attiré entre 1979-1991	IDE attiré entre 1992-1998	Stock d'IDE/PIB en 1998
Chine	100	100	100	100	100
Beijing	1.0	2.4	8.5	3.6	44.3
Tianjin	0.8	1.6	1.7	4.1	64.8
Hebei	5.3	5.1	0.6	2.0	9.9
Liaoning	3.4	4.7	4.2	4.5	25.3
Shanghai	1.2	4.5	5.8	8.5	49.6
Jiangsu	5.8	8.7	2.7	12.6	35.8
Zhejiang	3.5	6.0	1.2	3.3	13.8
Fujian	2.7	4.0	6.5	10.1	64.7
Shandong	7.1	8.7	2.4	6.4	18.7
Guangdong	5.7	9.6	36.6	27.6	79.0
Régions côtières	36.5	55.3	69.9	82.8	39.3
Autres régions	63.5	42.6	30.1	17.2	10.9

Source : China Statistical Yearbook, 1999

Mais seul la politique régionale n'était pas suffisante pour attirer ces ressources. Pour que les villes profitent de leur ouverture et du nouveau système de marché, il faut qu'elle soit au début attractive et ceci ne peut se faire que grâce à une politique de taxation adaptée.

B- Politique de taxation adaptée

Les plus importantes sources de revenu du gouvernement de la RPC sont les taxes dont la taxe sur le revenu. Les entreprises étrangères et les joint-ventures (que nous verrons dans la sous-section suivante) devaient payer une taxe sur le revenu que ces entreprises obtenaient de leurs activités en utilisant les ressources chinoises. Le gouvernement chinois collectait des firmes étrangères une taxe d'un taux de 33 %¹²².

Mais ces taux étaient de 15 % pour les entreprises implantées dans les ZES et les ZDET. En effet, ce taux -valable entre 1979-1995- était valable pour les deux années suivantes la première année de profit.

Ensuite une réduction de 50% était accordée aux firmes implantées pour plus de 10 ans¹²³.

- Les joint-ventures engagées dans le secteur de construction des ports qui étaient prêts à opérer pour plus de 15 ans ne seraient pas responsables de taxe sur le revenu pour une durée de cinq ans suivant la première année de profit et obtiendraient d'autre part une réduction de 50 % pour les 5 années suivantes.
- Les banques étrangères qui étaient prêtes à opérer pour plus de 10 ans ne payeraient pas de taxe de revenu pour la première année qui suit la première année de profit et seraient autorisées à ne payer que 50% de la taxe pendant les deux ans qui suivent.
- Les projets dans les régions ouvertes et dont le capital dépasse 30 millions de US dollars, et les projets dans les secteurs de l'énergie et du transport bénéficiaient d'un taux de taxe de revenu de 15%.
- Les entreprises étrangères à haute technologie ne payeront pas de taxe de revenu pour les deux premières années et ne payeront que la moitié de la taxe les 6 années qui suivent.

¹²² 33 % dont 30 % collecté par le pouvoir centrale et 3 % par le pouvoir local.

¹²³ G. Oyal, op-cit., p. 35

- Les entreprises étrangères orientées vers l'exportation qui exportent au moins 70% de leur production ne payaient pas de taxe de revenu les deux premières années, ne payaient que la moitié les 3 années suivantes et obtenaient des réductions pour les années qui suivaient.
- En cas d'autofinancement et de réinvestissement¹²⁴ pour une durée minimum de 5 ans, l'investisseur pouvait récupérer 40 % de la taxe de revenu qu'il avait payé. S'il décidait de réinvestir dans une entreprise orientée vers l'exportation ou dans la technologie avancée pour une période de plus de 5 ans, il obtenait la chance de récupérer la totalité de la taxe versée à l'Etat.

Nous venons de voir dans cette section les motivations principales de l'ouverture de l'économie chinoise et les pratiques mises en place pour attirer les IDE.

Nous allons maintenant voir plus en détail les conséquences de ces pratiques, en analysant, notamment, la nature des IDE et leurs principales caractéristiques.

Section II - La nature des IDE attirés en RPC

Nous allons dans cette section voir plus en détail les 3 formes d'implantation que sont les joint-ventures de différents caractères, puis leur pays d'origines et enfin la distribution sectorielle et régionale de ces IDE en Chine.

¹²⁴ L'autofinancement et le réinvestissement sont les cas où un investisseur étranger utilise son profit pour l'autofinancement de ces dettes ou pour l'investire dans une autre entreprise.

Sous-section I - Les 3 formes d'implantations effectuées en Chine et leur pays d'origine

Depuis le début de la modernisation économique lancé par Deng, les formes d'implantations varient en fonction de leurs types et de leurs sources d'origines. Ceci est l'occasion de constater que chaque pays investisseurs en Chine se spécialise dans des secteurs bien défini.

A- Les 3 formes d'implantations

Les formes d'implantations sont les suivantes :

- *Equity Joint venture (Joint venture avec apport en capital)* : La loi « Joint venture équité » était la première loi mise en place en 1979 régulant les IDE. Cette forme consistait à établir des partenariats entre les firmes étrangères et les firmes locales où la part de la firme étrangère devait atteindre au moins 25 % du capital total. C'est la forme la plus utilisée en Chine surtout dans le secteur industriel.
- *Firme à 100% capital étranger* : En 1986 la Chine avait autorisé l'implantation des entreprises à 100 % capital étranger à condition qu'elles exportent au moins 50% de sa production ou qu'elle produise des biens technologiquement avancées. C'est la forme d'implantation la plus utilisée de nos jours par les étrangers qui connaissent de mieux en mieux le marché chinois et ne ressentent pas le besoin de faire un partenariat avec une société locale.
- *Joint venture coopérative* : Deux ans plus tard, en 1988, la loi joint venture coopérative avait été mise en place. Cette loi permettait la création des joints ventures contractuels où les modalités de gestion, la répartition du pouvoir et des bénéfices étaient déterminées par les dispositions du contrat. C'est la forme la plus utilisée dans le secteur des services.

Nous allons voir maintenant les pays d'origine qui s'implantent en Chine.

B- Les pays d'origine

Nous pouvons dire que depuis l'ouverture de la Chine aux capitaux étrangers il existait 3 grands investisseurs en Chine : les chinois d'outre-mer qui sont surtout à Hong Kong et en Taiwan, le Japon et les Etats-Unis.

Pour nous faire une idée de l'ordre de grandeur du montant des investissements nous pouvons regarder le tableau suivant qui donne une ordre de grandeur des investissements cumulés en Chine.

Tableau 6 : Montant cumulé des investissements étrangers en Chine selon les principaux pays d'origine entre 1984-1995

	En milliards de US dollar	En % des IDE total cumulé
Hong Kong	80	67
Taiwan	10,8	8,2
Japon	10,2	7,8
Etats-Unis	8,8	6,7
Singapour	4	3,1
Grande-Bretagne	2,2	1,7

Source: China's Ministry of Foreign Trade & Economic Cooperation (MOFTEC), 1996, internet:<http://www.moftec.gov.tr>

Nous pouvons constater que les pays où la population chinoise est en majorité¹²⁵ comme Hong Kong et Taiwan sont les deux pays les plus investisseurs en Chine. Hong Kong est de loin le premier investisseur en Chine et ceci marque l'importance des liens culturels et familiaux. En effet, la puissance des chinois d'outre-mer dont le chiffre est estimé environ à 50 millions dans le monde et disposant, déjà en 1981, d'une fortune de 60 milliards de dollars¹²⁶ avait joué un rôle important tout au début de la politique d'ouverture économique.

Nous allons analyser plus en détail le rôle et les caractéristiques de Hong Kong, de Taiwan, du Japon et enfin des Etats-Unis dans leur implantation en Chine.

¹²⁵ Voir dans la section I l'importance de la diaspora chinoise

¹²⁶ J-P Paulet - I Mor, op-cit, p. 34

- *HONG KONG* : Il faut noter que Hong Kong est devenu une région administrative spéciale le 1^{er} juillet 1997. Après 155 ans de dominance anglaise, Hong Kong s'est rattaché à Pékin sous le principe « un pays, deux régimes »¹²⁷.

Selon les analystes, Hong Kong gardera sa force dans la maîtrise des services et des finances, alors que son activité productrice aura tendance à se délocaliser sur le continent¹²⁸. L'avantage de Hong Kong c'est sa proximité à la Chine et à sa liaison linguistique et culturelle. Depuis le début des années 80, environ 60% des IDE accumulés en Chine proviennent de Hong Kong. Dès 1992, L'industrie hongkongaise s'était étendue sur l'ensemble du continent chinois. D'après les chiffres, près de 80% des entreprises hongkongaise avaient investi en Chine¹²⁹.

Les IDE en provenance de Hong Kong s'orientent surtout dans la province de Guangdong en raison de la proximité géographique et le fait que les infrastructures sont mieux équipées en technologies de pointes. Environ 60% des IDE hongkongais sont investis dans cette région et génèrent un emploi aux quelques 5 millions de chinois.

Seul dans le delta des Perles, qui est le premier producteur mondial de jouet, un pôle textile et de l'électronique, il existe environ 30.000 entreprises hongkongaise qui assuraient, au début des années 2000, un investissement de 7 milliards de US dollar et emploient 3 millions de chinois¹³⁰.

- *TAIWAN* : Les mêmes raisons de liens linguistiques et culturels de Hong Kong sont valables pour le Taiwan où vivent 21 millions de chinois. La montée progressive des salaires et donc des coûts de production au Taiwan avait poussé les chinois de Taiwan à délocaliser leur réseau de production dans le but de diminuer les frais d'exportation : c'est la raison, dite « passive », c'est-à-dire qui s'est fait de soi-même car les dynamiques propres en Taiwan ont été source de motivation des

¹²⁷ Chang W. N, « Le retour de Hong Kong à la Chine : quelles perspectives ? », **Problèmes économiques**, n°:2.500, 25 décembre 1996, p. 13

¹²⁸ J-P Paulet - I Mor, op-cit, p. 113

¹²⁹ P. Chevaliéras, « Lectures Critiques », **Perspectives chinoises**, no : 42, 1997, p. 74

¹³⁰ *ibid.*

investissements taiwanais en Chine¹³¹. En effet, jusqu'aux années 90, le gouvernement taiwanais interdisait l'investissement vers la Chine, cependant tous les IDE taiwanais étaient recyclés par l'intermédiaire de Hong Kong pour arriver en Chine. Le développement d'une économie de marché libre en Chine et l'existence d'une main d'œuvre bon marché et des avantages offerts par le gouvernement chinois abaissant les coûts de productions furent les principales motivations des taiwanais¹³².

La seconde raison, que l'on peut catégoriser d' « active », est la volonté de délocaliser les forces productrices afin de conquérir le marché chinois par des ventes sur le terrain¹³³.

Donc, le Taiwan concentre ses IDE surtout dans les deux provinces du sud, et l'objectif de ces activités est autant tourné vers l'exportation que vers le marché interne de la Chine. Cependant, il faut noter que les relations économiques entre la Chine et le Taiwan sont dépendantes des relations politiques. En effet, le gouvernement taiwanais ne veut pas trop que les investissements soient dépendants du gouvernement de Pékin et que ces investissements soient effectués dans le sud-est du continent.

- *LE JAPON*: Nous avons dit ultérieurement que Deng voulait entreprendre une croissance similaire à celle du Japon qui était devenu le plus grand exportateur de capital des années 80. Après la restauration des bonnes relations avec la « convention de coopération économique » entre les deux pays, les investissements du Japon en Chine avaient explosé avec une croissance de 30.000% entre la période 1980-1988¹³⁴. Grâce aux bonnes relations, le Japon a vite connu un nouvel essor et est devenu le troisième pays investisseur en Chine après Hong Kong et Taiwan en 1995¹³⁵. Les firmes japonaises s'intéressaient surtout dans les activités productives dans le secteur industriel à Dalian mais investissaient aussi dans l'immobilier, le commerce et l'activité bancaire dans les villes telles que Shenzhen et Shanghai (qui sont des ZES).

¹³¹ *ibid.* p. 71

¹³² J-P Paulet - I Mor, *op-cit.*, p.24

¹³³ P. Chevaliéras, 1997, *op-cit.*, p.71

¹³⁴ J-P Paulet - I Mor, *op-cit.*, p. 112

¹³⁵ Delapierre M. et C. Milelli., "L'investissement Direct japonais en Chine", **Problèmes Économiques**, n°: 2557, 1998, pp. 28-33

- **LES ETATS-UNIS** : Les bonnes relations entretenues entre les Etats-Unis et la Chine s'étaient soldées en 1979 par l'accord de pays la plus favorisé en ce qui concerne le commerce. A cette date le montant des échanges sino-américaines était de l'ordre de 2,45 milliards de US dollars. Mais ce chiffre avait surtout connu une grande expansion dans les années 90 où le montant des échanges avait atteint les 42,84 milliards de US dollar¹³⁶. Les Etats-Unis se partageaient la 3^{ème} place de pays investisseur avec le Japon. Les secteurs favorisés par les firmes américaines sont l'industrie chimique, la télécommunication, la pharmaceutique, la construction et les équipements d'aéronautique. Les grandes multinationales comme IBM, Compaq, HP, Seagate Technology, Pepsi-Cola sont présentes en Chine.

Après avoir vu les quatre pays ayant réalisé les plus grands investissements en Chine à partir de l'ouverture de l'économie depuis 1979, il serait intéressant de faire une analyse sur les secteurs et régions les plus attractifs en investissement.

Ceci nous donnera une idée des secteurs en expansions, et donc susceptibles d'avoir un impact sur le marché mondiale et les disparités régionales.

Sous-section II - Les principaux secteurs attracteur des IDE

Les secteurs ayant attiré les IDE sont importants pour comprendre d'une part les secteurs en développement et leurs effets sur les différents pays du monde en concurrence avec la Chine où ayant des débouchés en Chine ; d'autre part pour mieux voir si cette vague d'IDE est profitable sur l'ensemble du continent où si ça peut poser des problèmes de développement inégale.

Nous avons dit que les préférences régionales dans les années 80 étaient surtout favorables aux villes côtières dans le but de promouvoir les exportations. Les régions citées en haut avaient entraîné de grande disparité entre différentes régions du continent.

¹³⁶ US Department of Commerce, *Survey of Current Business*, September 1996 and 1997

Cependant dès 1989, pour la première fois, une politique sectorielle, énumérant les secteurs faisant l'objet d'un développement prioritaire avait été mis en place. De plus, en 1992, avec la décision d'ouvrir les provinces intérieures aux investissements, la politique de « préférence régionale » était officiellement passée à une politique de « préférence sectorielle »¹³⁷.

Tout au long des années 80, les investissements avaient été encouragé dans les secteur tels que les transports, les télécommunications, l'énergie, la métallurgie, les matériaux de construction, les machines, le matériel médical, l'électronique etc.¹³⁸. De plus, les exportations étaient aussi prioritaires dans la mesure où elles permettaient d'assurer l'équilibre en devises du pays. Nous verrons la place du commerce dans l'économie chinoise dans la troisième partie, ci-dessous, afin de voir l'impact de l'activité commerciale au niveau mondial.

Nous allons nous contenter de donner ici les dix domaines encourager pour attirer les IDE¹³⁹ :

- l'infrastructures et industrie de bases : énergie, transports, matières premières importante.
- les nouvelles technologies et nouveaux équipements pour l'utilisation des ressources (renouvelable).
- les nouvelles technologies et nouveaux équipements pour la prévention et l'aménagement de la pollution d'environnement.
- les nouvelles technologie industrielles : biotechnologies, réseaux de télécommunications.
- les industries de support : machine et électronique, pétrochimie, construction d'automobiles.
- les projets qui permettent l'élévation de la rentabilité des entreprises et du niveau technologique des produits.
- les secteurs d'exportation.

¹³⁷ Article du Secrétariat d'Etat à l'Industrie "L'accueil des investissement étrangers en Chine", 1998, internet: http://www.finances.gouv.fr/notes_bleues/nbb126/invenchin.htm , pp.17-18

¹³⁸ ibid.

¹³⁹ ibid. p. 21-22

- le développement des technologies modernes dans l'agriculture : amendement du sol cultivé à faible rendement, développement de nouvelles espèces de meilleure qualité et de haut rendement, exploitation de la mer et de l'énergie de la mer.
- les services : consultation d'information sur l'économie et la technologie internationales, services après-vente...
- le développement et l'exploitation des ressources humaines et naturelles dans le centre et l'ouest du pays.

L'abondance des investissements étrangers attirés, a permis à la Chine d'accumuler le capital nécessaire pour développer son économie. Mais quel type de processus a-t-elle suivie ensuite concernant la gestion de ce capital ? Le mot clé est ici la croissance exogène et le rôle du commerce extérieur.



TROISIEME PARTIE : L'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE CHINOISE ET EFFET DE COMMERCE CHINOIS SUR L'ECONOMIE MONDIALE

Nous avons déjà vu dans la partie précédente les modèles de croissance économique et le modèle de développement économique suivi par la Chine à partir des années 80 qui consistait à ouvrir son économie aux investissements étrangers.

Les limites de cette politique étaient, d'une part, une concentration des investissements dans un nombre de secteur limité entraînant une surchauffe de ceux-ci et, d'autre part, une disparité dans le partage au niveau régional.

Nous allons essayer de voir dans cette partie les enjeux de la croissance chinoise tant sur le plan national qu'international. Par enjeux, nous entendons l'intégration de l'économie chinoise (avec sa production et ses demandes en ressources) dans l'économie mondiale. Comment les autres puissances comme les Etats-Unis, le Japon et l'Europe considèrent cette ascension de la Chine sur les marchés internationaux ?

Pour ce faire, nous verrons dans un premier temps, l'évolution de l'ampleur des exportations et des importations des produits de bases problématiques. Ceci nous permettra de constater les secteurs en question qui influence l'essor des autres pays.

Chapitre I - Le commerce de la Chine : locomotif ou monstre dévastateur ?

Comment la Chine va-t-elle pouvoir trouver sa place dans ce monde où est sensé régner « division internationale du processus productif »¹⁴⁰ ?

¹⁴⁰ La décomposition internationale du processus productif est une expression pour montrer que chacune des activités de production est localisée dans des pays différents. En outre, chaque pays dispose d'avantage pour la production de certains biens qu'il produit moins cher.

P. Hugon, **Economie Politique Internationale et Mondialisation**, Paris, Economica, 1997, p. 48

Division au sens où chaque pays produit et consomme en fonction de ses besoins et échange avec d'autres pays le surplus de ce qu'il a produit contre d'autres biens de consommation.

Ainsi, pour nous faire une idée du rôle de la Chine dans l'économie mondiale nous devons analyser les produits vendus et achetés, soit les échanges effectués par la Chine dans le monde.

Section I - L'impact du commerce sur les matières premières

La dynamique de la croissance chinoise nourrit avant tout la dynamique des grands marchés de matières premières. Nous allons essayer dans un premier temps de comprendre l'impact de la hausse des prix des matières premières et de voir si la Chine est capable de réaliser une telle hausse. Ensuite, nous mettrons l'accent sur les évolutions qui ont affecté notamment le secteur de l'agriculture, de l'énergie et enfin des métaux précieux.

Sous-section I - Hausse de prix mondiaux de matières premières

Alors que la croissance économique de la Chine continue depuis plus de 20 ans¹⁴¹, le cours de matières premières a commencé à s'élever sensiblement depuis 2001. Le tableau 7 nous donne une idée de la hausse des prix des principaux produits.

La tentation est forte pour dire que seule la Chine est responsable de cette hausse des prix mondiaux. Cependant, prouver cette relation de « cause à effet » est difficile car elle doit reposer sur une étude économétrique complexe avec de nombreux paramètres. D'un autre côté, démontrer que l'évolution de l'économie chinoise n'est pas à elle seule la raison des hausses des prix est plus facile puisque les mêmes prix internationaux étaient en baisse dans les années 90 alors que l'économie chinoise connaissait les mêmes taux de croissance spectaculaires.

¹⁴¹ Voir Annexe 3 : Taux de Croissance Economique de 1980 à 2003

Tableau 7 : Evolution des prix internationaux des principales matières premières entre 2001-2004 (en dollars par tonne, \$/t, sauf précision contraire)

PRODUITS	2001	2002	2003	Janvier- mars 2004	Taux de croissance entre 2001-2004 (en %)
PRODUITS AGRICOLES :					
Blé	107,7	130,0	138,6	156,6	45,4
Maïs	89,6	99,3	105,4	122,3	36,5
Riz thaï no 1 spécial	134,1	150,2	151,5	185,8	38,5
Grain de soja	195,8	212,7	264,0	377,0	92,5
Coton indice A de Cotlook (\$/kg)	1,058	1,019	1,399	1,630	54,0
PRODUITS ENERGETIQUES :					
Pétrole brut Dubaï Fateh (\$/baril)	22,71	23,72	26,75	29,18	28,5
Charbon Australie	32,31	27,06	27,84	44,56	37,9
METAUX :					
Aluminium	1444	1350	1431	1649	14,2
Cuivre	1578	1559	1779	2731	73,0
Acier	216,5	246,7	320,2	401,7	85,5
Etain	4484	4061	4895	6926	54,5
Nickel	5945	6772	9629	14729	147,7
Plomb	476	453	515	844	77,3
Zinc	886	779	828	1070	20,7

Source : J-P. Angelier, « L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières », **Politique Etrangère**, Paris, IFRI, vol 2/2004, p. 319

Nous pouvons donc affirmer que la tendance vers la hausse des prix, certes existe, mais seule la Chine n'est pas responsable de cette hausse car d'autres facteurs telles la croissance simultanée des consommations américaines sont entrés en jeu. En effet, avec la guerre entamée en Iraq, les Etats-Unis ont augmenté leur dépense en générale.

En 2003, le PIB des Etats-Unis avait augmenté de 3,1 % ce qui correspond en valeur absolue à un chiffre de 323 milliards de US dollars ; tandis que la même année, la Chine avait noté une augmentation de 7,8 %, qui correspond en valeur absolue à 96 milliards de dollars.

La croissance des Etats-Unis est donc presque quatre fois supérieure à celle de la Chine.

La hausse des prix des matières premières pose un problème qui est la récession de la l'économie mondiale¹⁴². Or, nous savons que trois mécanismes de la théorie libérale s'opposent à ce phénomène ¹⁴³:

- la hausse des prix des matières premières permet une augmentation de l'offre de ces produits qui, à terme, fait diminuer les prix. Ce phénomène n'est pourtant pas automatique et peut être un problème à court terme.
- la demande chinoise de matières premières seront recycler par les IDE pour donner des produits exporter dans d'autres pays. Donc, la Chine va concurrencer des pays dans certains marchés. Les pays les moins efficaces qui ne pourront pas résister à la concurrence devront sortir de ce marché. La demande de matières premières diminuera à nouveau avec la diminution du nombre des acteurs sur le marché. C'est le problème de l'insertion de la Chine dans l'économie mondiale avec la "reconfiguration" du système de production entre certains pays et la Chine.
- enfin si hausse des prix des matières premières existe, ceci devra se répercuter sur le prix final du produit exporté par la Chine. Donc, une élévation du prix devra entamé une diminution des débouchés des l'économie chinoise et donc réduirait en proportion le besoin d'importer les produits primaires.

Ces trois mode de régulation sont, bien sur, théorique et il existe dans l'histoire des périodes où ces théories avait été inhibées comme durant les deux Guerres Mondiales. En effet, voulant obtenir accès aux ressources naturelles pour les besoins de son économie, l'Allemagne avait entamé une politique révisionniste qui se solda par deux guerres au niveau mondial¹⁴⁴. Nous verrons dans le prochain chapitre comment l'intégration de ce géant asiatique pourrait se faire sans entamer une Troisième Guerre Mondiale. Mais nous allons maintenant voir plus en détail les comportements de la Chine dans le secteur de l'agriculture puisque c'est un secteur nouvellement ouvert et qui influence les marchés mondiaux.

¹⁴² En effet, si les prix des matières premières augmentent, ceci se répercute sur les prix dont la demande diminue

¹⁴³ J-P. Angelier, « L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p.318

¹⁴⁴ N. Doğru, **Çin hayatının kumarini oynuyor**, article du journal quotidien Vatan, 22.07.2005, p. 9

Sous-section II - Le secteur de l'agriculture

L'économie chinoise affecte le secteur agricole mondiale à travers trois produits qui sont : le soja, le caoutchouc et le coton¹⁴⁵. La demande de ces produits place les Etats-Unis, pour ces produits, comme le premier fournisseur de la Chine.

Depuis les années 90, avec l'augmentation du revenu par tête¹⁴⁶, les chinois réclament des produits alimentaires de meilleures qualités. Ceci joue un rôle important dans l'offre des produits : le système de soutien des prix pour la production des biens alimentaires non vendus sur le marché devient donc caduc. La libération progressive du marché pousse les chinois à produire non plus en masse mais en qualité. Ainsi, la Chine qui est le premier producteur mondial de blé et de riz, change quelque peu sa production pour produire des légumes et fruits. Ce phénomène explique pourquoi la production de blé, du maïs et du riz stagne. En effet, entre 1994 et 2002, la production de blé est passée de 92 millions de tonnes à 103,4; celle du riz a diminué de 178 millions de tonnes à 177,5 ; et celle du maïs n'a augmenté que de 99 millions de tonnes à 123¹⁴⁷. Durant cette période la Chine était devenu un petit débouché pour l'Australie et l'Argentine en exportant 1,4 millions de tonnes de blé en Chine. De même pour le Thaïlande et le Vietnam qui exportèrent du riz.

C'est surtout les filières de viande qui connaissent une demande ahurissant. La Chine devient très vite le premier producteur de viandes porcines. Mais le soja destiné à nourrir les porcs constitue un débouché important pour les exportateurs de soja comme les Etats-Unis et le Brésil.

La filière du coton est aussi biaisée par la demande chinoise. En effet, la Chine est le premier producteur et le premier consommateur de coton dans le monde et importe en faible quantité du coton des Etats-Unis.

¹⁴⁵ F. Lemoine, "La Chine, champion de la croissance", **Alternatives Economiques**, Paris, n°: 222, 2004, p. 54

¹⁴⁶ Voir Annexe 3

¹⁴⁷ J-P. Angelier, op-cit., p.321

L'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (janvier 2001) lui a imposé un quota d'importation de 0,8 millions de tonnes de coton que la Chine traite et réexporte surtout aux Etats-Unis¹⁴⁸.

Donc concernant le secteur agricole, nous ne pouvons pas dire que la Chine affecte beaucoup le marché. En effet, même si la croissance des exportations à base de coton ferment des marchés pour les pays comme l'Inde et les pays méditerranéens comme la Tunisie, le Maroc, la Turquie; d'autres marchés profite de nouveaux débouché qu'offre la Chine comme: les Etat-Unis pour le coton et le soja, l'Australie et l'Argentine pour le blé, le Brésil pour le soja, et la Thaïlande et le Vietnam pour le riz.

Nous allons voir maintenant les évolutions dans le marché de l'énergie et des métaux.

Sous-section III - Le secteur de l'énergie et des métaux

La Chine est souvent accusée d'affecter dans le monde les marchés d'énergie et de métaux pour entretenir l'expansion de son industrie. Est-ce que vraiment les consommations de la chine en énergie et en métaux peuvent à elle seule troubler l'équilibre des marchés mondiaux ?

A- Le marché de l'énergie

Pour entretenir sa forte croissance économique la Chine doit bien sûr combler ses manques en pétrole, gaz naturel et charbon. Le tableau 8 nous donne une idée des besoins en ressources énergétique qu'elle doit acheter du marché mondial.

Ce tableau montre très clairement que la Chine se débrouille assez bien concernant la gestion du charbon, où, elle assumait le tiers de la production mondiale en 2002 et exportait 15 % de sa production dans les marchés internationaux. Concernant le gaz naturel nous pouvons dire que la Chine n'est pas dépendante d'un pays étranger.

¹⁴⁸ ibid. p. 322

Cependant, le pétrole reste toujours le produit, par excellence, dont la Chine dépend le plus. En 2003, la Chine avait produit presque 5 % de la production mondiale de pétrole mais avait du importé 7 % du volume des échanges effectués sur le marché mondiale avec une consommation interne de 6,3 millions de baril par jour. Ceci le place comme le second demandeur de pétrole derrière les Etats-Unis¹⁴⁹.

Ces importations de pétrole représentent environ 36 % de la demande intérieure du pays.

Tableau 8 : Production, consommation et échanges internationaux de charbon, pétrole, gaz naturel ; monde et Chine, 1994 et 2002
(en millions de tonnes équivalent pétrole, tep)

	Production mondiale		Echanges internationaux		Chine						
	1994	2002	1994	2002	Réserves (milliards de tep)	Production		Consommation		Solde des échanges extérieurs	
					2002	1994	2002	1994	2002	1994	2002
Charbon	2182	2379	275	419	76,7	619	703	611	669	+9	+60
Pétrole	3224	3557	1803	2153	2,5	146	169	158	259	-12	-100
Gaz naturel	1880	2275	308	523	1,3	15	29	15	29	0	0

Source : J-P. Angelier, « L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 323

Not : 1 tonne de charbon = 0,67 tep

De nos jours, pour diminuer sa dépendance de pétrole, la Chine a accepté les capitaux étrangers pour la prospection et le transport de pétrole. Cependant, les réserves pétrolières du pays étant assez faible¹⁵⁰, la Chine a voulu diminuer encore plus sa dépendance en diversifiant ces fournisseurs : pour ce faire, elle a investi dans la prospection de pétrole au Kazakhstan, en Iran, en Azerbaïdjan, au Vietnam, en Irak et en Russie, en Indonésie et en Venezuela. Ainsi, la Chine permet à ces pays d'entrer sur la scène internationale malgré leurs mauvaises relations avec les Etats-Unis comme le Vietnam, l'Iran et le Venezuela.

¹⁴⁹ S. Cieniewski, « Impact de la hausse des cours du pétrole sur l'économie chinoise », **Ambassade de France en Chine - Mission Economique de Pékin**, Pékin, 25 novembre 2004, p. 3

¹⁵⁰ Les réserves de pétrole de la Chine sont estimé à 2,5 milliards de tonnes, soit 1,7 % des réserves mondiales

Donc, la Chine continuera à être un important importateur de pétrole au niveau mondial. Mais ceci n'est pas suffisant pour expliquer, à elle seule, l'augmentation récente des prix du pétrole. En effet, les Etats-Unis avec 550 millions de tonnes de pétrole, puisent presque six fois plus de pétrole que la Chine sur les marchés mondiaux. De même, le Japon avec ses 250 millions de tonnes puise plus du double de la demande chinoise sur les marchés mondiaux. Avec ses 100 millions de tonnes de pétrole importé, la Chine se place donc parmi les pays tels que la Corée du Sud, la France, l'Allemagne, l'Italie...donc un pays qui ne consomme pas encore une quantité assez grande pour troubler les marchés mondiaux comme les Etats-Unis.

B- Les métaux précieux

Depuis les années 90, la politique d'aménagement des régions délaissée lors de la politique d'ouverture des villes côtières implique une forte demande des métaux destinés aux infrastructures de base (transports, communications, bâtiments, industrie de biens d'équipement...). Cette demande s'adresse aux ressources intérieures et extérieures.

En 2003, la Chine se trouvait déficitaire sur trois grands marchés de métaux ¹⁵¹:

- le minerai de fer (dont elle importe environ 97 millions de tonnes, soit 19 % du commerce mondial).
- l'acier et de l'aluminium métal (dont elle importe environ 2,4 millions de tonnes, soit 9 % du commerce mondial).
- le minerai de cuivre et le cuivre métal (dont elle importe successivement 2,2 millions de tonnes et 0,8 millions de tonne, qui représente dans l'ordre 17 % et 6 % de la production mondiale)¹⁵².

Le paradoxe de la Chine, est qu'elle souffre d'un déficit dans la production d'acier où elle est le premier producteur mondial. Aujourd'hui, l'importation de minerai de fer représente environ le tiers des besoins du pays et permet à la

¹⁵¹ Voir Annexe 4

¹⁵² J-P. Angelier, op-cit., 326

Chine d'augmenter sa production d'acier de 6 % en moyenne chaque année¹⁵³.

Le problème vient du fait que la Chine cherche à augmenter sa capacité de production d'acier alors qu'il y a une surproduction au niveau mondial. Les Etats-Unis restent à l'écart de ce jeu en fermant ses frontières aux produits étrangers. L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) cherche à réguler le système en passant des accords pour la fermeture des capacités de production d'acier et la réorientation de ces capacités dans d'autres secteurs comme l'extraction de minerai de fer pour alimenter la Chine.

Section II - L'impact de la Chine sur l'évolution des flux commerciaux

L'impact de la croissance chinoise est d'une part sur les cours de prix des inputs échangés au niveau international.

Nous avons essayé d'expliciter, dans la première section ses effets. Nous allons maintenant essayer de voir l'impact du dynamisme commercial de la Chine sur la reconfiguration des flux commerciaux. En effet au début des années 90, personne ne parlait de la Chine quant il était question du « miracle asiatique » alors que la croissance continuait. Cependant les réseaux d'interdépendance entre pays de la région n'ont cessé de se resserrer et de se complexifier en Asie. Ceci a bien sur eut des conséquences sur les flux commerciaux entre la Chine et le monde.

Sous-section I - Structure des exportations chinoises

Nous pouvons dire que la grande majorité des exportations chinoises relèvent des activités d'assemblage. La nature des exportations diffère beaucoup selon la destination¹⁵⁴ : les exportations vers les Etats-Unis sont essentiellement composés de matériel informatique et d'électronique.

¹⁵³ *ibid.*, p.327

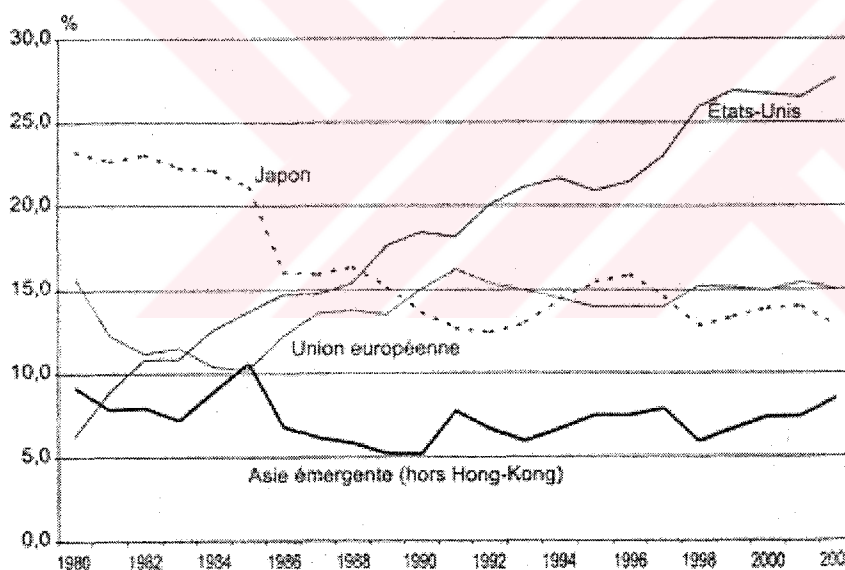
¹⁵⁴ F.Nicolas, "L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale", **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p.273

Alors que les vêtements de confection sont surtout exportés vers l'UE et le Japon.

Pour ce qui est des produits exportés vers les pays d'Asie de l'Est, les produits traditionnels (comme les produits agricoles comestibles et non comestibles ou carburants) ont petit à petit laissé leur place aux produits d'équipements de transports et de machines (dont la part dans les exportations avec la région ont atteint les 38 % en 2001).

Le graphique ci-dessous nous montre qu'entre 1980 et 2002 les exportations de la Chine ont changé de destination ¹⁵⁵: la part des Etats-Unis a sans cesse augmenté pour passer des quelques 6 % en 1980 à 32,4 % en 2002, celle du Japon a diminué pour passer des 25 % en 1980 à 16,5 % en 2002, celle de l'UE est restée plus ou moins stable entre 15 %.

Graphique 7 : Evolution des destinations des exportations chinoises, 1980-2002 (en % du total)



Source : F.Nicolas, « L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 272

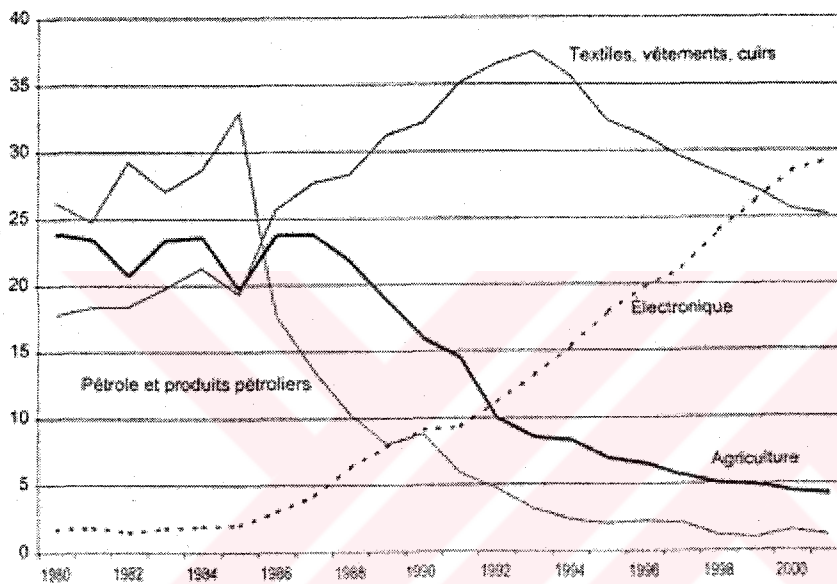
Concernant, les secteurs en évolution, le graphique ci-dessous nous montre que la Chine, qui en 1980 était exportateur de produit agricole, a commencé à se spécialiser dans l'exportation de produits électroniques. La part des produits agricoles est passée de quelques 25 % à moins de 5 % entre 1980-2000.

¹⁵⁵ Pour les chiffres de 1980 voir *ibid*, p. 272 ; pour les chiffres de 2002 voir Annexe 5

Le textile, qui représente le principal secteur d'exportation de la Chine, avait augmenté entre la période 1980-1992 pour atteindre les 38 % des exportations ; mais a nettement fléchi dans les années 90 pour se stabiliser dans les 25 % en 2000.

Le textile a laissé sa place aux produits électroniques qui ont vécu un boom pour passer de 1 % en 1980 à 30 % dans les années 2000.

Graphique 8 : Evolution des distributions sectorielles des exportations chinoises, 1980-2002 (en % du total)

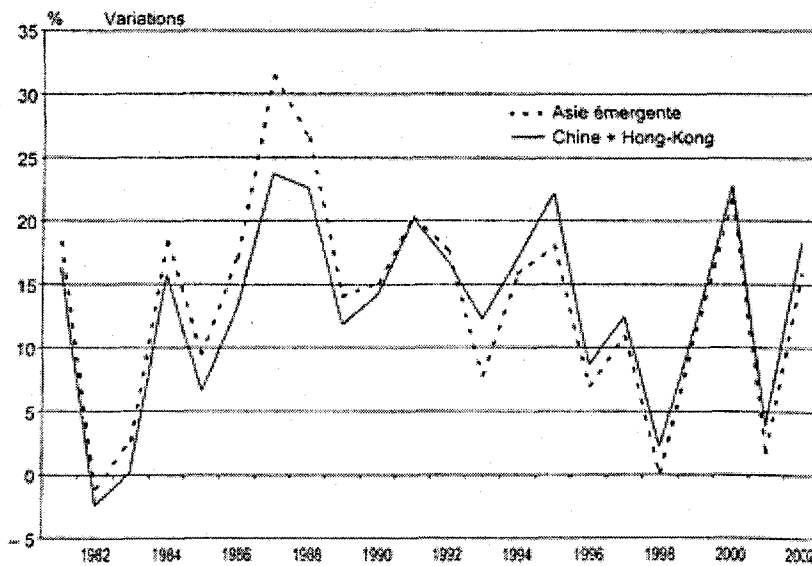


Source : F.Nicolas, « L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 273

La caractéristique la plus importante concernant les exportations de la Chine, c'est qu'il existe une très forte concordance entre les fluctuations des exportations chinoises et ceux des pays de l'Asie de l'Est. En effet, le graphique ci-dessous montre bien cette coïncidence des fluctuations qui prouve que la Chine s'approvisionne en grande partie des pays de sa région pour réexporter en majorité vers le reste du monde surtout au Etats-Unis et l'Europe où elle note un excédent commercial¹⁵⁶.

¹⁵⁶ Les Etats-Unis, l'Europe et el Japon représente plus de la moitié des débouchés de la Chine Voir alors qu'en tant que fournisseurs ils ne représente que le tiers. Voir annexe 5 et 6 : Clients et Fournisseurs de la Chine.

Graphique 9 : Fluctuations des exportations de Chine et d'Asie émergente, 1981-2002 (en % des exports)



Source : F.Nicolas, « L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 279

Ce graphique nous décrit l'étroite relation entre la Chine et les pays d'Asie. En effet, les pays périphérique exportent en Chine des produits semi-fini qui sont traités à nouveau pour devenir des produits fini afin d'être réexporté dans le monde.

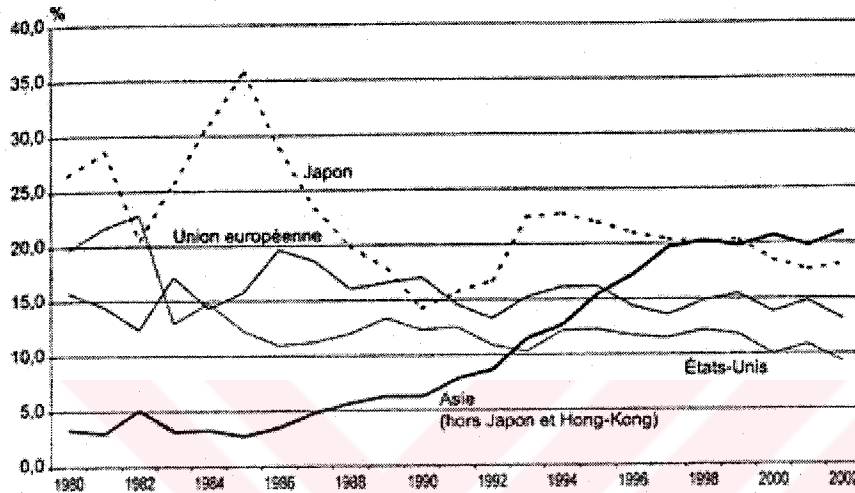
Nous allons analyser maintenant la structure des importations de la Chine.

Sous-section II - La structure des importations chinoises

Nous avons dit ultérieurement que les importations de la Chine faisaient augmenter les prix mondiaux des matières premières, des produits agricoles, des produits énergétiques et métaux précieux. Mais une autre caractéristique de la demande chinoise est qu'elle est une force motrice de la croissance des pays de la région : notamment du Japon, de la Corée du Sud et de l'Asie de l'Est. Le graphique 9 nous montre qu'entre 1980 et 2002 les parts des importations des pays de l'Asie (hors Japon et Hong Kong) ont connu un essor fulgurant :

Alors que la part du Japon avait diminué des 36 % (en 1984) à 18 % (en 2002) celle des pays de l'Asie¹⁵⁷ (hors Japon et Hong Kong) sont passées des 4 % en 1980 à 21 % en 2002. Les Etats-Unis et l'Europe avaient connu une petite baisse et avaient atteint dans l'ordre 13 % et 9 % en 2002¹⁵⁸.

Graphique 10 : Evolution des origines des importations chinoises, 1980-2002
(en % du total)



Source : F.Nicolas, « L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale », **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 271

La part que représente la Chine dans les exportations des pays asiatiques nous montre comment la Chine est une « locomotive » pour ces pays.

¹⁵⁷ Il s'agit des principaux pays de l'ASEAN (ANASE en français: Association des Nations de l'Asie du Sud-Est). Fondé en 1967 par cinq membres: l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande. Aujourd'hui, rejoint par le Brunei, le Vietnam, le Laos, Myanmar et le Cambodge, la région couvre 4,5 millions de km², rassemble 500 millions d'habitants, son PIB s'élève à 737 milliards de US dollars et la valeur totale de ses échanges commerciaux équivaut à 720 milliards de US dollars. Dossier : L'intégration régionale au service de la Mondialisation, Problèmes Economiques, n°: 2.855, p. 30

¹⁵⁸ *ibid.*

Tableau 9 : Poids des importations de la Chine dans les exportations de partenaires (en % du total des exportations)

	Taux de croissance des exportations vers la Chine (en %)	Poids des importations de la Chine dans les exportations des partenaires (en%)	
		2001	2003
	2003		
Japon	38,7	10,6	15,8
HongKong	19,9	37,1	42,6
Indonésie	27,8	6,9	9,4
Corée	51,0	15,6	22,2
Malaisie	50,6	7,1	13,9
Philippines	96,2	6,1	17,8
Singapour	48,7	4,2	7,3
Thaïlande	57,7	7,2	11,3
Zone euro	37,8	3,8	4,5
Etats-Unis	28,4	1,9	2,8

Source : F. Lemoine, « Chine : rééquilibrer la croissance sans la casser », **Alternatives Economiques**, Paris, n° : 228, 2004, p. 62

Depuis sa politique d'ouverture économique, la Chine a créé des liens très serrés avec les pays de l'Asie de l'Est. Aujourd'hui ses principaux partenaires commerciaux sont ces pays de la région. Or cet événement nous amène à nous demander si la Chine, avec une telle croissance économique, pourra continuer cette intégration régionale ou que devra-t-elle faire pour être intégrée au système mondial ? Quels en seront les avantages et les nouveaux défis ?

Chapitre II - Les défis de l'intégration de la Chine au système mondial : crash ou atterrissage en douceur ?

Sans aucun doute, la Chine est devenue un moteur pour les économies de l'Asie de l'Est : les importations en provenance d'Asie ont augmenté de 42 % en 2003 et aujourd'hui plus de la moitié des importations chinoises sont destinées à être réexportées¹⁵⁹.

¹⁵⁹ F. Lemoine, **Alternatives Economiques**, n° : 222, op-cit., p. 54

D'un autre côté, le marché chinois reste encore trop étroit pour devenir une superpuissance capable d'entraîner l'économie mondiale¹⁶⁰. Même si elle est en progression, la demande intérieure chinoise ne représente que 2,5 % des importations mondiales¹⁶¹.

Cependant, l'expansion de l'économie chinoise à tout de même des répercussions sur les prix mondiaux. Comment les pays les plus développer pourrons faire face à ce dynamisme ? La volonté d'intégrer la Chine au système mondiale peut apparaître comme une solution. Ceci ne peut se faire que par l'intermédiaire d'organisation internationale comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Section I - L'intégration de la Chine à l'OMC : risques et avantages pour la Chine ?

La Chine, avec son niveau de croissance économique tiré par son dynamisme commercial, semble bien se débrouiller dans la voie de la libéralisation économique. Cependant, après une attente de quinze ans, le 11 novembre 2001, la Chine avait enfin été accepté comme 143^{ème} membre au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)¹⁶². Mais, pourquoi un pays comme la Chine voudrai-elle faire de sa candidature à l'OMC une priorité nationale ? Quels avantages anticiper pour la Chine de cette adhésion ? De plus, quels en seront les effets sur le système politique international ?

Sous-section I - Volonté d'adhésion de la Chine à l'OMC : pourquoi ?

Il est clair que la Chine n'a rien à gagner de l'OMC en termes d'échanges extérieur, mais elle peut espérer l'utiliser comme catalyseur pour entreprendre les réformes qui autrement prendraient beaucoup de temps.

¹⁶⁰ Voir Annexe 7 : le poids de l'économie chinoise au niveau mondiale

¹⁶¹ F. Lemoine, *ibid.*

¹⁶² A.Chieng, "La Chine à l'OMC : promesses, risques et arrière-pensées", **Sociétal, ABI/INFORM GLOBAL**, 2nd Quarter 2002, n°: 36, p. 1

Quelles sont ces réformes et à quels problèmes envisagent-elles de remédier ?

L'économie chinoise traverse, en fait, un trouble qui vient de son système ambigu du « socialisme de marché ». En effet, l'interaction entre secteur publique, secteur privé et investissements étrangers a vite montré que la loi de la concurrence devait finalement éliminer les entreprises publiques qui sont peu rentables¹⁶³. La tentation est forte d'entamer une vague de privatisation pour résoudre le problème, mais plus facile à dire qu'à faire puisque le secteur public reste indispensable pour le maintien d'une stabilité de la société chinoise. En effet, même si de 1978, date du début des réformes lancées par Deng XIAOPING, à 2003, la contribution des entreprises d'Etat au PIB est passée de 80 % à 17 % aujourd'hui, ces sociétés emploient toutefois plus de la moitié des 750 millions travailleurs chinois¹⁶⁴. Ce secteur est devenu maintenant un obstacle devant la croissance après avoir assuré depuis des années la stabilité sociale. En effet, le maintien des entreprises publiques représente un gouffre financier comblé artificiellement par les crédits bancaires¹⁶⁵. Le blocage politique et social semble empêcher toute possibilité de casser ce cercle vicieux par les dynamiques interne du pays. D'où l'adhésion à l'OMC apparaît comme une chance pour imposer aux acteurs intérieurs la poursuite des réformes¹⁶⁶.

Sous-section II - Conséquences probables à court et long terme

De nombreuses études et recherches sont effectuées sur les conséquences probables de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Les résultats sont mitigés.

¹⁶³ D. Hochraich, **Mondialisation contre développement: le cas des pays asiatiques**, Paris, syllepse, 2002, p.100

¹⁶⁴ B. Pedroletti, "Où en est la privatisation des entreprises publiques", **Le Monde - Economie**, 4 janvier 2005, p. 2

¹⁶⁵ En effet, les entreprises publiques sont devenues des instruments entre les mains d'une bureaucratie corrompue qui, en utilisant la force politique, pousse les banques étatiques à financer les dettes irrécupérables. M. Lavigne, "Convergences et divergences de la transition vers le marché en Asie: Chine, Vietnam, Laos, Mongolie", **Management International - ABI/INFORM Global**, printemps 2003, p. 9

¹⁶⁶ D. Hochraich, op-cit., p. 101

Si l'on met de côté les résultats les plus optimistes et les plus pessimistes, nous trouvons que l'adhésion pourrait avoir deux types d'impacts en fonction du temps : l'un à court terme, et l'autre à moyen et long terme.

Deux organismes, l'une gouvernemental, le United States Trade Commission (USTC) et l'autre privée, Goldman Sachs, ont fait une étude des conséquences probables immédiates et à moyen terme de cette adhésion en 1999. Sans entrer dans le détail, nous devons dire que les modèles utilisés partaient de l'offre¹⁶⁷ et prévoyaient un effet positif sur la croissance¹⁶⁸.

A- Conséquences à court terme

L'étude de l'USTC consiste à essayer d'évaluer l'impact des réductions tarifaires, les résultats à court terme¹⁶⁹, sur la croissance sont ci-dessous :

- une hausse de 1 % de l'augmentation du PIB : calculé sur des hypothèses sur le gain de compétitivité et sur l'accumulation du capital
- une hausse des exportations de 10 % et une augmentation des importations de 12 %
- une détérioration des termes de l'échange¹⁷⁰ de 2 % qui entraîne une perte du « bien-être »¹⁷¹ de 0,3 %.

L'étude de Goldman Sachs retient trois conséquences :

- une hausse de la production de 0,5 % suite au gain de productivité
- un doublement du commerce extérieur qui atteindra 600 milliards de US dollars en 2005. Le commerce serait tiré par les importations surtout et les exportations qui augmentent mais moins vite que les importations

¹⁶⁷ Nous appelons "modèle d'offre" les modèles dans lesquels la croissance du PIB se déduit de la disponibilité des facteurs productifs à savoir le capital et le travail au moyen d'une fonction de production.

D. Hochraich, op-cit., p. 105

¹⁶⁸ Mais un « modèle de demande » où le PIB est calculé sur la consommation finale conduirait à une conclusion opposée au « modèle d'offre » car l'ouverture économique avec la diminution des tarifs douaniers entraînerait l'augmentation des importations au détriment de la production domestique.

¹⁶⁹ N'oublions pas que ce sont les résultats calculés en 1999, qui étaient faits en guise de prospective.

¹⁷⁰ Le terme d'échange est le rapport des prix des produits exportés aux prix des produits importés

¹⁷¹ Le "bien-être" est le prix ici comme le pouvoir d'achat en parité de pouvoir d'achat (PPA).

- un impact nul sur la balance de paiements : en effet la diminution relative des exportations entraînera une détérioration de la balance commerciale, mais la libéralisation des marchés contrôlé permettra l'entrée de capitaux étrangers. Ainsi le changement dans l'équilibre des soldes serait neutre.

Vérifions ces résultats grâce aux chiffres obtenus par la Chine entre 2001-2002¹⁷² :

- Tout d'abord, concernant la croissance du PIB elle continue d'être fulgurante avec une augmentation de 7,5 %. Donc, bien au dessus des prospections
- Concernant le commerce, les chiffres sont inférieurs aux prédictions avec une augmentation des exportations et des importations respectivement de 9,6 % et 10,78 %.
- Certes, l'augmentation plus rapide des importations par rapport aux exportations montre qu'il y a bien eut une détérioration des termes de l'échange. La raison est surtout les prix de produits de bases qui sont en hausse depuis les années 2000. Quand au pouvoir d'achat en PPA, le revenu par habitant a augmenté de 9,5 %, ce qui veut dire amélioration du « bien-être » des chinois.
- Les prédictions concernant le commerce sont largement surpassés avec un volume commercial de 620,9 milliards de US dollars en 2002, de 851,5 milliards de US dollars en 2003 et de 1154,8 milliards de US dollars en 2004¹⁷³.
- L'entrée d'IDE s'accroît à partir de 2001 pour placer la Chine comme second récipiendaire du monde avec un flux net de 60 milliards de US dollars en 2004¹⁷⁴. La respectivement part des entreprises à capitaux étrangers augmente pour passer de 48 % en 2000 à 57 % en 2005¹⁷⁵.

¹⁷² Les chiffres de réalisation court terme de l'année 2001 sont ceux de la Banque Mondiale The World Bank Group, World Development Indicators Online:

Internet : <http://devdata.worldbank.org/dataonline/>

¹⁷³ S. Cieniewski, « Le commerce extérieur de la Chine en 2004 », **Ambassade de France en Chine - Mission Economique de Pékin**, Pékin, 2 février 2005, p. 4

¹⁷⁴ Alors que ce chiffre est de 38,4 milliards de US dollars en 2000 et de 44,2 milliards de US dollars en 2001, voir: The World Bank Group, World Development Indicators Online

¹⁷⁵ *ibid.* p. 1

B- Les conséquences à moyen terme

Nous allons tout de suite donner les prospections faites pour le moyen terme.

Prospection au moyen terme de USTC :

- croissance du PIB de 4 %
- hausse des exportations de 12 % et des importations de 14 %
- diminution des termes de l'échange de 2 %
- une augmentation du bien être de 2 % à partir de 2003

Nous observons en fait qu'il y a un certain décalage entre les estimations faites en 1999 et les résultats. En effet, les estimations macroéconomiques concernant l'augmentation du PIB, le pouvoir d'achat et le volume commercial ont été sous-estimés. La croissance du PIB est deux fois plus rapide, celle du volume commercial trois fois, et celle du pouvoir d'achat 4 ou 5 fois plus rapide que les prédictions.

Les études du USTC et de Goldman Sachs ne tiennent pas compte des perdants qui sont les secteurs protégés¹⁷⁶ avant l'adhésion de la Chine à l'OMC. De plus, les réformes sont supposées entraîner une hausse considérable du chômage. Cependant, les déstabilisations ont été moins graves que prévu. En effet, si un risque sociale existe en Chine, il ne vient pas de l'augmentation du chômage puisque les IDE compensent les pertes d'emplois en formant de plus en plus de capitale ; mais il vient de la disparité régionale¹⁷⁷.

Malgré les craintes évoquées, la Chine a obtenu, jusqu'à présent, de bons résultats de son adhésion à l'OMC. De plus, la Chine avait du faire de nombreuses concessions vis-à-vis des Etats-Unis. En effet, les Etats-Unis ont obtenu des conditions plus favorables que celles considérées comme normales entre pays membres de l'OMC suite aux négociations bilatérales. Quelles sont ces principales mesures, qui sont supposées être des risques pour la Chine ?

¹⁷⁶ Nous noterons plus en détail les secteurs protégés dans la section suivante.

¹⁷⁷ La disparité régionale sera traité dans la dernière section de ce chapitre.

Section II - Clauses de l'OMC, différence du traité sino-américain et impact pour les autres pays

La Chine avait suivie des négociations pas comme les autres lors de son adhésion à l'OMC. Un traité spécial avait été signé entre la Chine et les Etats-Unis qui prouvait déjà l'importance de ce pays dans le système international. L'adhésion à l'OMC apporte quelques réglementations concernant le protectionnisme effectué par la Chine dans les principaux secteurs que sont le secteur agricole, les produits manufacturés et les services.

Sous-section I - Le secteur agricole

La partie chinois accepte de supprimer progressivement les barrières non tarifaires concernant l'importation des produits comme le blé, le maïs, le coton et le riz et les tarifs seront situés entre 1 et 3 %. Le tarif des autres produits agricole devra diminuer de 22 à 17 % pour tous les pays et à 14,5 % pour les Etats-Unis¹⁷⁸. De plus, les exportateurs américains seront autorisés à distribuer leurs produits sans besoin de partenaires chinois¹⁷⁹.

Sous-section II - Les produits manufacturés

La taxe sur les produits manufacturés importés sera diminuée en moyenne à 9,4 %, où les Etats-Unis jouirons d'un tarif préférentiel de 7 %. Les produits de haute technologie seront exemptés de droit de douane. La taxe sur l'importation de voiture sera diminuée à 25 % en 2006 (soit une diminution de 15 %). Les Etats-Unis bénéficient de la suppression des quotas d'importation depuis 2001 ; alors que les autres pays vont commencer à profiter de ce droit cinq ans après l'adhésion de la Chine (donc en 2006)¹⁸⁰.

¹⁷⁸ Voir annexe 8

¹⁷⁹ D. Hochraich, op-cit., p. 102

¹⁸⁰ ibid.

En contre parti les Etats-Unis s'engagent à supprimer les quotas sur les exportations de textiles chinois en 2005 au lieu de 2010¹⁸¹.

Sous-section III - Les services

La Chine devra ouvrir régulièrement son marché aux capitaux étrangers. Notamment, les télécommunications seront ouvertes aux investisseurs étrangers. De plus, la limitation géographique concernant les investissements étrangers devront être supprimés. Concernant le secteur bancaire, l'ouverture complète du secteur est visé pour les américains cinq ans après l'accession à l'organisation. Ceci présente un risque puisque les quatre grandes banques d'Etats qui représente encore 67 % des dépôts et 56 % du total des actifs financier, ont des problèmes de portefeuille puisqu'elles financent en grande partie les dettes publiques causées par les entreprises d'Etats. Le défi sera de poursuivre la libéralisation bancaire en maintenant l'arrivée des acteurs étrangers sans causer une crise financière¹⁸². Les organisations financières non bancaires pourront intervenir (comme partenaire minoritaire) dans les sociétés de brokers intervenant dans les transactions de titres locaux. En bref, l'ouverture de ce secteur prévoit l'entrée de nombreux experts étrangers pour coordonner les travaux des nouvelles professions libérales comme les comptables, consultants en management, architectes, ingénieurs, urbanistes, médecins, dentistes, informaticiens, etc... Seule restriction pour les avocats qui devront s'implanter en formant des joint-ventures où la partie étrangère devra être minoritaire¹⁸³.

Les principales mesures concernant l'adhésion de la Chine à cette organisation nous montrent que les Etats-Unis bénéficient d'avantages que d'autres pays ne bénéficieront pas. Cependant aussi pour les autres pays, la diminution des tarifs douaniers sera une grande opportunité.

¹⁸¹ W. Martin, "L'adhésion à l'OMC et les réformes économiques en Chine", **Politique Etrangère**, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 338

¹⁸² *ibid.* p. 339

¹⁸³ D. Hochraich, *op-cit.*, pp. 102-103

Sous-section IV - L'impact pour les autres pays

En effet, comme le montre le tableau ci-dessous concernant les réformes commerciales liées à l'adhésion, la moyenne des droits de douane des trois secteurs moteurs est passée d'environ 40 % au début des années 1990 à moins de 7 %.

Tableau 10: Droits de douane moyens pondérés en Chine (en %)

	Tous produits	Produits de base	Produits industriels
1992	40,6	22,3	46,5
1994	35,5	19,6	40,6
1996	22,6	20	23,2
1997	18,2	20	17,8
1999	14,2	21,8	13,4
2001	12	17,7	13
Après l'adhésion à l'OMC	6,8	3,6	6,9

Source : W. Martin, « L'adhésion à l'OMC et les réformes économiques en Chine », *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 334

Nous pouvons affirmer que les réformes entreprises dans les services furent les plus radicales dans l'histoire de l'OMC. Les pays de l'Union Européenne, s'apprêtent donc à un nouvel élan dans leur commerce avec la Chine. En effet, les entreprises européennes étaient jusqu'alors moins concurrentes que leurs homologues américains et japonais. La diminution des droits de douane permettra aux entreprises européennes d'augmenter leurs exportations.

Concernant les relations avec la Russie, l'adhésion de la Chine ne semble pas influencer la situation. En effet, ces deux pays sont semblables du point de vue des capitaux qu'ils ont besoins pour réformer leurs économies. Donc, il ne faut pas s'attendre à ce que la coopération économique augmente. Mais il est sûr que les bonnes relations politiques permettront d'avoir un effet constructif pour la Chine qui cherche à se former une zone d'influence, notamment pour investissement dans les zones proches pour la recherche des nouvelles sources énergétique.

L'ouverture du marché textile va influencer les pays comme l'Inde, l'Egypte, l'Indonésie et la Turquie qui vont perdre une partie de leur marché au profit des exportations chinoises.

Finalement nous devons aussi dire que l'importance de la Chine pour les pays de l'Asie du Sud-est va augmenter encore plus.

D'une part grâce à la libéralisation des secteurs qui permettront un transfert des hautes technologies. L'expansion de l'économie chinoise sera un atout pour ces pays qui, déjà lors de la crise financière de 1997, avait joué un rôle moteur pour le rétablissement de la situation dans la région. En effet, la Chine n'avait pas effectué de dévaluation lors de la crise asiatique de 1997 car elle n'en avait pas besoin. Les Etats-Unis vivait en 1997 un boom dans leur importation, ce qui entraînait bien évidemment un boom dans les exportations chinoises¹⁸⁴. Les pays asiatiques qui utilisaient les faibles coûts de main d'œuvre pour exporter avaient donc été sauvés par la Chine. Ce rôle moteur va s'accroître encore plus après l'adhésion de la Chine à l'OMC en augmentant les centres d'intérêts pour le Japon, la Corée du Sud, le Taiwan et le Singapour¹⁸⁵.

L'analyse montre que l'impact de la croissance chinoise au niveau mondiale sera encore très débattu : De nombreux pays pourront gagner de l'enrichissement de ce pays tandis que d'autres devront la concurrencer. L'OMC étant le régulateur mondial sur le commerce, devra contrôler les transformations opérées en Chine.

Cependant la Chine devrait faire face à deux problèmes qu'elle avait jusqu'à présent laisser passer : celui de la disparité régionale source de troubles sociaux pouvant aboutir à un chaos total et celui de la pollution écologiques obstacle devant un développement durable.

¹⁸⁴ A. Chieng, op-cit., p. 22

¹⁸⁵ C. K. Kuruca, **L'adhésion de la République Populaire de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce**, Istanbul, travail de fin d'étude, Université Galatasaray, 2004, p. 24

Section III - Les nouveaux défis de la Chine au XXI^{ème} siècle

La Chine est face à deux problèmes qui risquent de faire perdre tout ce qu'elle peut gagner. En effet, la croissance soutenue des régions côtières a entraîné le développement déséquilibré de ces régions payé par le centre et l'ouest du continent chinois. De plus, la croissance incontrôlée a provoqué la pollution et entraîné le risque d'une croissance destructrice dans le futur.

Sous-section I - Disparité régionale et risque d'un déséquilibre sociale

En effet, la conséquence primaire des investissements étrangers qui se sont concentrés dans les villes côtières est que maintenant, le revenu des quelques 750 millions de paysans qui vivent dans les régions rurales n'est que de 300 euros par an. Le revenu moyen des citadins atteint 850 euros et le celui des grandes villes côtières varie entre 4000 et 6000 euros¹⁸⁶. La population vivant dans les régions rurales ne peut pas migrer dans les grandes villes pour profiter de sa richesse, et le maintien de l'ordre se fait toujours par la force, mais pour combien de temps encore ? En octobre 2004, quelque 50 000 manifestants se sont rassemblés dans une petite ville de la province de Sichuan (à l'ouest) et ont mis le feu à un véhicule de la police pour protester contre un cadre qui avait battu un travailleur migrant. Plus de 50 000 événements de ce genre sont survenus dans les régions rurales en 2003¹⁸⁷. Le système chinois va-t-elle pouvoir s'accommoder plus de liberté et de démocratie.

Sous-section II - Problème de pollution et de développement durable

La Chine n'a jusqu'à présent pas pris en compte le sujet de la protection de son environnement.

¹⁸⁶ B. Pedrolli et B. Philip, "La dangereuse fuite en avant des dirigeants chinois", *Le Monde – Economie*, 4 janvier 2005, p. 3

¹⁸⁷ *ibid.* p. 2

En effet, la production incontrôlée est polluante : environ 90 % des rivières circulant à travers les villes sont aujourd'hui polluées. Le gouvernement s'efforce d'agir avec des nouvelles lois environnementales pour protéger les quelques voies d'eau encore propre, mais les amendes -beaucoup trop laxiste- sont loin de pouvoir dissuader les fautifs¹⁸⁸. De plus, le nord du pays se trouve face à un manque d'eau : les régions sèches au nord représente 70 % de la population total, 66 % des surfaces agricoles mais seulement 20 % des sources d'eaux¹⁸⁹.

Le gouvernement a mit en place un projet de barrage d'un montant de 60 milliards de US dollars pour conduire l'eau du sud vers le nord, et bien sur avec des technologies d'assainissement des eaux sales.

La Chine devra, néanmoins, se lancer pour développer les moyens de s'approprier des énergies moins polluantes : l'énergie nucléaire est l'une des stratégies, les travaux sur le charbon liquéfié moins polluant sont en cours. Le pragmatisme des chinois devra normalement pousser les dirigeants à chercher des énergies autres que le pétrole et le gaz¹⁹⁰.

Ce qui est claire est que la Chine se devra, un jour ou l'autre, munir de ressources énergétiques alternatives.

Ainsi, elle pourra garantir une croissance économique continue, moins dépendant des marchés internationaux, et un développement soutenable qui garantira l'avenir des générations futures.

¹⁸⁸ N. Stein, "Water, water ; but there's not enough to go around", **Fortune - Special Issue, Europe Edition**, n°:17, octobre 2004, p. 37

¹⁸⁹ *ibid.* p. 46

¹⁹⁰ B. McDonough, "Growth without Eco-Disaster", **Fortune - Special Issue, Europe Edition**, n°:17, octobre 2004, p. 102

CONCLUSION

Après une longue période de sommeil, nous pouvons affirmer que la Chine s'est enfin éveillée apportant avec elle de nombreux débats. Certes, la croissance d'un pays de 1,3 milliards d'habitants ne peut pas se faire discrètement ; mais un taux de croissance économique de 10 % en moyenne pendant 20 ans ne peut pas être, à elle seule, la raison des troubles ou craintes que ressentent certains acteurs.

En bref, le modèle de croissance de la Chine ressemble beaucoup à celui du Japon qui consistait à imiter les technologies étrangères (substitution aux importations) pour ensuite produire à moindre qualité et prix pour réexporter (promotion aux exportations). Grâce à sa population, la Chine continue de constituer une réserve en main d'œuvre inépuisable qui permettait de diminuer les coûts d'assemblages de produits destinés à être réexportés. La différence entre la pratique chinoise et japonaise vient du fait que la Chine s'est spécialisée dans l'industrie d'assemblage et des produits nécessitant un travail intensif à faible valeur ajoutée. Cette spécificité lui a permis d'attirer les investissements des pays voisins de l'Asie du Sud-est où le coût de la main d'œuvre était supérieur. Aujourd'hui, le montant des investissements étrangers (en provenance des pays d'Asie surtout) dépassent les 50 milliards de US dollars par an et la balance des comptes courants, tirée par les exportations, atteint un excédent de 5 % du PIB (soit 60 milliards de US dollars).

Le volume commercial gigantesque de la Chine accentue, bien évidemment, l'augmentation des prix de certaines matières premières (comme le pétrole, l'acier etc...) qui sont déjà relativement demandés par les pays les plus industrialisés tels que les États-Unis, le Japon, et les pays de l'UE. La Chine reste le premier extracteur de ressources sur les marchés internationaux, tout en ayant une consommation totale inférieure à ceux des pays cités ci-dessus. Cela prouve que la Chine est à défaut de ressources naturelles et qu'elle a bien évidemment besoin de s'approvisionner pour soutenir, non seulement son développement économique, mais aussi les économies des pays voisins pour lesquels elle est une locomotive.

C'est pourquoi nous pouvons trouver juste la volonté de la Chine à vouloir entreprendre des investissements dans la recherche de nouvelles ressources dans les pays voisins et comprendre leurs inquiétudes lorsque les Etats-Unis se proclament vouloir s'installer en Asie centrale après la guerre d'Afghanistan en guise de force de sécurité contre le terrorisme. Donc, la volonté de la RPC d'intégrer les organisations internationales est logique puisqu'elle donne à celle-ci la chance d'exprimer ses craintes sur une plateforme d'envergure internationale. Ceci est aussi bien vu par les autres pays puisqu'elle permettra une meilleure circulation de l'information et donc une meilleure coordination entre pays. L'adhésion la plus spectaculaire qu'a effectuée la Chine est l'OMC, où elle est entrée en tant que pays en voie de développement. Donc, elle pourra prendre le parti de ce groupe de pays et d'essayer de jouer un rôle de contre poids à l'intérieur de l'institution contre les pays riches. Ce rôle pourra être vu comme une concrétisation de la volonté de la Chine de devenir, dans l'avenir, une superpuissance, si bien sûr elle a une telle ambition ! Nous pensons que pour l'instant la Chine ne cherche pas à rivaliser les Etats-Unis mais qu'elle veut lui faire comprendre que les régions périphériques (Asie centrale et Asie orientale) sont ses zones d'influences qu'elle ne veut pas perdre. Nous pouvons donc conclure, du point de vue géostratégique que, la Chine garde pour l'instant une ambition régionale et non mondiale.

La limite de cette ambition vient bien sûr des risques et faiblesses que présente l'économie chinoise.

En effet, son économie est beaucoup trop dépendante des économies des Etats-Unis et de l'Europe. S'il arrivait que ces pays diminuaient leurs importations en provenance de Chine, l'économie chinoise serait confrontée à un goulot d'étranglement qui pourrait se propager en sens inverse sur l'ensemble de l'Asie.

Ceci nous amène à nous poser la question de surchauffe en Chine. Selon certains, la spéculation (que ça soit dans le secteur de l'immobilier, de l'investissement dans l'industrie ou dans la finance) a entraîné une bulle prête à éclater.

En effet, la ruée vers la Chine qui promet beaucoup aux entrepreneurs a entraîné la construction de milliers de logement en pariant seulement qu'ils seront dans l'avenir habité. De nombreux investissements dans l'industrie sont effectués sans tenir compte de la rentabilité ou de la rationalité de l'investissement. Une spéculation financière qui vient de la dichotomie entre une économie ouverte et une monnaie fixe (donc prête à être réévalué dans le moindre trouble). Ajoutez à cela les problèmes du secteur bancaire avec les banques publiques qui financent les entreprises publiques en endossant des dettes irrécupérables. Les travailleurs des entreprises publiques sont des chômeurs potentiels si les réformes que veut entamer le gouvernement (privatisation des entreprises publiques qui produisent à perte) seront effectuées.

Cependant en mars 2004, le gouvernement a bien montré sa volonté de vouloir effectuer les réformes. Les dirigeants ne veulent plus une « poursuite aveugle de la croissance du produit intérieur brut » mais espère une « amélioration qualitative de la croissance », c'est-à-dire donner l'importance non plus à la croissance mais au développement économique. Pour ce faire, le gouvernement espère gagner beaucoup de choses de son adhésion à l'OMC. En fait, les nouvelles réglementations qu'elle devra mettre en place sont, en quelque sorte, une déréglementation progressive de son système où le contrôle de l'Etat reste toujours excessif. « Il est bien sûr important d'agir contre la surchauffe. Or ce qu'on dit, nous chercheurs, c'est que le système a de graves défauts et c'est à eux qu'il faut s'attaquer. Il faut laisser le marché réguler. Pour l'instant le gouvernement décide très souvent à la place des opérateurs » affirme Sun Lijian, économiste à l'Université de Fudan à Shanghai.

L'adhésion à l'OMC prévoit surtout la libération progressive des secteurs sous protection (services, agriculture, énergie etc...). Ceci sous-entend une nouvelle vague d'IDE qui devra contrecarrer la perte des emplois survenue à cause des privatisations et de l'assainissement du secteur financier.

Donc, l'impact de la croissance économique de la Chine au niveau mondial est bien plus complexe qu'elle ne paraît. Il s'agit en fait d'une nouvelle donne pour la Chine et pour le monde.

Deng XIAOPING avait dû faire face à de nombreux débats et oppositions en 1980 lorsqu'il avait entamé l'ouverture graduelle de l'économie. Aujourd'hui le même problème se pose : est ce que l'adhésion de la Chine à l'OMC va permettre un nouvel élan qui pourra normaliser l'économie chinoise confrontée à de nombreux problèmes (surchauffe artificielle, contrôle de l'Etat dans l'économie, chômage caché, stabilité sociale...).

La Chine est dans une période de transition : le système mis en place par Deng a été efficace, mais il n'est plus gérable. Les réformes qui attendent le gouvernement semblent être douloureuses et si la Chine ne réussit pas à effectuer une transition en douceur la douleur sera ressentie à l'échelle mondiale.

Cette transition est beaucoup plus sensible qu'elle ne paraît être puisque elle est sous le risque d'un trouble sociale. En effet, force est de constater que les statistiques macroéconomiques sont les preuves du bon déroulement des réformes entreprises mais la « caserne » sociale est en train de chauffer et risque de déborder si les dirigeants chinois ne cherchent pas à remédier aux disparités régionales. De plus la pollution environnementale reste une entrave devant le développement durable et hypothèque l'avenir des générations futures.



LES ANNEXES

ANNEXE 1

DISTRIBUTION DES INVESTISSEMENTS AU COURS DU 1^{ER} PLAN

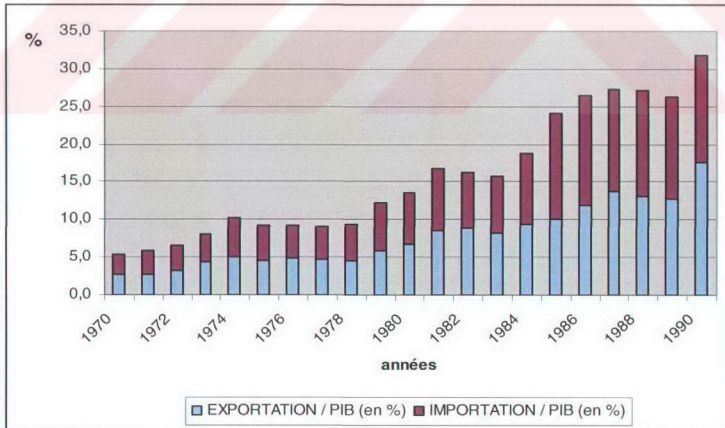
	TOTAL (en millions de yuan)	INDUSTRIE	BATIMENT	AGRICULTURE (dont conservation des eaux)		TRANSPORTS
1953	8000	2840	360	770	(480)	1070
1954	9070	3830	360	420	(220)	1500
1955	9300	4300	320	620	(410)	1760
1956	14800	6820	650	1190	(710)	2610
1957	13830	7240	460	1190	(730)	2070
TOTAL	55000	25030	2150	4190	(2550)	9010
%	100	45,5	3,9	7,6	(4,6)	16,4

Source : M. Menguy, L'économie de la Chine Populaire, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, p. 46

ANNEXE 2

PARTS DES EXPORTATION ET DES IMPORTATIONS DANS LES PIB

	EXPORTATION / PIB (en %)	IMPORTATION / PIB (en %)
1970	2,6	2,7
1971	2,8	3,0
1972	3,2	3,4
1973	4,3	3,8
1974	5,0	5,3
1975	4,6	4,6
1976	4,8	4,5
1977	4,7	4,3
1978	4,5	4,9
1979	5,8	6,4
1980	6,7	6,9
1981	8,6	8,2
1982	8,9	7,3
1983	8,3	7,5
1984	9,4	9,4
1985	10,0	14,1
1986	11,8	14,7
1987	13,6	13,7
1988	13,1	14,1
1989	12,7	13,5
1990	17,5	14,3



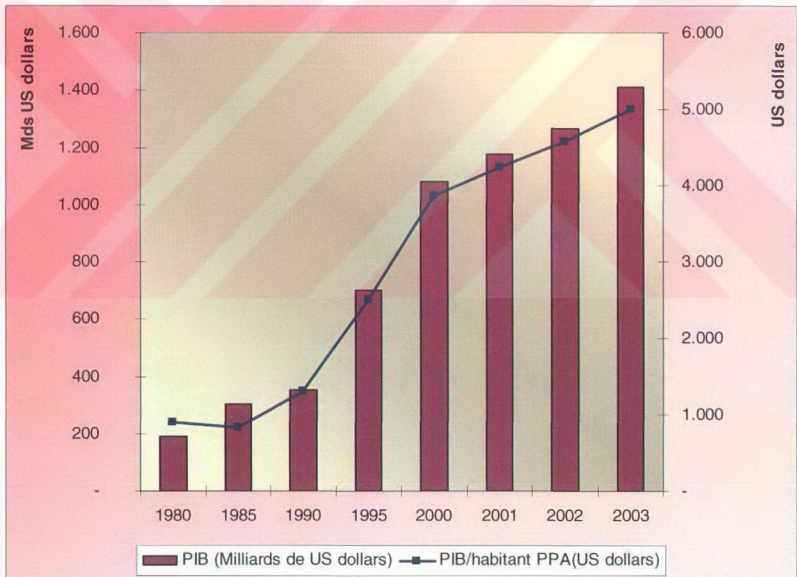
Source : Word Banque Indicators

Not : Nous pouvons aussi voir d'après le graphique que l'augmentation du volume commerciale est graduelle. En effet, chaque augmentation du volume commerciale est accompagnée d'une diminution.

ANNEXE 3

**EVOLUTION DU PIB (en Milliards de US dollars courant) et du
PIB/HABITANT (en parité de pouvoir d'achat US)**

	PIB (Milliards de US dollars)	PIB/habitant dollars)	PPA(US
1980	188,25	904,0	
1985	305,0	822,7	
1990	354,6	1307,4	
1995	700,0	2508,5	
2000	1080,7	3867,1	
2001	1175,7	4237,0	
2002	1266,0	4577,4	
2003	1410,0	4995,2	



Source: The World Bank Group, World Development Indicators Online:
<http://devdata.worldbank.org/dataonline/>

ANNEXE 4

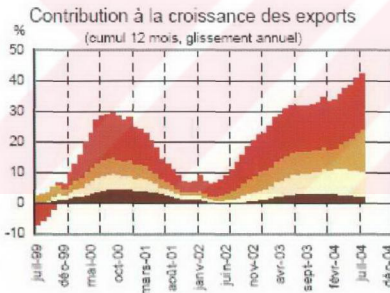
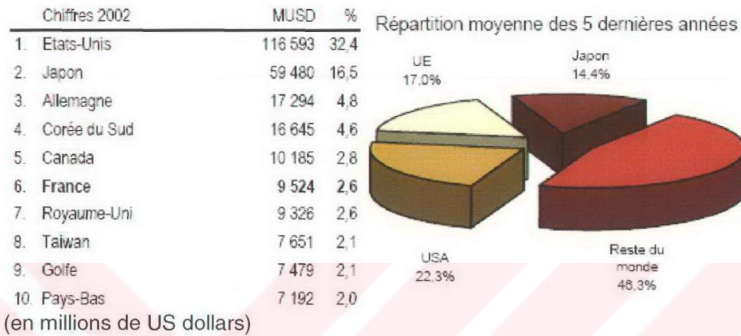
**PRODUCTION ET COMMERCE INTERNATIONAL DES PRINCIPAUX
METAUX, MONDE ET CHINE, 1994 et 2003 (en million de tonnes)**

	Production				Solde du commerce extérieur de la Chine	
	Monde		Chine			
	1994	2003	1994	2003	1994	2003
Minerai de fer	992	937,3	239	242,0	-37	-97
Acier	725	902	93	212	+4	nd
Aluminium	19,1	25,5	1,5	3,6	-0,2	-2,4
Cuivre	11,1	14,4	0,74	1,5	-0,06	-0,8
	1994	2003	1994	2003	1994	2003
Nickel	0,84	1,13	0,03	0,05	0	-0,04
Etain	0,22	0,28	0,07	0,09	+0,03	+0,03
Plomb	2,79	6,59	0,47	1,18	+0,18	+0,45
Zinc	7,13	9,23	0,99	2,05	+0,28	+0,54

Source : J-P. Angelier, L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières, Politique Etrangère, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 326

ANNEXE 5

CLIENTS DE LA CHINE DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL



Source : J. Tobelem et D. Lebastard, **DGTPÉ Statistiques**, Direction Général du Trésor et de la Politique Economique – Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Paris, Janvier 2005, p. 4

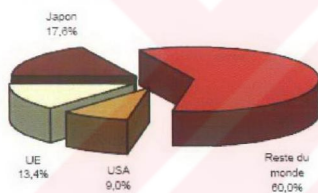
ANNEXE 6

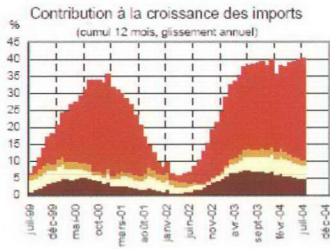
FOURNISSEURS DE LA CHINE DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

Chiffres 2002	MUSD	%
1. Japon	51 309	20,9
2. Corée du Sud	28 281	11,5
3. Etats-Unis	26 279	10,7
4. Taiwan	20 126	8,2
5. Allemagne	13 260	5,4
6. Malaisie	7 718	3,2
7. Golfe	7 669	3,1
8. Russie	7 374	3,0
9. Hong Kong	5 543	2,3
10. Thaïlande	4 602	1,9

(en millions de US dollars)

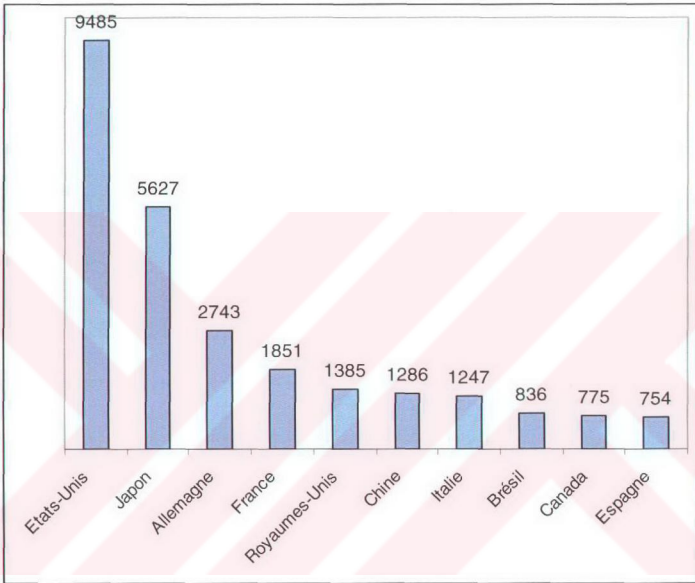
Répartition moyenne des 5 dernières années





Source : J. Tobelem et D. Lebastard, **DGPE Statistiques**, Direction
Général du Trésor et de la Politique Economique – Ministère de
l'économie, des finances et de l'industrie, Paris, Janvier 2005, p. 4

ANNEXE 7

**LA PLACE DE LA CHINE DANS LES DIX PLUS GRANDES ECONOMIES
DU MONDE EN 2003 (PIB en millions de dollars valeur constant de
1995)**

Source : LEMOINE Françoise, "La Chine, champion de la croissance",
Alternatives Economiques, Paris, n°: 222, 2004, p. 54

ANNEXE 8

**NIVEAU DE PROTECTION EN MATIERE AGRICOLE EN CHINE APRES
L'ADHESION (en %)**

	1995	2001	Après l'adhésion
Riz	-5	-3,3	-3,3
Blé	25	12	12
Céréales alimentaires	20	32	0
Fruits et légumes	-10	-4	-4
Oléagineux	30	20	3
Sucre	44	40	20
Fibres végétales	20	17	0
Bétail et viande	-20	-15	-15
Produits laitiers	30	30	11
Aliments traités	20,1	26,2	9,9
Boissons et tabac	137,2	43,2	15,6

Source : W. Martin, **L'adhésion à l'OMC et les réformes économiques en Chine**, *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/2004, p. 336

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

BERGERE Marie-Claire, *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2000

CAMROUX David - DOMENACH Jean-Luc, *L'Asie retrouvée*, Paris, Seuil, 1997

CHEVALIERAS

DOMENACH Jean-Luc – RICHER Philippe, *La Chine de 1971 à nos jours - Tome 2*, Paris, Editions du Seuil, 1995

GILPIN Robert, *Global Political Economy: Understanding The International Economic Order*, New Jersey, Princeton University Press, 2001

GILPIN Robert, *The Political Economy of International Relations*, New Jersey, Princeton University Press, 1987

HOCHRAICH Diana, *Mondialisation contre développement: le cas des pays asiatiques*, Paris, Editions syllepse, 2002

HUGON Philippe, *Economie Politique Internationale et Mondialisation*, Paris, Economica, 1997

JOYAUX François, *La Politique Extérieure de la Chine Populaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993

KEBABDJIAN Gérard, *Les théories de l'économie politique internationale*, Paris, Editions du Seuil, 1999

LEMOINE Françoise, *La nouvelle économie chinoise*, Paris, La Découverte, 1994

LEYS Simon, *Les habits neufs du Président Mao*, Paris, Le Livre de Poche, 1989

Librairie HACHETTE, *La Chine: encyclopédie par l'image*, Paris, Librairie HACHETTE, 1958

MENGUY Menguy, *L'Economie de la Chine Populaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971

PAULET Jean-Pierre - MOR Isabelle, *L'Asie et la Croissance*, Paris, Ellipses, 1996

ROBINSON Thomas W. – SHAMBAUGH David, *Chinese Foreign Policy: Theory and Practice*, New York, Oxford University Press, 1994

SOBRY Claude – VEREZ Jean-Claude, *Eléments de Macroéconomie: une approche empirique et dynamique*, Tours, Ellipses, 1996

VIDAL Jean-Emile, *Où va la Chine*, Paris, Editions Sociales, 1967

THESES ET MEMOIRES

OYAL Göze, *Les investissements directs en Chine entre 1980-1998*, Istanbul, travail de fin d'étude - Université Galatasaray, 2001

KARAZLI Murathan, *Les déterminants des investissements directs en Chine*, Istanbul, travail de fin d'étude - Université Galatasaray, 2003

KURUCA Can Kazım, *L'adhésion de la République Populaire de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce*, Istanbul, travail de fin d'étude, Université Galatasaray, 2004

ARTICLES

ANGELIER Jean-Pierre, "L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières", *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/2004, pp. 317-330

BOUISSOU Jean-Marie, "Le Japon et la Chine: amour, haine et géostratégie", *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/1996, pp. 312-330

CHANG Woon Nam, "Le retour de Hong Kong à la Chine : quelles perspectives ?", *Problèmes économiques*, n°:2.500, 25 décembre 1996, pp. 13-16

CHEVALIERAS Philippe, "Lectures Critiques", *Perspectives chinoises*, n°:42, 1997, pp. 71-79

CHIENG André, "La Chine à l'OMC: promesses, risques et arrière-pensées", *Sociétal, ABI/INFORM GLOBAL*, 2nd Quarter 2002, n°: 36, pp. 1-10

CIENIEWSKI Stephane, "Impact de la hausse des cours du pétrole sur l'économie chinoise", *Ambassade de France en Chine - Mission Economique de Pékin*, Pékin, 25 novembre 2004, pp. 1-8

CIENIEWSKI Stephane, "Le commerce extérieur de la Chine en 2004", *Ambassade de France en Chine - Mission Economique de Pékin*, Pékin, 2 février 2005, pp. 1-5

DESTAIS Christophe, "Réformes structurelles et croissance économique en Chine", *Problèmes économiques*, Paris, n°: 2.500, 25 décembre 1996, pp. 1-12

Dossier: "La firme mondiale: mythe et réalité", *Alternatives Economiques*, Paris, n°: 189, 2001, pp. 30-34

LAVIGNE Marie, "Convergences et divergences de la transition vers le marché en Asie: Chine, Vietnam, Laos, Mongolie", *Management International, ABI/INFORM Global*, printemps 2003, pp. 1-18

LEMOINE Françoise, "La Chine, champion de la croissance", *Alternatives Economiques*, Paris, n°: 222, 2004, pp.50-54

LEMOINE Françoise, "Chine: rééquilibrer la croissance sans la casser", *Alternatives Economiques*, Paris, n°: 228, 2004

MARTIN Will, "L'adhésion à l'OMC et les réformes économiques en Chine", *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/2004, pp. 331-346

McDONOUGH Bill, "Growth without Eco-Disaster", *Fortune - Special Issue*, Europe Edition, n°:17, octobre 2004, pp. 100-102

NICOLAS Françoise, "L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale", *Politique Etrangère*, Paris, ifri, vol 2/2004, pp. 271-276

STEIN Nicholas, "Water, water; but there's not enough to go around", *Fortune - Special Issue*, Europe Edition, n°:17, octobre 2004, pp.35-42

TOBELEM Jérémie et LEBASTARD Dominique, "DGTPE Statistiques", *Direction Général du Trésor et de la Politique Economique – Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie*, Paris, Janvier 2005

WOON NAM Chang, « Le retour de Hong Kong à la Chine : quelles perspectives ? », *Problèmes économiques*, Paris, n°:2.500, 25 décembre 1996, pp. 1-9

RAPPORTS ET DOCUMENTS

China Statistical Yearbook, 1999

JOURNAUX ET BULLETINS

DOĞRU Necati, "Çin hayatının kumarını oynuyor", *article du journal quotidien Vatan*, 22.07.2005

PEDROLETTI Brice, "Où en est la privatisation des entreprises publiques", *Le Monde – Economie*, 4 janvier 2005

PEDROLETTI Brice et PHILIP Bruno, « La dangereuse fuite en avant des dirigeants chinois », *Le Monde – Economie*, 4 janvier 2005

PEDROLETTI Brice, “Les déséquilibres sociaux tempèrent la progression de la classe moyenne”, *Le Monde – Economie*, 4 janvier 2005

SOURCES ELECTRONIQUES

China's Ministry of Foreign Trade & Economic Cooperation (MOFTEC),
Internet : <http://www.moftec.gov.gov.tr>

Discour de Deng XIAOPING, “We can develop a market economy under socialism”, 26 novembre 1979,

Internet : <http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol2/text/b1370.html>

GUILLAIN Robert, « Les grandes étapes du conflit sino-soviétique », *Le Monde*, 5 mars 1969,

Internet :

<http://www.cartage.org.lb/fr/themes/Geohis/Histoires/chroniques/pardate/>

The World Bank Group, World Development Indicators Online:

Internet : <http://devdata.worldbank.org/dataonline/>

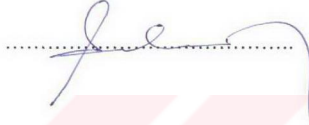
Wikipedia, « Campagne des Cent Fleurs »

Internet : <http://fr.wikipedia.org/>

RESTON James, “Expose of Stalin is said to imperil Khrushchev rol”, *New York Times*, 27 juin 1956,

Internet: <http://www.nytimes.com>

Yrd.Doç. Selcan SERDAROĞLU



Doç.Dr. Haluk LEVENT



Yrd.Doç. Ali Faik DEMİR



18/11/2005



Doç.Dr. İdil KAYA
Galatasaray Üniversitesi
Sosyal Bilimler Enstitüsü
Müdürü